

France Forum

- *Cinquantenaire de M.R.P.*

- *Témoignages*

- *Documents*

- *Réflexions*

- *Le dialogue philosophique
de Jacques Maritain et Etienne Borne*

- *L'Homme sans horizon*

- *Mistral et la Méditerranée*

- *Vers l'Afrique de l'an 2000*

- *Arts et lettres*

Pierre DHERS - Pierre-Henri TEITGEN - Pierre PFLIMLIN - Robert BICHET
Louis BOUR - Paul BACON - Robert PRIGENT - Robert LECOURT - André
MONTEIL - Maurice SCHUMANN - André COLIN - Gilbert DRU - Henri
BOURBON - Jean-Dominique DURAND - Etienne BORNE - Maurice BLIN
Philippe TREGUER - Charles DELAMARE - Michel-Henry FABRE
Jean-Yves CHEVALLIER - Philippe SÉNART - Jean-Louis PRAT - Jean CHÉLINI
Marc DARMON - Bernard VOYENNE - François FEJTÖ - André LE GALL.

L'existence d'une revue dépend du nombre de ses abonnés

Abonnez-vous — Diffusez France-Forum

Abonnements de soutien

FRANCE-FORUM demande instamment à tous ceux qui comprennent son effort de lui apporter leur appui en souscrivant un abonnement de soutien dont le prix minimum est fixé à 150 F.

France-Forum, 133 bis rue de l'Université, 75007 Paris

Numéros spécimens gratuits sur demande

"France-Forum" est en vente dans les librairies suivantes :

LIBRAIRIE DES EDITIONS OUVRIERES

9 rue Henri IV - LYON 2^e

LIBRAIRIE PUBLICA

46 rue Saint-Jean - 14300 CAEN

LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITE

12 A, rue Nazareth - 13100 AIX EN PROVENCE

LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE COLBERT

32 Place Colbert - 76130 MONT SAINT-AIGNAN

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES

30 rue Saint-Guillaume - PARIS 7^e

LIBRAIRIE "DIALOGUES"

Square Mgr Roull - 29200 BREST

POINT DE VENTE EN ALLEMAGNE : LIBERTAS, M^{me} VIGOUROUX,

Hintere Gasse 35/1. D. 7032 SINDELFINGEN

Erratum — En raison d'un incident matériel l'article de François-Régis Hutin - "Médias et Démocratie", publié dans le précédent numéro de France-Forum (n° 295-296 - juillet-septembre 1994), n'a pas été suivi des quelques lignes précisant qu'il s'agissait d'une des contributions présentées à la dernière session des Semaines Sociales de France (dont les Actes ont été édités par ESA en 1994 - 170 pages -, publication à laquelle se référait pour partie la "note de lecture" intitulée "Les médias en examen" parue également dans le numéro précité).

A l'auteur et aux organisateurs des Semaines Sociales, France-Forum présente ses excuses pour cette omission regrettable.

France-Forum a été créé en 1957 par E. Borne, H. Bourbon, J. Fontanet, J. Lecanuet et M-R. Simonnet.

De 1957 à 1993 chaque numéro de France-Forum a comporté les "Propos du temps" d'Etienne Borne.

Directeur de la publication : **René Plantade** — Secrétariat-Abonnements : **Thérèse Desplanques**

Commission Paritaire n° 60361 — Dépôt légal n° 2611

Composition et Impression : **VIENNE IMPRIM'** — 23, quai Jean-Jaurès — 38200 VIENNE — Tél. 74 85 47 06 — Télécopie 74 31 65 64

Photos : Roger-Viollet - Harlinge-Viollet - A.F.P.

FRANCE FORUM

Henri Bourbon, Jean Aubry

133 bis, Rue de l'Université - 75007 Paris
C.C.P. Paris 14.788-84 N - Tél. 45 55 10 10

Abonnement annuel 120 F

Abonnement de soutien de 150 F à 200 F

Sommaire **297-298**

Octobre Décembre 1994
30 F

CINQUANTENAIRE DU M.R.P.

Témoignages

- AUX ORIGINES LOINTAINES DU M.R.P.**
PAR PIERRE DHERS p. 4
- L'ORIGINALITÉ DU M.R.P.**
PAR PIERRE-HENRI TEITGEN p. 8
- LE M.R.P. A LA NAISSANCE
DE DEUX RÉPUBLIQUES**
PAR PIERRE PFLIMLIN p. 11
- CRÉATION DU M.R.P.**
PAR ROBERT BICHET p. 12
- NAISSANCE DU M.R.P. :
SOUVENIRS ET ANECDOTES**
PAR LOUIS BOUR p. 13
- UNE PART DE NOTRE HISTOIRE**
PAR PAUL BACON p. 16
- TOUS NOS ESPOIRS N'ONT PAS ÉTÉ DÉÇUS**
PAR ROBERT PRIGENT p. 16
- TROIS RÉSULTATS MAJEURS
DE L'ACTION DU M.R.P.**
PAR ROBERT LECOURT p. 17
- ALLIER IDÉAL ET RÉALISME**
PAR ANDRÉ MONTEIL p. 18
- SI LE M.R.P. N'AVAIT PAS EXISTÉ...**
PAR MAURICE SCHUMANN p. 20

Documents

- L'APPEL D'ANDRÉ COLIN
(BEYROUTH - JUIN 1940)** p. 21
- DE LA RÉSISTANCE A LA POLITIQUE :**
LE "PROJET" DE GILBERT DRU p. 22
- LE SOUVENIR DE GILBERT DRU**
PAR HENRI BOURBON p. 26
- LE MANIFESTE DU M.R.P.** p. 27

Réflexions

- LES SUCCÈS DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE
EN EUROPE APRÈS 1945 :**
UNE NOUVELLE DONNE POLITIQUE
INTERVIEW
DE JEAN-DOMINIQUE DURAND p. 29
- DISPARITION DE "FORCES NOUVELLES",
EFFACEMENT DU M.R.P.**
PAR ÉTIENNE BORNE
ET HENRI BOURBON p. 33

SUR LE M.R.P. : SOUVENIR SANS REPENTIR par ÉTIENNE BORNE	p. 35
LE MOUVEMENT RÉPUBLICAIN POPULAIRE : UN HÉRITAGE ET UNE LEÇON PAR MAURICE BLIN	p. 37

DOSSIERS ET ÉTUDES

JACQUES MARITAIN-ÉTIENNE BORNE : UN DIALOGUE PHILOSOPHIQUE DANS LE SIÈCLE PAR PHILIPPE TREGÜER	p. 38
L'HOMME SANS HORIZON PAR CHARLES DELAMARE	p. 42
LA MÉDITERRANÉE A TRAVERS LES GRANDS POÈMES DE MISTRAL PAR MICHEL-HENRY FABRE	p. 47
VERS L'AFRIQUE DE L'AN 2000 PAR JEAN-YVES CHEVALLIER	p. 50

ARTS ET LETTRES

LA VIE LITTÉRAIRE PAR PHILIPPE SÉNART	p. 53
GEORGES BRAQUE : LES LEÇONS D'UNE VIE PAR JEAN-LOUIS PRAT	p. 63
LE TRIOMPHE DE PALLADIO PAR JEAN CHÉLINI	p. 66
DISQUES PAR MARC DARMON	p. 68

NOTES DE LECTURE

BÉANCE DU DIVIN DE JEAN ONIMUS PAR BERNARD VOYENNE	p. 69
LA VIE NOUVELLE - HISTOIRE D'UN MOUVEMENT INCLASSABLE DE JEAN LESTAVEL PAR HENRI BOURBON	p. 70
VRAIES ET FAUSSES RÉVÉLATIONS RUSSES PAR FRANÇOIS FEJTŐ	p. 71
APRÈS GALILÉE. SCIENCE ET FOI : NOUVEAU DIALOGUE SOUS LA DIRECTION DU CARDINAL POUPARD PAR ANDRÉ LE GALL	p. 72

IL Y CINQUANTE ANS NAISSAIT LE M.R.P....

Créé officiellement par le Congrès constitutif des 25 et 26 novembre 1944, le Mouvement républicain populaire (M.R.P.) comptait déjà en son sein plusieurs Ministres du Gouvernement provisoire constitué par le général de Gaulle au lendemain (septembre 1944) de la libération de Paris : Georges Bidault, l'ancien président du Conseil National de la Résistance (il avait succédé à Jean Moulin après l'arrestation de ce dernier à Caluire), aux Affaires étrangères, François de Menthon à la Justice, Pierre-Henri Teitgen à l'Information. Moins d'un an plus tard (octobre 1945) dès les premières élections législatives organisées après la cessation des combats (en Europe, mai 1945), la nouvelle formation se révélait être une des composantes majeures de la "IV^e République" naissante, ce qu'allaient confirmer les élections de juin (2^e Assemblée constituante) et de novembre 1946 (1^{re} Assemblée nationale). Ainsi débutait une histoire de 23 ans (le M.R.P. a officiellement disparu en 1967) au cours de laquelle la France allait affronter dans les domaines les plus divers crises et mutations profondes, y compris, en 1958, un nouveau changement de République.

Mais, avant de s'intéresser à ce que fut le rôle du M.R.P. à travers ces péripéties, à ce que furent ses justes intuitions, ses "bons choix" ou ses erreurs, France-Forum aujourd'hui a voulu rappeler les origines et les circonstances de sa création, en faisant appel à Pierre DHERS, agrégé d'histoire, élu dès 1945 député M.R.P. de la Drôme, à Pierre-Henri TEITGEN, à Pierre PFLIMLIN, ancien Ministre et Président du Conseil, à Robert BICHET, premier Secrétaire général du Mouvement, à Louis BOUR, Président pour la région parisienne, à Paul BACON, des équipes ouvrières, Vice-Président du Mouvement à sa création, Ministre du Travail à de nombreuses reprises, à Robert PRIGENT, également ancien Ministre, à Robert LECOURT, membre de la première Commission exécutive, ancien Garde des Sceaux et ancien Président de la Cour de Justice européenne, à André MONTEIL, ancien élu et ancien Ministre, à Maurice SCHUMANN, ancien Ministre, et qui fut le premier Président du Mouvement.

Suivent trois documents qui aident à mieux comprendre la genèse du M.R.P. : l'appel de Beyrouth (juin 1940) d'André COLIN, premier Délégué général du Mouvement, ancien Ministre, le "projet" de Gilbert DRU (1943), martyr de la Résistance, enfin le "manifeste" adopté à l'issue du Congrès constitutif de 1944.

Au terme de ces rappels historiques, Jean-Dominique DURAND, professeur à la Faculté des Lettres et Civilisations à l'Université Jean Moulin, Lyon 3, que connaissent bien les lecteurs de notre revue, "situe" l'émergence du M.R.P. par rapport à la forte poussée démocrate-chrétienne constatée dans d'autres pays d'Europe après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

A titre d'amorce d'études ultérieures sur l'histoire du M.R.P. et sur le bilan de son action, deux témoignages méritent en cet anniversaire de servir de conclusion aux textes rassemblés - l'article signé conjointement d'Etienne BORNE et d'Henri BOURBON, sur "l'effacement du M.R.P.", lors de la disparition de "Forces Nouvelles" qui en était la publication officielle, et les lignes émouvantes qu'avait inspirées à Etienne BORNE le "souvenir sans repentir" de ses années d'engagement au sein du Mouvement disparu.

Enfin, Maurice BLIN, Président du groupe de l'Union Centriste au Sénat, rappelle l'héritage et tire la leçon de cette page d'histoire.

AUX ORIGINES LOINTAINES DU M.R.P.

par Pierre DHERS

Leur étude oblige à considérer un courant politique dont les avatars couvrent environ 150 ans d'histoire.

LES CATHOLIQUES LIBÉRAUX

Le point de départ pourrait être situé sous le règne de Charles X (1824-1830). C'était une période d'ultra-royalisme, de réaction contre l'héritage et les idées de la Révolution française, période aussi d'alliance entre le trône et l'autel. Or un jeune prêtre breton, Lamennais, réfléchissant à l'impiété grandissante des Français, lui attribua comme cause essentielle l'asservissement de l'autel au trône. Il concluait que l'Eglise devait retrouver sa liberté et qu'elle devait se réconcilier avec le mouvement libéral et démocratique issu de la Révolution. La Révolution de 1830, qui remplaça Charles X par Louis-Philippe, donna à Lamennais l'occasion de développer ses idées. Avec ses deux amis, Lacordaire et Montalembert, il fonda un journal, "l'Avenir", qui affirmait sans ambages sa foi religieuse mais qui, en même temps, se déclarait favorable à toutes les grandes libertés : de conscience, de presse, d'association, d'enseignement. Il acceptait le principe de la souveraineté du peuple et le suffrage universel. Il réclamait enfin la suppression du Concordat et la séparation de l'Eglise et de l'Etat, afin que l'Eglise trouvât une indépendance totale. C'est le point de départ de ce qu'on appelle le catholicisme libéral.

En 1831, passant aux actes, Lacordaire et Montalembert ouvrirent la première école libre catholique, à Paris, 5, rue des Beaux Arts (6^e). Or nous étions alors, depuis Napoléon 1^{er}, sous le régime du monopole universitaire que le gouvernement trouvait très pratique pour mieux façonner la jeunesse. Le gouvernement fit fermer l'école privée le soir même de sa fondation ; il fit à ses auteurs un procès qui donna une grande publicité aux idées de ses fondateurs.

L'année suivante, en 1832, le pape condamna plusieurs des théories du catholicisme libéral. Lamennais rompit alors avec l'Eglise. Ses amis se soumièrent mais leurs idées, dépouillées de quelques hardiesses, continuèrent à faire du chemin dans les milieux catholiques. Tant et si bien que la Révolution de 1848, à la différence de celle de 1830, n'eut aucun caractère anti-catholique. Bien au contraire, on vit un peu partout le clergé bénir la plantation des arbres de la Liberté. Lacordaire fut élu député et siégea à l'extrême-gauche. Il fonda avec son

ami Ozanam un journal démocratique, "L'ère nouvelle". Mais cette nouvelle tentative des libéraux n'allait pas survivre aux journées sanglantes de juin 1848.

Ces journées de juin 1848 furent tout simplement une émeute de la faim et de la misère qui souleva le peuple parisien contre le gouvernement républicain. La répression fut atroce. Mais la peur avait été si grande que tous les conservateurs formèrent un grand parti de droite, le parti de l'ordre, dans lequel Montalembert fourvoya les catholiques.

C'est alors que les catholiques obtinrent, en 1850, le vote de la loi Falloux qui créait les écoles libres primaires et secondaires. Elle fut votée même par des incroyants comme Thiers qui, jusque là, s'y étaient toujours opposés. Comme un député de gauche s'étonnait de son revirement, Thiers répondit : "Il ne s'est produit aucun changement dans mon esprit, mais il y a eu une révolution dans la société". C'est assez dire que beaucoup n'ont créé l'enseignement libre que pour ôter une partie de la jeunesse à l'influence des instituteurs et des professeurs, dont beaucoup avaient manifesté des idées avancées, voire socialistes. Le vote de Thiers et de ses amis, leur patronage, ont été le péché originel de l'enseignement libre en France. Ils expliquent pourquoi le problème scolaire a toujours revêtu dans notre pays un aspect idéologique qui a grandement gêné sa solution.

Dix-huit mois plus tard, le 2 décembre 1851, Louis-Napoléon Bonaparte, Président de la République, fit le coup d'État qui lui permit de créer le Deuxième Empire. Montalembert commit l'erreur de s'y rallier, geste qu'il regretta toute sa vie. Dès lors, on assiste à l'enterrement du catholicisme libéral. Ozanam est mort en 1853, Lamennais en 1854, Lacordaire en 1864 et Montalembert en 1870.

Pendant les vingt ans que dura le Second Empire, les catholiques acceptèrent d'abord son pouvoir, jusqu'au moment où la politique italienne de Napoléon III compromit l'existence des Etats pontificaux. Ils se rapprochèrent alors des grands courants royalistes - légitimiste ou orléaniste.

LES CATHOLIQUES ET LA GAUCHE

Par contre, un parti républicain se maintient, s'organise, se développe. Seulement ses leaders sont tous très éloignés de tout esprit religieux. Ce sont les héritiers des

philosophes du 18^e siècle, très proches de Voltaire. Ils sont hypnotisés par les progrès scientifiques de leur temps. Ils ont une foi inébranlable dans le Progrès et la Raison. Ils pensent que la science peut résoudre tous les problèmes de l'humanité. Ce culte de la Science s'épanouira en un "scientisme" et un "positivisme" très dédaigneux des religions révélées. On comprend fort bien que les leaders républicains animés d'un tel état d'esprit ne soient pas tentants pour des catholiques. C'est une des raisons pour lesquelles, après la chute de l'Empire, beaucoup de catholiques mirent leurs espérances dans une restauration de la monarchie traditionnelle.

Telle est l'atmosphère dans laquelle naquit la Troisième République. L'Assemblée constituante, élue en 1871, était, par accident, majoritairement royaliste. Seule l'obstination du Comte de Chambord à ramener le drapeau blanc, celui de l'Ancien régime, empêcha la restauration du roi. Les royalistes essayèrent de gagner du temps dans l'espoir du décès du Comte de Chambord. Mais, comme le provisoire ne pouvait durer éternellement, quelques royalistes changèrent d'attitude et, finalement, le mot République entra dans la nouvelle Constitution à une voix de majorité. A partir de là, les républicains ne cessèrent de gagner des voix et conquièrent à la fois l'Elysée, la majorité de la Chambre et celle du Sénat. Mais, dans cette progression, ils ont trouvé devant eux l'hostilité du clergé. C'est dans cette atmosphère que Gambetta lança le mot fameux : "le cléricalisme, voilà l'ennemi", et que Jules Ferry mena sa politique scolaire dont un des objectifs était de diminuer l'influence de l'Eglise sur la jeunesse du pays. On passa alors de la laïcité, qui est un idéal de tolérance, à un laïcisme qui est une philosophie antireligieuse.

Le Pape Léon XIII comprit le danger et conseilla aux catholiques de se rallier sans arrière-pensée aux institutions républicaines (1892). Il ne fut suivi que par un petit nombre et, surtout, deux ans plus tard, l'affaire Dreyfus fut l'occasion d'une agitation antirépublicaine dans laquelle se précipita la grande masse des catholiques, congrégations en tête, notamment celle des Assomptionnistes avec leur journal "la Croix". Le résultat fut la formation d'un bloc des gauches et la politique antireligieuse culmina, de 1902 à 1905, avec le gouvernement d'Emile Combes.

C'est alors que se créa, dans la gauche, l'idée qu'on ne pouvait pas être à la fois bon catholique et bon républicain. A un député catholique, Ch. Benoist, qui pourtant siégeait à la Chambre non loin de lui, Raymond Poincaré jeta un jour la réplique fameuse : "Nous sommes séparés, Monsieur, par toute l'étendue de la question religieuse".

LES CATHOLIQUES SOCIAUX : LE SILLON

Parallèlement à cette évolution politique, qui va de 1830 à 1914, un autre courant apparut dans le catholicisme, le catholicisme social. Il naquit essentiellement du spectacle de la misère ouvrière dans les premiers temps du capitalisme industriel, au début du XIX^e siècle. Une

de ses premières manifestations fut la création par Frédéric Ozanam en 1833 de la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Plus tard, d'autres catholiques connus se livrèrent à des études plus théoriques sur la structure de l'économie et de la société, sur la manière d'empêcher l'installation de la misère dans la classe ouvrière. Sur le plan pratique, Léon Harmel (1829-1915), patron champenois dont l'usine textile comptait 500 ouvriers, réalisa dans son usine un syndicat, un conseil d'usine, une caisse d'allocations familiales, des pensions de retraite, des postes de travail réservés aux infirmes et aux vieillards, la suppression du travail de nuit, une pharmacie mutualiste, une boulangerie coopérative, une école maternelle,... Cet effort spéculatif et pratique trouva sa conclusion, en 1891, dans l'encyclique *Rerum Novarum* sur la condition des ouvriers. Il y eut alors, pendant une quinzaine d'années, une étonnante floraison de petits journaux et de groupes d'études. Certains furent éphémères, d'autres connurent un plus grand avenir comme l'Association Catholique de la Jeunesse Française ou A.C.J.F., fondée en 1886, les Semaines Sociales en 1904, les syndicats chrétiens. C'est l'époque des "abbés-démocrates" (Abbé Lemire, Chanoine Desgranges), qui n'hésitèrent pas à se présenter à des élections législatives. On vit même se fonder à Lyon, en novembre 1896, un parti démocrate-chrétien qui ne dura que deux ans.

C'est enfin et surtout l'époque du Sillon de Marc Sangnier. A ses débuts, en 1894, le Sillon était un mouvement essentiellement religieux : "vivre le catholicisme", "former une élite catholique", voilà l'œuvre que Marc Sangnier ambitionnait d'accomplir. Peu à peu, le Sillon s'enrichit de toute la tradition des catholiques libéraux et des catholiques sociaux, puis, en 1898, Marc Sangnier démissionna de l'armée pour se consacrer uniquement à l'organisation du Sillon. Il était franchement républicain et démocrate, de cœur et de raison ; il était favorable aux réformes sociales les plus hardies, mais il pensait que la démocratie ne réussirait dans son œuvre que si elle faisait toute leur place aux grandes valeurs morales, au respect des hommes, à l'amour fraternel, à la charité évangélique ; en somme il voulait à la fois se faire admettre par la gauche grâce à son programme et faire admettre par la gauche la nécessité des valeurs morales et religieuses.

Voici deux textes qui expliquent parfaitement la pensée du Sillon :

D'abord une strophe du chant du Sillon :

"On a voulu nous affranchir
de notre *foi religieuse* !
Les peureux ont maudit la "gueuse"
Mais nous qui voulons voir fleurir
Sur notre sol la République
Nous façonnons le lendemain
Démocrate et républicain
Qui puisera sa force *en sa foi catholique* !"

Et voici, un extrait d'un discours de Marc Sangnier de 1906 : "La tâche du Sillon sera de développer dans les individus le véritable esprit démocratique *en mettant au*

service de la démocratie toutes les forces morales qui sont en nous et surtout - nous ne nous laisserons point de le répéter - celles-là même, parmi les forces morales, qui sont les plus pures et les plus invincibles, *celles que la foi du Christ a déposées dans nos cœurs*".

Marc Sangnier et ses amis eurent un succès considérable parmi les jeunes catholiques de leur temps. Mais ce succès même inquiéta les milieux catholiques conservateurs, dont beaucoup commençaient à subir l'influence de Ch. Maurras et de l'Action Française. Des intrigues s'ourdirent contre le Sillon. Finalement le Pape Pie X le condamna par une lettre aux Cardinaux de France du 29 août 1910. La lettre de Pie X est extrêmement curieuse : elle prouve une méconnaissance profonde de ce qu'était le Sillon, et Benoît XV dira plus tard à Marc Sangnier : "Vous avez été condamné pour des idées qui n'étaient pas les vôtres". Marc Sangnier se soumit et ce fut, en fait, la fin du Sillon.

LES CHRÉTIENS-DÉMOCRATES

Dans les déclarations pontificales qui précédèrent ou accompagnèrent la condamnation du Sillon, on trouve une définition assez curieuse de la démocratie chrétienne. C'est Léon XIII lui-même qui écrivait en 1901 : "Il serait condamnable de détourner à un sens politique le terme de démocratie chrétienne ; sans doute la démocratie... indique le régime populaire, mais, dans les circonstances actuelles, il ne faut l'employer qu'en ôtant tout sens politique, et en ne lui attachant aucune autre signification que celle d'une bienfaisante action chrétienne parmi le peuple". En somme les démocrates-chrétiens ne devaient être que des catholiques sociaux, dociles aux directives de l'Eglise, agissant dans le cadre diocésain sous l'autorité des évêques, sans prendre parti sur le plan politique. C'est la raison pour laquelle il n'y eut jamais en France de parti politique qui se dise démocrate-chrétien ; on préfère utiliser une périphrase en parlant de démocratie d'inspiration chrétienne.

Moi-même, dans les années 30, j'appartenais à l'A.C.J.F. et j'ai été plusieurs années Secrétaire fédéral de la Jeunesse Etudiante Chrétienne (J.E.C.) pour le Tarn et président d'une section jéciste à l'Université de Toulouse. Eh bien ! il m'était interdit d'adhérer à un parti politique. Il y avait là une sorte de paradoxe. On nous faisait étudier les grands problèmes sociaux, et même internationaux, à la lumière des grandes encycliques. On nous expliquait que l'intervention de l'Etat était indispensable sur le plan social pour protéger le faible contre le fort, sur le plan économique pour faire triompher l'intérêt général sur les intérêts particuliers, sur le plan international pour organiser des institutions de paix. Or, comment obtenir cette intervention de l'Etat sans agir sur le plan politique ? En somme, on suscitait en nous des vocations politiques tout en nous interdisant d'agir sur le plan politique. Et, de plus, on avait pris soin dans les premières années du XX^e siècle d'étouffer toute velléité d'organisation politique des démocrates-chrétiens.

En somme, au lendemain de la guerre de 1914, entre la droite respectueuse de l'Eglise, mais conservatrice et parfois nationaliste, et la gauche, progressiste, pacifiste, mais très anticléricale, et dont une partie était marxiste, il y avait sur l'échiquier politique un grand vide. C'est pour le combler que des démocrates d'inspiration chrétienne fondèrent en 1924 le Parti Démocrate Populaire (P.D.P.).

Ce n'est pas le lieu d'en faire l'histoire. Sur beaucoup des points, les P.D.P. eurent des vues d'avenir souvent prophétiques. Mais le système électoral à deux tours ne permettait pas la percée d'un jeune parti centriste. Son groupe parlementaire n'a jamais dépassé l'effectif de 18 députés ; encore étaient-ils élus le plus souvent non pour leur programme mais en raison de circonstances locales, ou bien parce qu'ils étaient, ici, le moins à droite et, là, le moins à gauche. Aussi le P.D.P. n'a-t-il jamais été qu'un parti de cadres, non un parti de masse.

Parallèlement, des efforts doctrinaux virent le jour autour de la revue "Esprit", fondée en 1932 par le philosophe Emmanuel Mounier, et autour d'un quotidien, "l'Aube", créé à la même époque par Francisque Gay, avec Georges Bidault comme éditorialiste. Il faut noter aussi le rayonnement de l'œuvre de Jacques Maritain.

Arrivent là-dessus la guerre de 1939 et la grande aventure de la Résistance. Les démocrates-chrétiens y ont joué un rôle considérable et, à partir de 1943, ils commencèrent à envisager ce que serait l'après-guerre. C'est alors que je fus contacté à Grenoble par un ancien de la J.E.C. L'idée qui prévalut fut de faire entièrement peau neuve, de créer non pas un parti mais un "mouvement" et d'en confier la direction aux chefs de la génération nouvelle. Les militants seraient aisément recrutés en province parmi les anciens du P.D.P. (qui accepta de se saborder), parmi les syndicalistes chrétiens, parmi les anciens du Sillon, parmi les amis de "l'Aube", et surtout parmi les anciens de la Jeunesse Catholique (Jacistes, Jocistes, Jécistes) (1). Dès la Libération tout était en place et, dans tous les départements à la fois, se manifestèrent des comités de démocrates d'inspiration chrétienne qui eurent tout de suite une large audience dans l'opinion publique. Ainsi naquit le M.R.P. (Mouvement Républicain Populaire).

LE M.R.P.

Il faut aujourd'hui une grande puissance d'évocation pour faire sentir à des hommes de 30 ou 40 ans ce qu'étaient l'atmosphère, la situation de la France en 1944. On avait l'impression d'être devant une table rase. Coup sur coup, deux régimes politiques venaient de s'effondrer. La défaite de 1940 avait entraîné l'abdication de la Troisième République. Puis la victoire alliée avait ruiné le régime de Vichy. En quatre ans deux séries d'équipes politiques avaient été éliminées de la direction des affaires publiques : les tenants de la Troisième République, orientés à gauche, et les Vichyssois, orientés à droite. La carrière s'ouvrait devant une troisième équipe, celle des résistants.

G. Bidault, R. Schuman, M^{me} Poinso-Chapuis

La résistance, à ses débuts, n'avait été qu'un réflexe patriotique, un refus de la défaite. Mais les prétentions totalitaires des puissances de l'Axe avaient donné au conflit un caractère si total que l'enjeu du conflit n'était plus seulement le territoire national, mais aussi l'âme du pays, une certaine conception de l'homme et de la vie. Pour les uns, le fascisme était l'ultime recours d'un capitalisme aux abois, et donc l'obstacle majeur sur le chemin de l'émancipation ouvrière. Pour d'autres - nous-mêmes - le fascisme était une sorte de néopaganisme qui aliénait la personne humaine au profit d'un Etat ou d'une race déifiés.

Ainsi la pensée politique de la résistance s'était alimentée à trois sources spirituelles : l'indépendance nationale, la foi chrétienne et l'émancipation ouvrière. Les tenants de ces trois idées-forces s'étaient souvent opposés dans le passé mais la résistance avait permis des rapprochements inattendus et le Conseil National de la Résistance avait essayé d'élaborer un programme commun. De toute manière, les résistants ne pensaient pas que leur rôle s'achèverait avec la victoire ; ils pensaient que la libération du pays serait le signal d'une rénovation et même d'une révolution. D'où l'expression tout de suite adoptée de Quatrième République. Or, ce qui est intéressant pour notre propos, c'est que les démocrates-chrétiens n'entrèrent pas dans cette République comme des ralliés. Ils avaient dans la Quatrième République des parts de fondateurs. C'était pour des catholiques français une novation exceptionnelle.

Mais quelle révolution allait-on faire ? L'hiver de 1944/45 vit naître une floraison extraordinaire de groupements, de journaux, de programmes. La plupart furent éphémères. Pourquoi ? Dans une période révolutionnaire, les seules politiques d'avenir sont celles qui s'appuient sur un fondement philosophique, c'est-à-dire sur une certaine conception de l'homme et de la vie. Or,

seuls se trouvaient dans ce cas les marxistes et les démocrates-chrétiens, c'est-à-dire le M.R.P. C'est la raison principale pour laquelle les marxistes et le M.R.P. occupèrent, le 21 octobre 1945, les trois quarts de l'hémicycle parlementaire. Et de Gaulle fit un gouvernement qui associait les trois partis.

C'est alors que les difficultés commencèrent. La première fut le départ du Général de Gaulle. Lui seul avait une autorité suffisante pour canaliser les ardeurs révolutionnaires, pour les fédérer, pour proposer un programme concret de réformes et un calendrier pour leur application. Or, dès les premières anicroches avec l'Assemblée Constituante, il préféra s'éloigner du pouvoir le 20 janvier 1946. Qu'allait faire le M.R.P. ? Nous avons eu deux jours de débats pathétiques. Certains voulaient le suivre dans la retraite, laissant le pouvoir aux communistes et aux socialistes qui avaient à eux seuls la majorité à l'Assemblée. Mais n'était-il pas à craindre que les communistes imposent leur loi au parti socialiste ? Les socialistes eux-mêmes le craignaient et souhaitèrent le maintien du tripartisme. De Gaulle lui-même nous le fit demander par un intermédiaire. "Voilà, nous fit-il dire en substance, le pays est dans un tel état qu'il faudra huit à dix ans pour le reconstruire. Ce sera très dur et ceux qui le feront y gagneront beaucoup d'impopularité. Il ne faut pas que j'use ce que je représente, pour être un recours en cas de coup dur. Mais il ne faut pas donner sa chance au P.C. Restez donc auprès des socialistes !". Et nous sommes restés.

Quinze mois plus tard, en mars 1947, de Gaulle fonda le R.P.F. (Rassemblement du Peuple Français). Au même moment le P.C. se mit à faire cavalier seul et Ramadier, Président du Conseil, socialiste, eut le courage de chasser du gouvernement les ministres communistes. Puis, à l'automne 1947, le gouvernement dut faire face à une attaque sur deux fronts.

LA TROISIÈME FORCE

D'abord, à l'occasion d'élections municipales, de Gaulle lança une vaste offensive R.P.F., dont le M.R.P. fut la principale victime. Presqu'en même temps, le P.C. lança, sur l'ordre du Kominform, une série de grèves insurrectionnelles en novembre-décembre 1947. Pour résister à ce double assaut, Robert Schuman forma un gouvernement de défense républicaine qui comprenait la S.F.I.O., les radicaux, le M.R.P. et quelques républicains indépendants. C'est ce qu'on appela la Troisième force. C'est elle qui gouverna jusqu'en 1951. Elle définit une nouvelle politique extérieure fondée d'une part sur le Pacte atlantique et d'autre part sur la réconciliation franco-allemande dans le cadre de l'Europe. Elle fut moins originale sur le plan intérieur. Attaquée sur ses deux flancs, elle se borna à vivre jusqu'aux élections de juin 1951, marquées par le système des apparentements qui sauva la Troisième force de la défaite électorale mais fut un succès sans lendemain, en raison des divisions entre les formations politiques apparentées (2).

UNE DOCTRINE ORIGINALE

Certes, la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 a valeur de symbole. Mais elle porte la marque de son temps et de la bourgeoisie triomphante qui la rédigea.

Elle vaut pour un individu, mais l'individu est un homme amputé. Il ne devient une personne qu'avec le concours des communautés où il est inséré : sa famille, son métier, sa commune, sa patrie, sa culture. Aucune ne doit être déifiée sous peine de totalitarisme. Chacune doit être servie, comme elle sert à son tour. La politique doit harmoniser ce vaste réseau d'échanges réciproques, cette imbrication des droits et des devoirs. A cet égard, le personnalisme communautaire d'Emmanuel Mounier comme l'humanisme intégral de Jacques Maritain ont été l'une des sources doctrinales auxquelles a puisé le MRP. Les travaux d'Etienne Borne, sa réflexion personnaliste, ont aidé aussi à mettre au clair cette base philosophique sans laquelle l'action politique se réduit au coup par coup, à la gestion du quotidien, à la mise en œuvre de recettes techniques, sans plan d'ensemble, sans perspective d'avenir et, disons-le, sans idéal.

Pierre DHERS

(1) Cf ci-après les extraits du document établi en 1943 par Gilbert Dru. J.A.C., Jeunesse Agricole Chrétienne. J.O.C., Jeunesse Ouvrière Chrétienne.

(2) S'ensuivent des années de péripéties diverses, de succès et d'échecs, d'initiatives de longue portée, d'erreurs aussi, également étudiés par Pierre Dhers. Mais c'est un autre sujet sur lequel France-Forum aura l'occasion de revenir.

L'ORIGINALITÉ DU M.R.P. par Pierre-Henri Teitgen

...Des chefs de Mouvements de Résistance et de très nombreux combattants de base de ces Mouvements rêvaient, sous l'Occupation, de se retrouver ensemble, la guerre finie, dans un grand parti politique issu de leur Résistance. Ils se disaient que ce parti ferait table rase non pas seulement de la "Révolution nationale", mais de toutes nos vieilles structures partisans, constitutionnelles, politiques, économiques et sociales, dans un grand élan "révolutionnaire". Ils ajoutaient que ce parti pur et dur serait démocratique, socialiste et éliminerait à jamais les mœurs "pourries" de la III^e République.

Pour moi, je dois l'avouer, je ne voyais là que mythe et touchante utopie. Comment aurais-je pu imaginer que derrière de Gaulle (dont on ne pouvait tout de même faire abstraction) se rassembleraient Rémy, Bloch-Masquart, Frenay, d'Astier de la Vigerie, Bidault, Bastide, le bâtonnier Charpentier et Léon Blum ? Et même s'il s'agissait de ne rassembler que des résistants se sentant d'esprit "socialiste", de quel socialisme s'agirait-il, celui des tenants de la lutte des classes ou celui de l'humanisme de Léon Blum ?

En vérité, tous ces amis oubliaient que si tous nous appartenions totalement à la même Résistance, nous y étions entrés pour des motifs de priorité différente.

Les uns, d'abord parce que chrétiens, exécraient le paganisme nazi, d'autres, d'abord parce que démocrates,

détestaient le totalitarisme et la dictature, d'autres, d'abord parce que tout simplement patriotes, ne supportaient ni la défaite, ni l'occupation ennemie, d'autres, d'abord par nationalisme exaspéré. De ce fait nous étions et restions dans le même combat de mentalités et de tempéraments différents.

Ces amis oubliaient également qu'un parti politique, c'est indissociablement une mystique, une idéologie, mais aussi une histoire et une stratégie.

De l'histoire on ne peut faire table rase car, dans chacun de nos partis, les morts continuent de parler et quelquefois plus haut que les vivants.

De la stratégie générale des partis, l'on ne peut davantage faire abstraction ; dans un pays divisé comme la France (et par son histoire) des alliances (électorales et gouvernementales) sont inévitables qui, dans la contrainte, pèsent lourdement sur les idéologies militantes.

.....
Au surplus, l'ambiance à Alger, début 1944, régnant au sein des mouvements de résistance et prévalant dans leurs relations n'incitait pas à l'optimisme pour la suite : P.H. Teitgen reproduit dans son livre une lettre envoyée d'Alger le 2 avril 1944 par François de Menthon à Georges Bidault, décrivant cette réalité, très révélatrice (pp. 325-329).

Sur quoi, certes, il nous fallait rassembler, et, pour commencer, les "démocrates-chrétiens"...

Ceux-là [venaient] d'une déjà longue histoire au cours de laquelle ils avaient surgi puis disparu comme un ruisseau qui, à quelques kilomètres de sa source, devient souterrain puis revient en surface pour disparaître à nouveau et réapparaître.

Pour illustrer son propos P.H. Teitgen cite plusieurs textes de Lamennais, de Carbon, de Lamartine, de Lacordaire, d'Ozanam (échelonnés de 1832 à 1854).

Ce sont les descendants et continuateurs de cette lignée qu'après la belle espérance déçue de 1848 l'on retrouva, dispersés, parmi les "abbés démocrates" (Garnier, Naudet, Sixte, Lemire,...) puis au "Sillon" de Marc Sangnier, puis, après la guerre de 1914-1918, à la Confédération française des travailleurs chrétiens (C.F.T.C.) derrière Gaston Tessier, à la Jeune République, à l'Association catholique de la jeunesse française (A.C.J.F.), aux "Semaines sociales" puis au Parti démocrate populaire (P.D.P.) de Robert Cornilleau, Champetier de Ribes, Raymond Laurent, Emmanuel Desgrées du Lou, mon père, Georges Bidault, François de Menthon et beaucoup d'autres.

Quelques-uns des plus notoires de ces démocrates-chrétiens se réunissent clandestinement à Lyon en fin de 1943, à l'initiative de Gilbert Dru, responsable de la Jeunesse étudiante chrétienne de Lyon qui, en juillet 1944, sera fusillé par les Allemands en pleine place Bellecour. D'autres réunions se tiendront à Paris en 1944 : y participeront notamment Francisque Gay, Georges Bidault, Charles Flory (des Semaines sociales), André Colin et Jean Letourneau venus comme Bidault de l'A.C.J.F. ; je serai là quand je le pourrai... Tous nous appartenions à la Résistance en toute première ligne.

C'est de ces réunions qu'en bref est né, sous le nom pour quelques semaines de Mouvement républicain de libération, le Mouvement républicain populaire dont le congrès constitutif s'est tenu à Paris les 25 et 26 novembre 1944.

Mais ici, une constatation est absolument nécessaire.

Le M.R.P. ne procède pas seulement du courant démocrate-chrétien dont je viens de parler, mais aussi d'une abondante transfusion dans ce courant d'un sang nouveau qui lui vient de la Résistance. Dès le premier jour, il fait appel et rassemble beaucoup de ceux qui, sous l'occupation nazie, quelles que soient leur classe sociale, leurs convictions philosophiques et leur appartenance politique d'avant-guerre, ont rêvé pour le jour de la Libération d'une démocratie renouée, politique mais également économique et sociale, au service de la Justice dans la Fraternité.

Commentant le texte du Manifeste adopté à l'unanimité par le Congrès constitutif dont le texte est reproduit dans le présent numéro, P.H. Teitgen apporte les précisions suivantes.

...Ce texte appelle une observation importante.

Il utilise à plusieurs reprises le terme "Révolution" qu'il empruntait, à l'époque, au vocabulaire enthousiaste de la Résistance, mais ce n'est pas bien entendu d'une révolution violente qu'il s'agissait mais d'une révolution "par la loi" comme nous l'avons sans cesse répété après Georges Bidault.

Une constatation est également indispensable : le M.R.P. n'a jamais voulu être et n'a jamais été un parti confessionnel. Y ont adhéré des chrétiens des Eglises catholique et protestante, des chrétiens sans Eglise mais aussi nombre d'agnostiques qui n'entendaient se réclamer que des valeurs de notre culture judéo-chrétienne.

Comme l'écrit fort bien Emile-François Callot ("L'action et l'œuvre politique du M.R.P.", Ed. Champion-Slatkine, 1986, p. 133) :

...Ni sa dénomination, ni ses statuts ne réfèrent le M.R.P. au christianisme et encore moins au catholicisme. Dans ses programmes que nous avons examinés nous n'avons trouvé aucun objectif spécifiquement confessionnel, et aucun problème n'a paru posé en fonction d'un problème religieux ; le seul point où une collusion semble possible est celui de la défense de l'école libre ; or nous avons noté qu'elle est toujours présentée comme une défense des libertés familiales et nous verrons même que sur ce point l'accord entre M.R.P. et la hiérarchie fut loin d'être parfait.

Nulle part nous n'avons vu intervenir dans les débats de ses congrès ou dans les décisions de son bureau une consultation quelconque des autorités religieuses ni même la préoccupation de connaître l'opinion de ces autorités. Parmi ses membres et ses représentants nous avons trouvé des catholiques pratiquants, des chrétiens (et même une gauche chrétienne), des israélites et des libres penseurs. Reste enfin que lorsqu'il se déclare un parti de démocratie chrétienne, il fait référence au christianisme non comme une foi religieuse dont l'orthodoxie serait contrôlée par une autorité, mais à une philosophie spiritualiste qui a pris naissance avec le christianisme et qui est devenue le fondement moral de la civilisation moderne européenne. Rien donc à l'analyse de sa doctrine, de ses programmes, de son personnel ne permet de déceler une liaison quelconque organique à l'Eglise, liaison qui ne fut jamais envisagée et qui parut aux fondateurs capable de compromettre leur entreprise.

D'autre part on chercherait en vain une prise de position officielle de l'Eglise en faveur du M.R.P. Jamais on ne trouve une discipline de vote, une invitation ou une contrainte adressée aux fidèles pour y adhérer, jamais un appui effectif ni un soutien déclaré à son profit. Cela est d'ailleurs parfaitement conforme à la thèse de l'Eglise, telle que la rappelait en 1947 le cardinal Suhard.

Si le M.R.P. n'était certes pas un parti confessionnel, il demeure qu'une philosophie spiritualiste, celle du personnelisme communautaire, inspirait son manifeste de départ et a sous-tendu par la suite sa doctrine et ses programmes.

Cette philosophie était pour l'essentiel celle qu'a d'abord exposée Emmanuel Mounier et qu'a sans cesse développée, précisée et actualisée dans les publications du M.R.P. son maître à penser, l'admirable Etienne Borne :

- rupture radicale entre l'ordre humaniste et le "désordre établi" ;
- éminente dignité de la personne humaine dont les fins sont supérieures à celles de l'Etat et contre laquelle ne saurait prévaloir aucune raison d'Etat ;
- opposition de la personne, engagée et responsable dans ses communautés de vie, à l'individu perdu dans sa solitude ;
- opposition d'une société communautaire à l'Etat jacobin ;
- opposition tant à une société libérale "malade de l'argent" qu'à un socialisme "malade de l'Etat" ;
- opposition au système capitaliste moins pour des raisons économiques que pour des raisons morales ;
- vanité d'une révolution des structures que n'accompagnerait pas une révolution des mœurs.

Ni totalement de gauche, ni totalement de droite au sens vulgaire de ces mots, le M.R.P. se voulait donc au centre de l'arc-en-ciel politique.

Mais, grand Dieu !, ce centre n'était pas pour lui le marais des compromissions en tous sens, mais le lieu d'une répudiation et d'un appel.

Une répudiation

Un rejet de la stratégie qui prétend réduire la politique à l'affrontement de deux blocs, l'un et l'autre prisonniers de leurs extrémistes, dans une guerre sans merci :

- le bloc de toutes les formations qui se situent à droite mises dans le même sac au mépris de distinctions essentielles, sous le couvert de slogans misérables, telle "l'union des nationaux (ou des libéraux) contre les marxistes" ;
- le bloc de toutes les formations qui se disent de gauche, mises elles aussi dans le même sac, au mépris également de distinctions essentielles, au nom de "la discipline républicaine pour l'union de la gauche" contre la réaction.

Les fondateurs du M.R.P. exécraient ce manichéisme.

Un appel à la tolérance et un carrefour à la recherche des convergences.

A la politique de gladiateurs, des poings tendus, des violences, des calomnies et des injures réciproques, il opposait une politique de tolérance dans un effort constant de lucidité, de loyauté et de compréhension de l'autre. Dans la République, il attachait autant de prix à la fraternité qu'à la liberté et à l'égalité.

Comme l'a écrit Etienne Borne :

Il va de soi qu'une opposition, telle que la conçoivent des hommes qui font profession d'humanisme, doit exclure l'invective et la véhémence du ton qui ne sont nullement le signe des convictions fortes ; c'est au contraire lorsque les motivations sont médiocres, animées par le désir d'une revanche à prendre, que le langage s'enlaidit et se dégrade. La violence verbale n'est que le bégaiement de la parole.

La contestation peut être vive, le jugement sévère, mais à condition de se tenir à un certain niveau intellectuel et moral qui n'en rend que plus percutants la contestation et le jugement.

Mais aussi le M.R.P. se souciait beaucoup moins de savoir contre qui il lui faudrait être que de déterminer les objectifs qu'il devrait poursuivre et avec qui.

Il savait bien qu'il existait à gauche et à droite des hommes - et souvent de première valeur - qui souhaitaient se soustraire aux pressions de leurs extrémistes et pouvaient se rencontrer en dépit de leur philosophie et de leurs motivations différentes pour la sauvegarde de valeurs humanistes. Entre eux, il voulait jeter un pont et le croyait d'autant plus possible que beaucoup avaient appris dans la Résistance à se connaître et à s'estimer.

La recherche des convergences lui semblait d'ailleurs indispensable au fonctionnement de la démocratie.

Toute démocratie comporte nécessairement une majorité au pouvoir et une opposition, l'alternance restant ouverte.

La France étant ce qu'elle est, divisée comme elle l'est, la majorité pour l'être et le rester au moins l'espace d'une législature ne peut être, hors circonstances exceptionnelles et passagères, que pluraliste. Elle sera d'ordinaire constituée d'une alliance de partis de philosophies et de sensibilités différentes mais capables cependant de se mettre d'accord pour un temps sur un programme concret de gouvernement, de maintenir entre eux durant ce temps une concertation loyale et permanente, de se consentir mutuellement les compromis nécessaires à la réalisation du programme.

C'est cela, en France du moins, la démocratie et, pour les fondateurs du M.R.P., le centrisme c'était cela.

Dès lors, le M.R.P. se sentait disponible pour constituer dans l'alternance démocratique (si ses priorités étaient acceptées et fût-ce au prix d'ajournement de quelques-unes de ses exigences moins essentielles), ou bien l'aile humaniste d'une majorité de centre gauche, ou bien l'aile sociale d'une majorité de centre droit, ou mieux encore l'axe d'une majorité de large entente.

Les lignes qui précèdent sont extraites du livre de P.-H. Teitgen - "Faites entrer le témoin suivant" - 1940-1958 - De la Résistance à la V^e République - Ed. Ouest-France.

LE M.R.P. A LA NAISSANCE DE DEUX RÉPUBLIQUES

par Pierre PFLIMLIN

Je suis devenu membre du M.R.P. quelques mois après sa fondation. Ce fut le choix essentiel de ma vie publique. Je ne l'ai jamais regretté.

En octobre 1945, aux élections à la première Assemblée Nationale Constituante, la liste M.R.P. du Bas-Rhin obtint cinq sièges et se plaça d'emblée en tête des partis du Département. Quatrième sur la liste, j'étais donc élu. Nous pensions alors qu'une tâche exaltante nous attendait : doter la France, après l'effondrement de la III^e République et l'intermède de Vichy, de nouvelles institutions capables de promouvoir dans la légalité la naissance d'une nouvelle société.

Au sein de cette première Constituante, des députés M.R.P. participèrent activement aux travaux de la Commission constitutionnelle, mais notre parti ne put approuver le projet élaboré par cette Commission soumise à l'influence prédominante des socialistes et des communistes. Lors du référendum son opposition détermina le rejet du projet.

Au sein de la deuxième Constituante s'était renforcée l'influence du M.R.P. devenu, par le nombre de sièges, la première formation politique, avant le parti communiste. L'un des nôtres, Paul Coste-Floret, fut nommé rapporteur général et c'est le projet de Constitution dont il était l'auteur principal qui fut adopté par le peuple lors du deuxième référendum. Certes, ce projet n'était pas parfait. Il était nécessairement le fruit d'un compromis et le Général De Gaulle ne manqua pas de le critiquer, mais il était préférable au projet précédent et, de toute manière, il ne pouvait pas être question de laisser se prolonger une situation de vide politique qui pouvait devenir dangereuse.

En ce qui me concerne je n'avais pas pris part à l'élaboration des projets de Constitution. En février 1946, après le départ du Général De Gaulle je fus appelé par notre Président-fondateur, Georges Bidault, à entrer au gouvernement comme Sous-Secrétaire d'Etat auprès de Robert Prigent, Ministre de la Santé Publique et de la Population. Après l'élection de la deuxième Constituante je fus adjoint à François de Menthon, Ministre de l'Economie Nationale.

Je ne rougis pas d'avoir été un homme de la IV^e République. Dans les années difficiles de l'après-guerre, ce régime a accompli une œuvre considérable de reconstruction et de développement. Dix ans déjà après la fin de la guerre, en 1955, notre potentiel de production avait retrouvé le niveau record d'avant la guerre, celui de 1929, année où avait éclaté la crise mondiale. En même temps la voie était ouverte au progrès social par un travail législatif auquel Paul Bacon et Robert Prigent prirent au gouvernement une large part.

Mais l'expérience devait démontrer que l'équilibre des pouvoirs n'était pas assuré. La prépotence de l'Assemblée Nationale conduisait à une instabilité - la durée moyenne des gouvernements était de six mois - qui nuisait à l'efficacité de l'action gouvernementale et affaiblissait gravement le crédit des institutions.

Le M.R.P. fut le premier parti à reconnaître la nécessité d'une réforme profonde de l'Etat. En 1956, après mon élection à sa présidence, il décida qu'il ne participerait plus à aucun gouvernement qui ne s'engagerait pas à entreprendre cette réforme. De toute évidence les problèmes de la décolonisation ne pouvaient être affrontés que par un pouvoir fort et stable. La guerre d'Algérie, en particulier, était devenue la préoccupation essentielle.

En janvier 1957, Paul Coste-Floret déposa à l'Assemblée Nationale une proposition de résolution signée par tous les membres de notre groupe. Elle proposait notamment la possibilité d'établir des "programmes de législature" pour l'exécution desquels l'Assemblée pourrait déléguer ses pouvoirs au gouvernement. La question de confiance posée par le Président du Conseil pour l'adoption d'un texte vaudrait sommation à l'opposition de déposer une motion de censure, faute de quoi la confiance serait accordée et le texte proposé sans vote. On reconnaîtra là la disposition devenue l'article 49-3 dans la Constitution de 1958. Le gouvernement pourrait être renversé par le vote à la majorité absolue d'une motion de censure, mais cette motion devrait être "constructive", c'est-à-dire proposer l'investiture d'un nouveau Président du Conseil nominativement désigné.

A la fin de la même année, Robert Lecourt, Garde des Sceaux dans le gouvernement Félix Gaillard, fit adopter par ce gouvernement un projet de réforme constitutionnelle reprenant certaines dispositions importantes de la proposition Paul Coste-Floret (1).

Au programme du gouvernement que je formai en mai 1958 figurait en tête, avant même toute initiative en Algérie, un projet de réforme des institutions. L'Assemblée Nationale eut le temps de voter certaines dispositions de ce projet.

Ainsi un travail préparatoire important avait été accompli par le M.R.P. lorsque le retour au pouvoir du Général de Gaulle conduisit à l'élaboration d'une nouvelle Constitution.

Le 13 juin 1958, lors de la première réunion du Comité interministériel institué au sein du gouvernement du Général de Gaulle - Comité dont je faisais partie comme Ministre d'Etat - le Général, à propos de la responsabilité du gouvernement devant le Parlement, déclara textuellement : "A cet égard, les projets du gouvernement de

M. Pflimlin s'inspirent de principes dont plusieurs peuvent être retenus". Au cours des travaux de ce Comité, qui fut à chaque séance présidé par le Général De Gaulle, je réussis à faire insérer dans la nouvelle Constitution plusieurs dispositions dont on mesurera l'importance.

En premier lieu fut retenu le texte suivant, que j'avais proposé conjointement avec Guy Mollet : "Le gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation. Il dispose de l'administration et de la force armée. Il est responsable devant le Parlement..." (article 20). Ce texte fait apparaître clairement que, contrairement aux assertions de certains commentateurs, la Constitution de 1958 n'a pas institué un régime présidentiel mais un régime parlementaire. L'expérience a montré deux fois déjà que, lorsque le Président de la République et la majorité parlementaire qui soutient le gouvernement ont des orientations politiques différentes, c'est le gouvernement qui gouverne et non le Président. C'est vrai même si le Président de la République dispose en matière de politique étrangère et de défense, comme de récentes polémiques l'ont souligné, d'un certain pouvoir de co-décision.

Le Comité interministériel a aussi retenu, sur ma proposition, certaines dispositions qui avaient été avancées

par le groupe M.R.P., notamment la possibilité d'une délégation de pouvoirs pour l'application d'un programme de gouvernement approuvé par le Parlement (article 38) et l'article 49-3. Ce dernier article - dont il convient certes de faire un usage modéré - est l'un des piliers de la stabilité gouvernementale. Il a déjà permis d'éviter bon nombre de crises ministérielles.

Ainsi le M.R.P., qui fut l'un des partis fondateurs de la IV^e République, a contribué aussi, par la voie parlementaire et au gouvernement, à l'élaboration des institutions de la V^e République.

Si les circonstances nous ont conduits à attacher une importance primordiale au problème des institutions nous avons toujours pensé au M.R.P. qu'elles ne sont pas une fin en soi. Elles doivent être au service de l'homme et d'une société reposant sur les principes inscrits dans le Préambule de la Constitution de 1946, repris dans le Préambule de la Constitution de 1958.

(1) Cf. Robert Lecourt. *L'origine mouvementée de l'article 49-3 (France-Forum - Janvier-Mars 1990).*

CRÉATION DU M.R.P.

par Robert BICHET

C'est, en effet, les 25 et 26 novembre 1944 que s'est tenu, à Paris le "Congrès constitutif du M.R.P."

Le Mouvement n'est pas né d'une génération spontanée.

Dès l'été 1943 un jeune Résistant, responsable de la Jeunesse Etudiante Chrétienne (J.E.C.) de Lyon, Gilbert Dru, rédige un mémoire proposant de fonder un "Mouvement Républicain de Libération" dans le but de regrouper "la mystique des droits de l'homme et la mystique démocrate d'inspiration chrétienne".

Avant d'être fusillé par la Gestapo en juillet 1944, Gilbert Dru avait rencontré Georges Bidault qui approuva son projet et accepta de prendre la tête de ce mouvement.

Déjà, avant la guerre, Georges Bidault et Francisque Gay, autour du journal "l'Aube", avaient tenté de réunir au sein des "Nouvelles Equipes Françaises" (N.E.F.) tous les démocrates d'inspiration chrétienne.

Dans le même esprit, en 1944, plusieurs réunions se tinrent à Paris chez Raymond Laurent, Jean Letourneau, Charles Flory. De ces réunions naquit "Le Mouvement Républicain de Libération" qui, dès la libération de Paris, affichait sur les murs un "Manifeste" proclamant notamment "Paris est libéré !"

"(...) Nos hommes ont été à l'avant-garde de la bataille (...). Il faut continuer la lutte pour la libération totale du pays, pour la conquête de toutes les libertés !"

"Le Mouvement Républicain de Libération vous appelle tous au combat !"

Quelques jeunes du Mouvement occupèrent les locaux de l'hebdomadaire "Je suis partout", 186 rue de Rivoli. C'est là que, dès fin août 1944, s'installe le "Centre National du Mouvement".

Le dimanche 4 septembre se tient au "Centre" la première réunion officielle du Mouvement. A cette réunion assistent le grand vétéran Marc Sangnier, Georges Bidault, président du Conseil National de la Résistance (C.N.R.) depuis l'arrestation de Jean Moulin, tout auréolé des récentes manifestations de la Libération de Paris, François de Menthon, Ministre de la Justice, qui arrive d'Alger, Pierre-Henri Teitgen, qui vient de s'évader d'un train de déportés, Francisque Gay, Jean Letourneau, Robert Lecourt, Charles Flory, les Bour, père et fils, et beaucoup d'autres. Tous viennent du combat clandestin.

L'enthousiasme est grand ! On rêve de renouveau, de liberté, d'une démocratie vraie, idéale. C'est le but du Mouvement.

Mais tout de suite il apparaît que le nom de "Mouvement Républicain de Libération" risque d'être confondu avec le "Mouvement de Libération Nationale", mouvement de Résistance auquel appartenaient beaucoup d'entre nous. Certains proposent "Mouvement Démocrate-Chrétien", mais les jeunes venant de l'Association Catholique de la Jeunesse Française (A.C.J.F.) (1) redoutent un "confessionnalisme" qui éloignerait de nous les humanistes incroyants.

Quelques jours après, Georges Bidault fait approuver "Mouvement Républicain Populaire". "Mouvement" et non "Parti". Les partis à la fin de la III^e République se sont déconsidérés. Un "Mouvement" s'adaptera mieux aux circonstances et saura mieux donner à l'action politique des formes nouvelles et hardies. "Républicain" car la République apparaît aux Français comme le régime de tous, qui, dans toutes les causes nationales, a exalté les sentiments du peuple. "Populaire" parce que nous entendons travailler pour le peuple, avec le peuple, en faisant confiance au peuple tout entier et pas seulement à une "élite" coupée de la "masse".

Le Mouvement doit maintenant se constituer et rayonner sur tout le pays. Le premier Congrès National constitutif est fixé aux 25 et 26 novembre 1944. Il se tient

dans une salle vieillotte de la Société de Géographie, boulevard Saint-Germain.

Dans la salle, beaucoup de visages familiers qu'on retrouvait avec émotion et joie après une séparation de quatre années épouvantables. Mais il y a surtout des visages jeunes, énergiques et inconnus qu'on n'avait jamais jusqu'ici rencontrés dans des réunions politiques. Phénomène nouveau, il y a beaucoup de femmes, de paysans, d'ouvriers.

Ce qui anime ces hommes, ces femmes, ces jeunes dans la pleine lumière de nos libertés retrouvées, c'est un sentiment de grandeur, de renouveau, d'espérance.

Aussi, dès le 2^e jour, c'est dans un enthousiasme éclatant que sont définis les statuts et les structures du Mouvement, et lancé au pays le "Manifeste du M.R.P." qu'on lira plus loin.

Un grand Mouvement était né qui allait marquer de son empreinte la politique de la France et prendre l'initiative de la construction d'une Europe unie.

(1) L'ACJF fédérait les mouvements de jeunesse spécialisés, ouvrière, agricole, étudiante (avec sa branche féminine), indépendante : JOC, JAC, JEC, JECF, JIC.

NAISSANCE DU M.R.P. : SOUVENIRS ET ANECDOTES

par Louis BOUR

En octobre ou novembre 1943, mon ami Alphonse Juge, ancien Secrétaire Général Adjoint du Parti Démocrate Populaire (P.D.P.), vint m'entretenir de la création d'un vaste mouvement politique démocrate-chrétien pour l'immédiat après-guerre (auquel pensaient par ailleurs d'anciens militants d'inspiration démocrate-chrétienne). Et il m'a demandé de participer à sa naissance, ce que j'acceptai avec joie.

Alphonse Juge me précisa qu'il fallait d'abord notamment trouver un responsable pour l'organisation de ce Mouvement dans le département de la Seine.

Je n'hésitai pas une minute et dis à Juge que cette fonction me paraissait être dans mes possibilités, étant donné que j'avais été Président des Jeunesses Démocrates Populaires (J.D.P.) de la Seine, et que, de ce fait, j'avais sous la main tout un réseau d'amis qui seraient certainement très utiles à la nouvelle organisation.

LES COMITÉS DE LIBÉRATION

A cette époque commençaient à se constituer des "Comités de Libération" chargés le jour "J" d'être le nouveau pouvoir politique, après l'expulsion de l'occupant et la démission des pouvoirs civils ayant fonctionné sous l'occupation.

Ces Comités étaient composés des représentants des diverses tendances et mouvements de la Résistance intérieure, dont Georges Bidault était devenu le Président.

Il fallut - ce fut une de mes premières tâches - trouver un représentant de nos idées démocrates-chrétiennes, P.D.P., Jeune République (J.R.), Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.), Mouvements d'Action Catholique, Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.), Jeunesse Agricole Chrétienne (J.A.C.), Jeunesse Etudiante Chrétienne (J.E.C.),... pour chacun des cent Comités du département de la Seine, un par arrondissement pour Paris (20) et un par commune de banlieue (80). A deux exceptions près, Dugny et Stains, nous y sommes arrivés. J'avais été très aidé dans cette tâche par René Rollin, ancien Jociste, connaissant bien la région parisienne, et par mon vieil ami Yves Fagon, ancien J.D.P.

Au plan départemental, au Comité Parisien de Libération (C.P.L.), notre ami Max André représentait les Démocrates-Chrétiens.

LE M.R.L.

Parallèlement à la mise en place des Comités de Libération il fallait songer à créer les futures sections du

Mouvement. Il fallait aussi attirer à notre Mouvement -il s'appelait le Mouvement Républicain de Libération (M.R.L.) - des personnalités susceptibles d'être intéressées par les idées rénovatrices qui étaient à la base de notre action. J'ai ainsi repris contact avec le Pasteur (de l'Eglise Réformée) Emmanuel Lagravière que j'avais connu avant guerre à Genève au Congrès Mondial de la Jeunesse. Il accepta d'enthousiasme de participer à l'action du M.R.L. Il devint, d'ailleurs Conseiller de la République, puis Sénateur M.R.P.

RÉUNIONS PRÉPARATOIRES

Je me souviens avoir été invité à une réunion chez notre ami Jean Letourneau. J.-M. Domenach avait été également invité à cette réunion. Les promoteurs du Mouvement voulaient connaître l'orientation des jeunes et leurs désirs de rénovation.

Lors de cette réunion une vive discussion s'éleva entre Georges Bidault et Gaston Tessier, l'animateur de la C.F.T.C. Il s'agissait de la forme et de la nature du futur Mouvement. Gaston Tessier penchait pour un mouvement d'idées, et Georges Bidault répondait que, si ouvert qu'il pût être, notre Mouvement, destiné non seulement à promouvoir des idées mais aussi à avoir une action politique, serait inévitablement une formation politique. Bidault avait raison.

Je fus aussi amené à participer au début de l'été 1944 à une réunion des dirigeants du futur M.R.P. chez notre ami Charles Flory, ancien Président de l'Association Catholique de la Jeunesse Française (A.C.J.F.), et une des têtes pensantes du Mouvement.

Ce jour-là, Emilien Amaury nous fit part de sa nomination de Commissaire du Gouvernement à l'Affichage, qui fut le point de départ de sa prodigieuse ascension dans la presse et nous montra les belles affiches préparées par l'Office de Publicité Générale (O.P.G.) pour appeler le peuple de Paris à se libérer.

Au cours de cette réunion, à propos de la désignation d'un Secrétaire Général du Mouvement, et profitant de l'expérience du P.D.P., je déclarai qu'il fallait que cette fonction fût assurée par un de nos amis de province. J'avais en effet connu au P.D.P. une certaine opposition Paris-Province, qui me semblait mauvaise.

Je proposai donc le nom de Robert Bichet, un peu plus âgé que moi, et ancien responsable des J.D.P. du Doubs. Ingénieur des Arts et Métiers, jeune Conseiller Municipal de Rougemont, il avait des dons pour l'organisation, et je savais qu'en lui nous aurions quelqu'un de dynamique qui saurait mettre sur pied la structure d'un parti politique.

Je fus écouté par les instances supérieures du Mouvement et, lorsque le M.R.P. fut officiellement constitué, Robert Bichet en devint le Secrétaire Général. André Colin qui, aux côtés de Georges Bidault, avait été la cheville ouvrière de tout ce travail de préparation était nommé Délégué Général.

UN PRÉSIDENT POUR LE M.R.P.

Restait à choisir le Président du futur M.R.P. Pour tous nos amis, ce ne pouvait être que Georges Bidault.

Je n'étais pas de cet avis. J'avais vu au P.D.P. l'exemple de Champetier de Ribes, qui fut un homme impeccable ; mais le fait qu'il était à la fois Ministre et Président du Parti pendant des années m'avait toujours paru plutôt mauvais pour le dynamisme du P.D.P. Bidault, très pris par ses tâches ministérielles de première importance - les Affaires Etrangères -, n'aurait pas le temps nécessaire à consacrer à la construction et à la bonne marche du M.R.P.

C'est ainsi que j'ai été amené à penser que Bidault, au moins au départ, et dans les conditions d'alors, ne pouvait pas être le premier Président du M.R.P. Je m'en suis ouvert à un certain nombre d'amis, dont évidemment André Colin. Je dois dire que mon idée, qui n'était pas d'hostilité vis-à-vis de Bidault, mais d'efficacité pour le M.R.P., fut finalement acceptée. Je me demande encore aujourd'hui comment cela s'est fait. Mais je dois dire aussi que nous aurions dû nommer Georges Bidault Président-Fondateur du M.R.P.

Alors qui choisir ? J'ai pensé à Maurice Schumann. L'ancien porte-parole de la France Combattante à la Radio de Londres était infiniment plus connu de la masse des Français que n'importe quel autre de nos amis. Et, de ce fait, son nom était de nature à rallier de très nombreuses sympathies.

Il y avait aussi dans ce choix une autre raison, mineure d'ailleurs, mais qui avait son importance. Maurice Schumann appartenait à la Jeune République ; et de ce côté-là on traînait un peu les pieds à l'égard du M.R.P., alors que le P.D.P. avait décidé quasi unanimement de se dissoudre. Le fait pour Maurice Schumann de devenir Président du M.R.P. serait de nature à attirer à nous non seulement quelques militants de la J.R. mais aussi des sympathisants de la mouvance gauche chrétienne.

Maurice Schumann devint effectivement et sans difficulté le Président du M.R.P.

LE M.R.L. devient le M.R.P.

Nous nous étions vite rendu compte après la Libération que le vocable "Mouvement Républicain de Libération" ne pouvait être conservé. Si, dans le feu de la préparation de la Libération, ce nom avait une signification, on sentait bien, quelle que fût l'importance historique de la Libération, que l'histoire continuerait son cours.

On décida donc de trouver un autre vocable. Bidault était partisan de celui de "Parti Démocrate" à l'instar des U.S.A. et aussi de la Turquie (!) ; mais Colin tenait au terme de "Mouvement" pour marquer la préférence à l'idée, qui s'était fait jour lors des premiers contacts, au temps de la clandestinité, et aussi parce que ce terme représentait une idée de marche en avant et de vie, alors que celui de "Parti", appelait fâcheusement pour ses

adhérents la qualification de "partisan". Or nous voulions quelque chose d'ouvert sur tous les milieux et toutes les classes de la société française (ce qui d'ailleurs a été en partie réalisé).

Les discussions s'éternisaient sur cette question. Bidault, sans qui rien ne pouvait se faire, était absorbé par ses tâches de Ministre des Affaires Etrangères ; pendant ce temps les demandes d'adhésion affluaient de tous côtés alors qu'on ne pouvait établir de cartes au nom du M.R.L. destiné à disparaître.

N'y tenant plus, je fis imprimer quelques cartes d'adhérent sous le vocable "Parti Démocrate". Ce fut fait dans la journée, et en fin d'après-midi j'en faisais porter un exemplaire portant le n° 1 à Georges Bidault au quai d'Orsay. La réaction fut immédiate : le lendemain je recevais la réponse de Georges Bidault : "Le Mouvement s'appellera *Mouvement Républicain Populaire*".

CONGRÈS CONSTITUTIF DU M.R.P.

Ce Congrès eut lieu à Paris les 25 et 26 novembre 1944 à la Salle de Géographie dans un grand enthousiasme. Pierre-Henri Teitgen, à l'éloquence âpre et prenante, faisait vibrer nos cœurs en parlant de ces hommes et de ces femmes de la Résistance qui étaient des Saints ou des Héros.

Pour ma part, avant le Congrès, j'avais fait partie avec François de Menthon, Paul Bacon et quelques autres d'une petite équipe chargée de préparer un projet de statuts pour le M.R.P., et j'avais été désigné pour en être le rapporteur devant le Congrès constitutif. Le travail me fut facilité par la connaissance que j'avais des statuts du P.D.P., eux-mêmes démarqués, m'avait dit Raymond-Laurent, des statuts de la S.F.I.O.

PREMIÈRES ÉLECTIONS

Les premières élections après la Libération furent des élections municipales ; elles eurent lieu les 29 avril et 13 mai 1945 ; la capitulation de l'Allemagne intervint entre les deux tours, le 8 mai.

Les élections législatives eurent lieu le 21 octobre suivant. Pour la Seine il y avait six secteurs, trois à Paris, trois en banlieue, eu total 55 sièges ; ce fut tout un travail de trouver des candidats en nombre suffisant.

Nous avions tenu, dans l'esprit d'ouverture du M.R.P. à ce que nos listes de candidats fussent représentatives des divers milieux sociaux, et que les élus ne fussent pas, dans la mesure du possible, uniquement ceux que l'on appelle des notables. Le nombre d'élus que nous escomptions le permettait.

C'est ainsi que nous avons pu faire élire Députés dans la Seine quatre femmes et cinq ouvriers. Les quatre femmes étaient Solange Lamblin, José Dupuis, Francine Lefebvre et Simone Rollin. C'était la première participation des femmes aux élections, et nous pensions qu'en raison de l'intérêt primordial que nous portions à la famille et aux valeurs morales, le gros de l'électorat féminin voterait M.R.P. Ce ne fut pas aussi vrai que nous l'avions espéré. L'expérience a démontré qu'il n'y avait pas de grosses différences d'attitudes entre les hommes et les femmes.

En ce qui concerne la place des milieux populaires, c'est-à-dire ouvriers, en l'espèce la J.O.C. et les Syndicalistes C.F.T.C., nous avons eu la joie de faire élire Francine Lefebvre, Simone Rollin (pour elles nous faisons si j'ose dire coup double), Paul Bacon, Fernand Bouxom et Joseph Dumas.

"Pour moi lorsque j'étais un jeune homme de vingt-quatre ans, le M.R.P. c'était non seulement la transcription, dans l'action, d'une volonté de justice sociale, les suites de la Résistance, bien entendu, mais c'était aussi l'entrée des catholiques, définitivement, dans la République. Le M.R.P. a été le moment de l'insertion non remise en cause des catholiques, et plus largement des chrétiens, dans la République et dans la démocratie".

"Qu'une action politique essaie de s'inspirer des valeurs fondamentales du christianisme et se réfère à la pensée démocratique d'inspiration chrétienne, certes oui ! Mais en France, compte tenu de notre histoire, il n'est pas dans notre tradition de prendre le christianisme comme étendard politique."

"La politique repose sur une morale entendue comme l'adhésion à des valeurs vécues par les personnes formant une communauté humaine. L'homme politique ne peut se limiter à une action "technique". Il doit s'inspirer d'une vision de l'homme, tenant compte de toutes ses dimensions, y compris de sa dimension spirituelle."

Jean LECANUET

UNE PART DE NOTRE HISTOIRE

témoignage de Paul BACON

Notre ami Paul Bacon, syndicaliste, qui fut des premières équipes ouvrières du M.R.P., député constamment réélu, plusieurs fois ministre du Travail, sous la IV^e et la V^e République, a bien voulu exprimer à France-Forum son regret de ne pouvoir, en raison de son état de santé, apporter sa contribution écrite à la commémoration de ce cinquantenaire. Mais, ami de longue date de notre revue - il était très lié à Joseph Fontanet, l'un de ses fondateurs, qui, lui aussi, fut ministre des affaires sociales -, il a tenu à témoigner que, si l'histoire du M.R.P. a été brève - pour Paul Bacon, ce mouvement est mort en 1962 -, elle n'en a pas moins laissé des traces profondes, la plus évidente à ses yeux étant l'héritage de

la politique de Robert Schuman dont la contribution à la fondation de notre Europe fut décisive. Paul Bacon insiste aussi sur l'importance qu'eurent, aux premières années du Mouvement, la pensée et l'action de deux de ses fondateurs, André Colin et Albert Gortais.

Nous pourrions ajouter que l'on doit au M.R.P. nombre d'initiatives et de réformes sociales et que Paul Bacon fut l'un des principaux artisans d'une politique qui fut toujours active et inventive en ce domaine.

A ces divers titres, cette part de notre histoire ne doit pas être méconnue et mérite d'être commémorée.

TOUS NOS ESPOIRS N'ONT PAS ÉTÉ DÉÇUS

par Robert PRIGENT

La dénomination de Mouvement Républicain Populaire (M.R.P.) dû beaucoup aux méthodes des "Cercles d'études" des *mouvements* de jeunesse catholique JOC, JAC, JEC... - "Voir, Juger, Agir" - dont les animateurs avaient souvent participé à la résistance pendant l'occupation. Ces "jeunes" faisaient pression pour réaliser des "changements", ce qui conduisait à une forme de réflexion "politique" sur la manière de combler le vide laissé par la III^e République.

D'où le refus d'envisager une action de *PARTI*, par définition rigide et "partisane", et la décision de se référer à la notion de *MOUVEMENT*, gage d'une action plus ouverte, évolutive et malléable en fonction d'une réflexion incessante et exigeante et de l'expérience. *POPULAIRE* soulignait la volonté d'une orientation de caractère social, distante du socialisme et surtout du communisme qui nous apparaissait incompatible avec une action "d'inspiration chrétienne". *RÉPUBLICAIN* impliquait l'obligation de faire appel à la responsabilité de tous les citoyens, même les plus modestes.

Il faut dire cependant, pour être complet, que les "jeunes" que nous étions prirent rapidement conscience de la nécessité de rechercher le concours d'adultes, notamment au sein de l'A.C.J.F., du Sillon, de la "Jeune République" et des syndicats C.F.T.C. Parmi ces

adultes, quelques-uns dont l'action fut particulièrement féconde doivent être cités : Georges Bidault, Jean Catrice, de Lille, Gaston Tessier, du syndicat chrétien, Pierre-Henri Teitgen, Francisque Gay.

Mais l'histoire sera brève, de 1944 à 1958... Après avoir été le premier "parti" de France aux élections de juin 1946, le temps a manqué pour multiplier le nombre des militants, intensifier et rendre plus efficace l'action de trop nombreux néophytes inexpérimentés.

La création d'une nouvelle formation politique se réclamant du gaullisme, succédant aux contre-attaques de partis "bourgeois" qui ne pouvaient supporter un développement de la représentation des classes populaires, soumettront le M.R.P. à une érosion fatale. Mais l'histoire de cette IV^e République serait à refaire. Héritant d'une France ravagée par la guerre et les destructions qu'elle avait entraînées, ce régime a néanmoins ouvert le chemin des "Trentes glorieuses". En outre, certains dirigeants (ou futurs dirigeants) du M.R.P. ont été à l'origine de réformes de grande portée. Ainsi, c'est à l'amendement Hauriou-Prigent, voté par l'Assemblée Consultative Provisoire à Alger (j'y représentais le mouvement de résistance O.C.M.), que les femmes doivent d'avoir bénéficié du droit de vote et de l'accès à l'éligibilité.

TROIS RÉSULTATS MAJEURS DE L'ACTION DU M.R.P.

par Robert LECOURT

S'il faut, comme il est souhaité, évoquer en quelques lignes souvenirs, action personnelle et réflexions sur le bilan du M.R.P., je ne retiendrai, parmi d'autres, que trois séries d'initiatives, sur la lancée desquelles la France vit encore.

La plus risquée avait pour objet la recherche patiente, discrète, semée d'embûches, d'une solution concertée à la vieille querelle de la laïcité. Située au plein cœur des majorités de la IV^e République, cette contestation rebondissait à tout propos, paralysant les gouvernements et provoquant leur instabilité.

Quelques responsables du M.R.P. et du parti socialiste entreprirent en 1952 d'effectuer en commun cette recherche. La voie la plus appropriée parut être de faire d'abord l'inventaire des divers terrains sur lesquels se manifestait ce contentieux et d'explorer ensuite, pour chacun d'eux, les rapprochements possibles, sous les garanties d'une convention diplomatique entre la France et le Saint-Siège soumise à ratification parlementaire.

Un document d'ensemble fut méticuleusement élaboré. Sur cette base, Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, accepta de consulter officieusement le Vatican. Après la réponse de celui-ci, des projets de textes seront préparés et transmis à Rome par Georges Bidault, successeur de Robert Schuman au Quai d'Orsay.

Pendant près de deux ans je ferai la liaison entre partenaires français et négociateur romain pour la mise au point de ces documents.

Lorsque la chute du gouvernement Guy Mollet interrompit ces travaux, de substantiels rapprochements avaient été réalisés jusque sur les sujets les plus sensibles. Avaient ainsi été arrêtées les modalités d'un régime acceptable de l'enseignement privé. Une loi, quelques années plus tard, en reprendra la substance. Ce dispositif est en vigueur depuis plus de trente ans (1).

*
* *

Il faudra aussi attendre le passage d'une République à l'autre pour voir conférer pleine efficacité à deux initiatives importantes en matière institutionnelle.

La première visait la création, dès 1946, d'un organe de contrôle constitutionnel. Au nom du M.R.P. j'en fis la proposition à l'Assemblée Constituante. Celle-ci la repoussa. Cette réforme fondamentale fut réalisée en 1958 sous le nom de Conseil constitutionnel, aux travaux duquel, après Paul Coste-Floret, j'ai été appelé à collaborer de 1979 à 1989.

Une autre proposition, mise en chantier sous la IV^e République, tendait à assurer la stabilité gouvernementale, grâce à une disposition qui donnera naissance à l'article 49-3 de la présente Constitution.

Inspirée par Fernand Chaussebourg, l'idée consistait à organiser les scrutins sur la "question de confiance" de manière à contraindre les députés à se prononcer sans faux-fuyant sur la chute du gouvernement. Elle fut proposée à l'Assemblée, dès 1953, par un amendement d'Edouard Moisan et Jean Cayeux. Elle fut reprise en 1957 dans une proposition de loi de Paul Coste-Floret.

Il s'agissait d'admettre que le refus de censurer le gouvernement entraînait nécessairement l'adoption du texte auquel celui-ci avait lié son existence. Pour éviter toute manœuvre, il suffisait alors de recenser les seuls suffrages hostiles au gouvernement. Ainsi ne serait-il plus possible à un député de se réfugier dans l'abstention pour éviter de prendre ses responsabilités dans le déclenchement d'une crise.

Aussi, lorsqu'en 1957 le gouvernement Félix Gaillard ouvrit la révision constitutionnelle, le Garde des Sceaux chargé de la conduire reprit-il la substance de cette idée. Incorporée au projet du gouvernement, elle fut soumise à l'Assemblée qui, malgré de très vives résistances, en accepta l'essentiel.

Lors de l'élaboration de l'actuelle Constitution, c'est le mécanisme initialement arrêté par le gouvernement Gaillard qui, sous l'impulsion de Pierre Pflimlin, allait devenir celui de l'actuel article 49-3.

Bien qu'il ait été parfois abusé de cette disposition, elle a, depuis trente-six ans, sauvé du naufrage plus d'un gouvernement (2).

*
* *

C'est enfin dans l'axe de la plus grande idée neuve de l'après-guerre que se situent les efforts obstinés et obstinément contrariés qui, par la construction d'une Communauté Européenne, ont assuré, plus de quinze ans avant le traité qui la célèbre, la réconciliation franco-allemande et des décennies de prospérité dans la paix enfin acquise.

La réalisation de cette ambition dépendait, certes, de l'originalité du projet. Mais celui-ci eût été sans poids sans la ténacité de l'homme d'Etat qui en prit la responsabilité et de ceux qui, à la suite de Robert Schuman, ont résisté aux oppositions de tous ordres qui, après qua-

rante ans, n'ont pas toutes désarmé... Si l'initiale défection britannique n'entraîna pas la ruine du projet et si fut réalisée la première Communauté européenne, on ne peut exclure que les affinités du trio Schuman-Adenauer-de Gasperi y soient pour quelque chose. Ce sera longtemps après, lorsque seront irrécusables les succès des traités européens, que se manifesteront maintes demandes d'adhésion à allure de plébiscite.

Après l'ère des obstacles politiques vint celle des résistances juridiques à l'application d'un droit aussi nouveau. Permettre à de simples particuliers d'obliger leur Etat à leur appliquer, non la loi nationale, mais les traités communautaires, entraînait un tel bouleversement des mentalités que redoutable pouvait être la réaction des tribunaux. Or, si on ne parvenait pas à faire appliquer partout la même interprétation de la règle commune, c'en serait fait de tout marché commun. Les traités européens auraient été signés en vain.

Pour conjurer ce péril, une Cour de justice avait bien été instituée. Encore fallait-il obtenir que les juges nationaux acceptent d'appliquer ses arrêts. Il était donc vital qu'elle parvînt à entraîner les magistratures nationales à coopérer avec elle. Ainsi a pu être assurée dans toutes la Communauté l'autorité des traités. J'eus le privilège de participer à la réalisation de cette entreprise comme juge

puis, pendant neuf ans, comme président de la Cour européenne de justice (3).

*
* *

Représentatives des aspirations du M.R.P. sur trois questions fondamentales, ces diverses initiatives ont poussé, jusqu'à nos jours, des rameaux si vigoureux qu'on ne saurait imaginer leur remise en cause sans courir le risque des plus sérieuses perturbations.

Au surplus, ne conduisent-elles pas à se demander si, tantôt par la recherche du consensus comme en matière scolaire, tantôt par la leçon tirée des occasions manquées dans l'ordre constitutionnel, tantôt par le succès de réalisations aussi porteuses d'avenir que la réconciliation franco-allemande et la construction européenne, la Quatrième République n'aurait pas été le laboratoire de la Cinquième ?

(1) *"Entre l'Eglise et l'Etat : Concorde sans concordat ; 1952-1957"* - Hachette.

(2) *"L'origine mouvementée de l'article 49-3"* - France Forum (Janvier-mars 1990).

(3) *"L'Europe des juges"* - Editions Bruylant, Bruxelles. Voir aussi *"Juge constitutionnel et juge communautaire ; une parenté ?"* - France Forum (Avril-juin 1989).

ALLIER IDÉAL ET RÉALISME

par André MONTEIL

Je crois bien n'avoir manqué aucun congrès du M.R.P. sauf un, le congrès constitutif de novembre 1944. J'avais une excuse : capitaine au 19^e Régiment de dragons, j'étais retenu par d'autres tâches. Et cependant, la nouvelle m'était parvenue, accueillie avec enthousiasme et ferveur. Si bien que, peu de jours après ma démobilisation, devenu, sur la proposition d'André Colin, secrétaire de la fédération du Finistère, je me lançais avec fougue dans l'action politique et passais, sans transition, de la vie militaire à la vie militante. Il est vrai qu'à l'époque cette évolution paraissait naturelle, car, au sortir des épreuves de la clandestinité et du combat, elle marquait notre volonté de relever la France meurtrie et de construire, avec la République nouvelle, une société de liberté, juste et fraternelle.

Les acteurs de l'époque qui survivent n'évoquent pas sans quelque mélancolie ces heures de fièvre et d'espoir. Est-ce simplement le regret de leur jeunesse à jamais

enfui ? ou plutôt le profond décalage qu'ils constatent entre le monde dont ils rêvaient et la dure réalité contemporaine ?

Il est de bon ton aujourd'hui de dauber sur leur idéalisme et leurs illusions, qu'on résume sommairement dans la formule de Georges Bidault : "la Révolution par la Loi". La mode est de mépriser l'idéologie, la doctrine, et d'exalter la gestion, d'opposer le réalisme de la loi du marché aux utopies d'une société de justice et de partage.

Il est bien vrai qu'au sortir de la tourmente, dans tous les esprits - et pas seulement au M.R.P. -, régnait un besoin d'innovation et de rajeunissement qui faisait une large place au rêve. Mais la justification et la noblesse de toute action politique ne consistent-elles pas à transcender le choc brutal des intérêts divergents, qu'ils soient corporatistes, ethniques ou nationaux, et de proposer une vision plus harmonieuse de l'avenir ?

Oui, les fondateurs du M.R.P. appartenaient à cette race d'idéalistes. Mais c'est les calomnier que de méconnaître leur capacité à affronter les pesanteurs du concret et à gérer le train ordinaire des affaires. Bidault, brillant analyste et fin politique, Pierre-Henri Teitgen, orateur étincelant et brillant juriste, François de Menthon, esprit noble et scrupuleux, Robert Schuman, le sage entre les sages, et tant d'autres, ont montré, dans les lendemains difficiles de la Libération, qu'ils étaient en mesure de concilier la pureté de l'idéal et les exigences de la gestion.

Quant au groupe parlementaire, il était nombreux et riche dans sa diversité. Toute la France profonde y était représentée : syndicalistes, ouvriers, paysans, intellectuels, beaucoup de jeunes, quelques anciens aussi, tous pouvant se prévaloir de titres éminents dans la résistance et le combat.

L'absentéisme était rare et, pourtant, les séances publiques se prolongeaient souvent fort tard dans la nuit. Aux réunions du groupe, très fréquentées, la diversité des tempéraments et des sensibilités s'exprimait dans des interventions ardentes et passionnées mais l'accord sur les principes essentiels faisait qu'on parvenait toujours à une position commune.

Même l'excès d'éloquence ne prêtait pas à sourire, tant il correspondait à une sincérité profonde. Ainsi, quand, à l'occasion d'une discussion sur le mode de scrutin, Marc Sangnier, le cher Marc, défenseur intransigeant de la proportionnelle, d'une voix affaiblie par l'âge mais toujours prenante, évoqua "l'arche sainte du suffrage universel".

Il paraissait naturel, à l'époque, de sacrifier un souhait personnel à l'exigence du groupe, par exemple dans la répartition des élus dans les Commissions.

Normalien et agrégé de l'Université, je pensais évidemment être désigné pour l'Éducation Nationale. Mais on me persuada qu'il fallait aider Edmond Michelet, qui, nommé Ministre des Armées dans le gouvernement du général de Gaulle, se plaignait de son inexpérience de la chose militaire. Je fus donc dirigé sur la Commission de la Défense Nationale. Ainsi nait une spécialité, sinon une vocation, ce qui me valut par la suite de devenir secrétaire d'Etat à la Marine.

Des Ministres actifs et courageux, qui, pour la plupart, avaient exercé les plus hautes responsabilités dans la Résistance, un groupe parlementaire solidaire et enthousiaste, et, dans tout le pays, des militants nombreux et fidèles, telle était l'image du M.R.P., au lendemain de la Libération. Les difficultés étaient immenses : sur le plan intérieur, une économie exsangue, une infrastructure délabrée, des villes en ruine, un pays mal guéri du traumatisme moral de l'occupation, un parti communiste puissant et omniprésent, pratiquant une sorte de terrorisme intellectuel, et dont on pouvait craindre qu'il ne finît par investir tous les rouages de l'Etat ; sur le plan extérieur, le vide et la décomposition à l'Ouest, et, à l'Est, l'Union Soviétique, appuyée sur la puissante armée Rouge, développant son emprise totalitaire, par le biais

de protectorats communistes, bientôt baptisés "démocraties populaires".

Se posaient également, déjà, les problèmes de la décolonisation, avec l'Indochine et les prémices d'une agitation en Afrique du Nord.

A toutes ces difficultés, s'ajouta soudain, dans les premiers jours de 1946, l'angoisse née du retrait politique du général de Gaulle. Beaucoup d'entre nous se sentirent comme orphelins et se demandèrent si le grand vide ainsi créé n'allait pas favoriser en France une entreprise totalitaire et interrompre le processus de la restauration démocratique.

Que devait faire le M.R.P. ? Quelles étaient, en dehors de lui, les forces politiques en présence ? D'une part, un parti communiste triomphant et disposant de relais efficaces dans la presse, les syndicats, et une multitude de filiales associatives ou culturelles, d'autre part, un parti socialiste empêtré dans ses références marxistes, tiraillé entre son désir de ne pas se couper des "masses" et sa méfiance à l'égard des communistes, et enfin, une droite conservatrice, faible et complexée, qui, à quelques exceptions près, adoptait un profil bas face aux procureurs de l'extrême gauche.

Ce fut l'honneur du M.R.P. d'assumer toutes ses responsabilités et, sans rien renier de ses aspirations sociales et progressistes, de constituer un môle solide face à toute entreprise totalitaire. On a été longtemps injuste à l'égard de la IV^e République. Elle a certes mal évolué, en raison de l'instabilité gouvernementale endémique, largement provoquée par le retour aux pratiques malsaines du passé, les intrigues et les ambitions médiocres. Mais la vérité oblige à dire que, si le M.R.P. ne porte aucune responsabilité dans cette évolution, en revanche, il a beaucoup contribué aux acquis positifs de la IV^e République.

Il a joué un rôle essentiel pour préserver un régime de liberté, restaurer l'état de droit, assurer la sérénité de la justice, mettre en chantier les équipements de base, indispensables au redressement économique. Malgré les résistances, plus ou moins avouées, c'est le M.R.P. qui a inspiré et imposé aux gouvernements successifs une grande politique de la famille. Et surtout, c'est lui qui, avec Robert Schuman et en union avec Adenauer et Gasperi, a soutenu, avec une ardeur jamais démentie, la construction de l'Europe unie. Tâche longue, difficile, jamais achevée, toujours nécessaire. Le M.R.P. a œuvré, plus qu'aucun autre mouvement politique, pour surmonter les vieilles haines, réconcilier les ennemis d'hier, et, pas à pas, en dépit des doutes et des échecs, faire de l'Europe démocratique un havre de prospérité et de paix.

S'il est un domaine où le M.R.P. a su allier idéal et réalisme, c'est bien celui de l'Europe. Puissent les héritiers de sa pensée politique rester fidèles à son message - ce message dont Robert Schuman fut le pionnier et qu'avec tant de foi, d'intelligence et de talent, a incarné l'un des meilleurs de ses dirigeants, notre ami Jean Lecanuet.

SI LE M.R.P. N'AVAIT PAS EXISTÉ...

par Maurice SCHUMANN

Si le M.R.P. n'avait pas existé, les catholiques auraient-ils conquis en 1944 le statut de citoyens à part vraiment entière que la III^e République leur avait toujours contesté ?

Si le M.R.P. n'avait pas existé, la liberté de l'enseignement aurait-elle été consacrée, en droit, puis en fait, par la Constitution de la IV^e République ?

Si le M.R.P. n'avait pas existé, la loi Barangé aurait-elle permis de franchir une première étape sur la voie qui a conduit, en 1959, à l'adoption de la loi Debré ?

Si le M.R.P. n'avait pas existé, la France se serait-elle dotée d'une législation familiale qui fut en son temps exemplaire ?

Si le M.R.P. n'avait pas existé, la victoire de 1945 aurait-elle été consacrée par la nécessaire réconciliation

entre une France qui avait retrouvé son rang et une Allemagne délivrée de ses démons ?

En 1946, nous avons voulu sortir du provisoire pour sortir du tripartisme. C'est pourquoi nous avons accepté des institutions fragiles et boîteuses, tout en nous promettant de les réformer. Sur ce point, nous avons vainement déployé nos efforts pour tenir notre engagement. Cet échec - dont la responsabilité ne nous incombe pas - est la cause profonde de la brièveté d'une histoire dont nous n'avons pas à rougir.

En particulier, était-il possible d'entreprendre l'inévitable décolonisation sous un régime qui ne garantissait au pouvoir exécutif ni la durée, ni l'autorité, ni la stabilité ?

Mais le bilan est globalement positif. Je fais confiance au verdict de la postérité.

Quelques responsables du M.R.P. (janvier 1946) : M^{me} G. Peyroles, debout A. Colin et M. Schumann, puis, assis, P.-H. Teitgen, F. Gay, R. Prigent, R. Schuman.

L'APPEL D'ANDRÉ COLIN (BEYROUTH - JUIN 1940)

André Colin, dès l'annonce de l'armistice de 1940, appelle les Français à poursuivre la Résistance à Hitler et à demeurer fidèles à leur allié, la Grande-Bretagne. Alors officier de Justice maritime, à Beyrouth, il déclare en effet, le 17 juin 1940, lors d'une causerie diffusée le 20 juin par Radio Levant et publiée le 25 juin par le quotidien arabe Albachir : "la France meurtrie tient... c'est aujourd'hui l'heure du sang-froid, l'heure de voir clair pour penser juste et de marcher droit"...

REGARDONS EN FACE LA SITUATION

"La France est envahie, le soldat français a résisté à un pays qui depuis des années travaille pour la guerre et pour réduire en servitude tous les peuples du monde, après s'être soumis lui-même à un régime indigne du nom d'homme. Des batailles ont été perdues, l'ennemi s'est acharné contre nous avec l'énergie qui trouvait toute sa virulence dans le fait qu'il fallait d'urgence arracher une décision" (humiliante pour la France).

"L'Allemagne a perdu son matériel et presque toute sa flotte, elle n'a fait qu'entamer les ressources de la France : notre flotte est intacte et nos équipages ont montré dans de nombreux combats leur supériorité incontestable.

"De nombreuses divisions sont stationnées, particulièrement sur le pourtour de cette Méditerranée dont nous tenons les clefs et que nous avons été contraints, par

l'abdication de l'Italie au service de l'Allemagne, de fermer d'une manière hermétique".

A NOUS DE PENSER JUSTE

"A nous de prendre garde de nous laisser entraîner par des raisonnements perfides qui veulent nous inspirer la crainte et nous démontrer de prétendues faiblesses"...

"Le peuple de France... ne va pas maintenant remettre ses destinées entre les mains de ceux qui font des hommes des esclaves..."

"Le peuple de France sait bien que, quelles que soient les promesses faites, le gouvernement de Hitler veut la domination sans conditions. Pensez à l'Autriche, à la Tchécoslovaquie et hier encore à la Pologne".

..."Voulons-nous être les ouvriers chargés de fabriquer les armes destinées à nous maintenir dans la servitude ? Ce régime des camps de travail nous ferait perdre tout espoir de vie en famille".

"Dans ces conditions, il nous suffit d'être fidèles à notre alliée, la Grande-Bretagne, à qui nous avons promis de manière solennelle de ne pas faire de paix séparée avant l'anéantissement de l'hitlérisme"...

"**Dès lors une seule résolution** qui soit conforme à l'idéal que nous voulions défendre lorsque commençait cette guerre."

“...que la France continue à maintenir partout contre les envahisseurs une cause où sont engagées les plus hautes valeurs humaines”.

“La bataille de France peut se terminer, il nous reste maintenant à gagner avec nos alliés la bataille de l’Empire Français”.

Cette déclaration prononcée au Liban en juin 1940 prend en compte l’ensemble des territoires de l’Union française. Ensuite A. Colin, résistant de la première heure, a refusé de collaborer avec le gouvernement de Vichy, a empêché nombre de jeunes d’être enrôlés dans le service du Travail obligatoire (STO). Il a rédigé avec Maurice-René Simonnet en mars 1944 le document préparant la création du M.R.P., intitulé “Lignes d’action pour la libération” et, membre du Conseil National de la Résistance (C.N.R.), a participé aux réunions clandestines de la rue du Four...

Il a ensuite été membre des assemblées consultative, constituantes et nationale. Enfin, au comité directeur du M.R.P. du 20 janvier 1946, il est intervenu lors de la difficile question du maintien du M.R.P. au Gouvernement avec les socialistes et les communistes lors du départ, le 19 janvier 1946, du général de Gaulle.

“L’électoratisme ne doit pas nous préoccuper d’abord, et, dans les heures comme celles-ci, une seule chose compte, l’intérêt supérieur du pays et la sauvegarde de la démocratie menacée”.

Comité M.R.P. : A. Colin, M.-R. Simonnet.

DE LA RÉSISTANCE A LA POLITIQUE : LE “PROJET” DE GILBERT DRU

Dans le n° 58 (juillet-août 1964) de France-Forum, Maurice-René Simonnet présentait, sous le titre “La pensée politique de Gilbert Dru”, de larges extraits du document dans lequel, à la suite de plusieurs projets écrits et des discussions auxquelles ceux-ci avaient été soumis, ce militant de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), engagé dans la Résistance, avait défini, en 1943, peu avant d’être sauvagement exécuté à Lyon par la Gestapo, un projet politique pour la France lorsqu’elle serait libérée de l’occupation nazie. Ces réflexions et ces lignes d’action avaient été qualifiées par leur auteur de “Projet d’introduction à une action révolutionnaire des jeunes Français”.

A l’occasion du cinquantenaire de la naissance du M.R.P., personne n’aurait compris que ne soient pas rappelés quelques passages de ce texte fondateur.

Maintenant qu’approche le jour où la France, les mains déliées pourra commencer à se refaire, il est temps pour les meilleurs de ses fils de préparer ce passage

nécessaire d’une action négative, d’opposition, de défense, à une action positive de reconstruction, de rénovation.

Au départ, nous ne nous présentons pas avec un “programme”, tels les “faiseurs de mouvements”.

Nous voulons, nous proposons simplement avec le concours des “premiers de nos maîtres” qui ont accepté d’appuyer notre effort, de définir l’esprit dont nous sommes, les bases doctrinales sur lesquelles doit se fonder notre fraternité, les grandes lignes du mouvement dont il nous appartient de préparer la création.

.....

Il n’est pas... dans notre intention de formuler “au départ” un programme précis et rigoureux.

.....

Mais quelle est la foi qui nous anime ?...

C’est cette foi qui, spontanément, jaillit au cœur des Français de tout l’héritage national qu’ils gardent sans

toujours en avoir conscience, de tous les sentiments, de toutes les croyances qu'ils tiennent de leur éducation première, en un mot de toute la tradition française. L'hésitation dès lors est impossible. La France est d'instinct unanime dans son respect de la dignité humaine, de cette valeur inappréciable que tout homme apporte avec lui ici-bas, du fait même de sa naissance, et qui interdit de le traiter comme un simple instrument.

Cette foi ce sera donc un "personnalisme" qui, ayant sa source au plus profond de la tradition française, saura concilier en son sein les deux grandes tendances essentielles de la vie politique : la mystique des "Droits de l'Homme" et la mystique "démocrate d'inspiration chrétienne", dont l'opposition jusqu'à ce jour est due bien plus à des équivoques sentimentales et historiques qu'à des raisons politiques.

Sans doute, nous ne méconnaissions pas toutes les difficultés psychologiques, toutes les "positions prises" qui risquent de s'élever, mais sans nous arrêter longuement à cette équivoque que nous devons nous efforcer avec une bonne volonté commune de compréhension, de dissiper, nous savons qu'une conciliation et un accord doctrinal sont actuellement possibles sur une République personnaliste et communautaire, libératrice de l'homme et du citoyen.

Libération... Oui, c'est cette mystique qui nous anime aujourd'hui alors que notre patrie est en totalité occupée. Mais, c'est parce que cette libération du territoire national ne résoudra pas tous les problèmes, qu'elle ne doit être que le prélude, le point de départ d'une autre libération, plus vaste parce que plus ambitieuse, plus totale parce que plus profonde, qui fera tomber toutes les entraves à un épanouissement complet de la personne humaine et de l'homme comme des communautés naturelles : familles, communes, nation.

.....
Après avoir défini la mystique et le programme de la future formation politique, Gilbert Dru n'entend pas que le programme seul soit nouveau, il souhaite que l'organisation même soit nouvelle et qu'aux partis d'hier soient substituées de nouvelles "communautés politiques" (1).

VERS DE NOUVELLES "COMMUNAUTÉS POLITIQUES"

Il convient maintenant d'envisager les moyens pratiques par lesquels va s'incarner ce souci qui est le nôtre, l'organisme, le cadre par lequel va se traduire cette mystique qui inspirera le mouvement que nous voulons créer.

Critique du "Parti"

La tentation est grande - car c'est la solution de facilité - de revenir aux formules d'hier, au vieux système de partis, moyennant une épuration des anciens cadres - vue encore trop optimiste - et une révision plus ou moins superficielle du jeu parlementaire. En mettant les choses

au mieux, il s'agirait de se rapprocher des conditions idéales de fonctionnement du même système que nous avons connu dans les dernières années de la III^e République.

Se contenter d'une simple réforme serait aller au devant des mêmes déceptions. Aussi convient-il, en tenant compte des données présentes et de leur évolution probable, de s'orienter vers des solutions nouvelles qui répondent, mieux que les partis, aux exigences permanentes d'un jeu sain et vivant de la politique.

Nouvelles communautés politiques

Notre analyse a mis en lumière les éléments d'une double réponse possible :

1) *L'une dans le sens d'une différenciation plus poussée* qui permettra de réaliser des équipes homogènes, soudées par une unité de vue totale, spirituelle, politique, et valable dans tous les choix concrets et les détails d'exécution - c'est-à-dire dans tous les secteurs de la vie publique.

La chose est possible en théorie. Mais en fait, il est évident qu'un tel système nécessiterait un morcellement indéfini et que de tels partis ne pourraient prétendre à avoir quelque efficacité, ni à jouer un rôle représentatif.

2) *L'autre dans un sens de regroupement.* Telle est en effet l'autre tendance que révèle l'instabilité critiquée. Le procès des coalitions auxquelles nous avons assisté n'est plus à faire. Trop calquées sur la notion déviée de parti, elle ne peuvent qu'en multiplier les erreurs.

Une telle tendance n'en reste pas moins significative et traduit une impérieuse nécessité.

Il semble bien en effet que le lien fondamental, le "dénominateur commun" de chaque groupement politique, doive s'établir naturellement sur une base plus large que celle sur laquelle se fondaient les anciens partis, plus large pour être plus nette et plus vivante, plus humaine. Cette base naturelle semble être celle des grands courants de pensée et de sensibilité politiques, des grandes "familles d'esprit", des grandes "spiritualités politiques". On songe au système des partis anglo-saxons, qui peut permettre un jeu assez sain des institutions démocratiques. Le système français serait sans doute plus souple et plus nuancé, les centres de ralliement seraient plus "idéologiques". Et il faut souhaiter qu'ici, comme là-bas, l'emprise de l'argent soit éliminée.

Ainsi en politique même s'affirmerait la **primauté naturelle du spirituel** aussi bien sur les intérêts matériels que sur les techniques particulières.

L'intérêt et l'originalité de tels "mouvements" viendraient en effet de ce qu'ils dépasseraient le champ de la politique pure, de l'action parlementaire :

a) Fondés sur une certaine "philosophie", sur une conception du monde, ce sont d'abord des "foyers", des "écoles de pensées" d'où procède la "spiritualité politique" générale qui définit le mouvement. Nous avons

connu cela avant 40 sous la forme de mouvements formés autour de revues : "Esprit", "Temps présent",... trop dispersés malheureusement et contraints par l'état néfaste de la politique de s'abstenir de celle-ci.

b) Chacun de ces mouvements s'inspirerait de telles formules, mais loin de s'en tenir à des problèmes purement abstraits, ils se tourneraient d'une part vers l'étude des divers secteurs de la vie publique, des diverses techniques - d'autre part, vers les problèmes de politique proprement dite. A cet effet ils inspireraient et mettraient en œuvre des équipes spécialisées en étroits rapports avec l'équipe politique qui pourrait être elle-même la base d'un parti - ou de partis - reliée au mouvement. Enfin les fondements et la vie mêmes d'un tel mouvement lui permettraient d'assurer cette œuvre éducative, condition essentielle d'une démocratie vivante.

La France n'est pas le pays du parti unique, mais celui d'un pluralisme politique (non pas d'une pluralité partisane). Quelques grands mouvements représentatifs des grands courants, des grandes traditions spirituelles doivent en être la base, admettant eux-mêmes à l'intérieur de chacun un pluralisme vivant.

C'est dans ce sens que nous voudrions voir s'orienter le mouvement dont nous rêvons.

Mais Gibert Dru ne se contente pas de rêver d'un mouvement nouveau. Il entend le réaliser et pour cela convaincre ceux qui auront à le créer que cette création est possible et que le moment est psychologiquement bien choisi. Tel est l'objet de sa quatrième partie (1).

Avant d'en esquisser la méthode et les moyens concrets, il importe d'envisager les conditions et les possibilités de ce travail commun, de ce rassemblement par et pour la même entreprise.

Situation

Si nous considérons la situation de l'ensemble des "ouvriers" appelés à ce travail, nous sommes d'abord frappés par un état de dispersion dont les circonstances présentes accentuent le désordre. A tel point que toute classification devient tout à fait arbitraire.

Si nous admettons la distinction commode des deux sources essentielles - possibles - du futur rassemblement, nous nous trouvons dans l'un et l'autre secteur en présence d'une fragmentation et d'une confusion extrêmes.

a) Si au sein des mouvements qui se réfèrent à une mystique "personnaliste d'inspiration chrétienne", l'unité d'inspiration a été assez bien préservée et s'ils offrent, de ce fait, une certaine cohérence doctrinale - combien vague et combien relative cependant - c'est sans doute par leur référence aux principes chrétiens dont la "transcendance" garantit la pureté et que l'Ecole du "Catholicisme social" a transmis en prenant soin de ne pas les compromettre dans la politique. Mais leurs éléments sont partagés cependant entre deux ou trois partis politiques, plusieurs mouvements formés autour de revues ou journaux et divers organismes "sociaux" : économiques, syndicaux, familiaux,...

Si des contacts amicaux unissent souvent les animateurs de ces divers groupements, si des "interférences" existent entre leurs membres, les rivalités de personnes et l'esprit de "boutique" n'en subsistent pas moins se révélant souvent aigus, dès que se tente un effort en vue d'une action commune.

Et si cette diversité répond à une nécessité réelle, elle ne saurait justifier un état de séparation presque totale, en fait, entre les organismes qui travaillent dans des secteurs différents.

b) Si l'on se penche sur les éléments héritiers de la tradition laïque des "Droits de l'Homme", la confusion est encore plus frappante. Il est en effet presque impossible d'en déterminer les limites tant est grande la dégradation qu'a subie cette mystique.

Issu de "89", ce courant n'a pu éviter les souillures de 70 années d'un régime parlementaire compromis au départ par la mainmise des dynasties bourgeoises et miné peu à peu par l'emprise des trusts, des forces occultes, par les divisions et les querelles partisanes.

Malgré cette déchéance, chrétiens ou incroyants, nous avons foi en la résurrection possible d'une mystique qui est notre héritage commun. Et nous savons qu'à travers tous les groupements véritablement républicains, il est des éléments nombreux qui veulent rompre avec des habitudes néfastes pour retrouver dans sa pureté la flamme d'une nouvelle Révolution française.

Ce renouveau doit s'opérer par le regroupement d'hommes engagés dans les syndicats, dans la Ligue des Droits de l'Homme, dans les divers partis, ou autour des revues d'avant-garde qui, dans les dernières années du régime, cherchaient la voie du salut sans renier en rien leurs convictions profondes.

Notons que sur ce plan s'amorçait déjà avant guerre un mouvement révolutionnaire qui rapprochait des éléments issus de diverses fractions des deux grandes tendances qui doivent être les pôles essentiels de ce nouveau mouvement.

Possibilités

Un examen plus attentif que "cette vue panoramique" de la position des fractions éparses à travers ce secteur national où un large rassemblement doit s'opérer nous permet d'en déterminer les conditions psychologiques essentielles.

a) Il est certain que bien des choses d'abord nous apparaissent aller dans le sens d'un durcissement des attitudes prises, d'une reconstitution des anciennes formations. Il faut en effet compter avec l'habitude, tenace même lorsqu'elle se révèle fautive, et dangereuse surtout quand elle est soutenue par des intérêts personnels.

Il faut surtout compter avec la mentalité des anciens cadres, avec la défiance réciproque des personnalités classées, fussent-elles voisines spirituellement, avec l'incompréhension entretenue par les routines, avec cet esprit obstiné de clan, de "boutique", avec cette fautive sagesse qui interdit aux "agents d'expérience" de tenter une aventure incertaine.

b) Cependant contre ce courant qui reflue vers le passé se dressent, nous l'avons vu, les impérieuses exigences des nécessités historiques.

Nombreux sont ceux qui se sont dégagés déjà des anciens cadres, et plus nombreux encore ceux qui ne veulent pas rester captifs dans des formules périmées et qui souhaitent un regroupement plus vivant, tourné vers l'avenir, pour promouvoir des solutions neuves et hardies.

Même parmi les animateurs des organismes d'hier commence à naître ce souci de "faire du neuf", de rompre avec l'esprit de "chapelle", de tendre la main à des voisins avec lesquels ils se reconnaissent une parenté plus profonde que les divergences de tempérament ou de vocation.

Rôle des jeunes

Sans nul esprit d'exclusivisme, sans provoquer une querelle de générations, l'on peut affirmer que ce travail d'avant-garde revient surtout à des éléments neufs, aux jeunes en particulier.

Chez eux, en effet, se trouve la possibilité matérielle d'abord, d'un mouvement qui pourra être l'image et le ferment du rassemblement envisagé : cette génération qui entre dans la vie peut, dans des conditions favorables qu'il lui revient en partie de créer, échapper à la dispersion et provoquer ainsi, sur son plan, un regroupement progressif.

Pour la même raison, toutes les difficultés d'ordre psychologique sont ici abolies : questions de prestige, de personnes, qui sont le fait des hommes éprouvés, classés et souvent usés.

Mais notre jeunesse - car ce sont des jeunes ici qui parlent - n'offre pas simplement une chance passive, un terrain idéal à utiliser.

Il existe chez elle, à un état plus aigu qu'on ne l'imagine, le besoin et la volonté d'un engagement commun, fondés sur la conscience profonde d'une fraternité d'esprit, de cœur et de sang plus forte que toutes les divergences secondaires.

Ce rassemblement, c'est nous surtout qui le souhaitons, l'exigeons. Quant à la veille de notre entrée dans la vie, nous découvrons cette dispersion qu'on offre à notre désir d'engagement, nous nous étonnons et refusons un choix qui nous apparaît sans fondement vrai.

Il existe chez notre jeunesse une volonté de rupture avec des ruptures périmées, vides de sens et privées d'avenir.

Ce renouveau, c'est nous surtout qui le réclamons. Et quand nous voyons les replâtrages qu'on est prêt à nous offrir, nous refusons de compromettre notre foi dans de telles caricatures.

Les anciennes formations se plaignaient déjà d'être privées de la meilleure partie de la jeunesse. C'est le signe que notre décision n'a rien d'arbitraire. Mais si nous refusons de confirmer par nos adhésions la dispersion et

la médiocrité présentes, nous voulons rompre également avec une abstention justifiée, mais stérile.

Dès lors, assisterons-nous d'un côté à la mort par anémie des mouvements existants - de l'autre à une aventure sans avenir des jeunes privés d'expérience et de guides ?

Les "chances" de notre jeunesse sont liées à celles de nos aînés. Conscients de cette solidarité nous ne pouvons accepter de divorce mortel.

Conscients aussi du caractère irremplaçable de notre contribution à l'œuvre commune, nous entrons dans la seule voie du salut commun, appelant nos "maîtres" et nos aînés pour qu'ils viennent nous apporter, en retour, leur confiance et leur appui.

Le projet comporte une cinquième partie plus liée aux circonstances puisqu'elle était consacrée à l'action à entreprendre. Gilbert Dru y exposait ses vues sur la tactique et l'organisation du futur mouvement, insistant sur l'amalgame des jeunes et des aînés et sur la nécessité d'un travail et d'une structure de formation et de réflexion politiques "afin que soient dépassées les anciennes divisions idéologiques, surmontées les préférences secondaires, les particularités mesquines et réalisé un front commun de rénovation".

Le projet se terminait par un appel dont nous reproduisons la dernière rédaction écrite de la main même de Gilbert Dru quelques semaines avant son arrestation et son exécution.

Et cette fin prématurée et tragique a fait de ce texte le testament politique de Gilbert Dru (1).

Telles sont les grandes lignes de l'effort que nous avons à mener et les premiers fondements de son développement immédiat.

Ce message n'est pas un manifeste, mais une **introduction** à notre action, le **moyen** de l'entreprise concrètement, le **signe matériel d'une alliance** qui doit sans cesse s'élargir.

Sa seule conclusion sera la création de ces premières équipes, notre départ commun pour la plus belle des aventures.

Dès à présent nous demandons à ceux qui veulent en être les pionniers de se considérer comme **"engagés" au service du mouvement que nous allons créer ensemble.**

Dès maintenant une mystique doit sceller notre fraternité, la mystique du **"mouvement"**, qui, dans son sens plein, signifie pour nous **élan, nouveauté, don de soi.**

Une fierté, une foi, une fidélité - à faire partager autour de nous - celles de **notre mouvement**, au service de la France.

Gilbert DRU

(1) Ces passages en italique sont extraits du texte de présentation rédigé par Maurice-René Simonnet en 1964.

LE SOUVENIR DE GILBERT DRU

par Henri BOURBON

S'il est vrai que le visage et le cœur d'une nation, c'est le visage et le cœur de la Jeunesse, Gilbert Dru et Guy Mocquet, "celui qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas", ont été le visage et le cœur de la France douloureuse et résistante. Tout était pur alors... nous avions contre nous les sages, les puissants et la loi, nous avions raison. Le temps du courage et de la fraternité a passé, celui des prudences, des habiletés et des jeux parlementaires est venu, ou plus exactement revenu.

Dans une présentation (ô ironie) du dernier livre de Céline, Roger Nimier, déplorant la bassesse avec laquelle la Résistance est attaquée en 1957, remarque très justement : "Parce que leurs écrivains officiels furent insuffisants, des milliers de héros sont aujourd'hui mal connus des jeunes Français. Ils ne portaient pas d'uniforme et on les a habillés de mots ridicules." Gilbert Dru et Guy Mocquet ont été habillés du magnifique poème "La Rose et le Réséda" qu'Aragon leur dédia ; à cause de cela, peut-être survivront-ils dans la mémoire des jeunes générations.

Gilbert Dru fut arrêté le 17 juillet 1944 à Lyon avec son camarade Francis Chirat, militant ouvrier ; la Gestapo découvrit sur eux des papiers révélant une activité antinazie.

Ils venaient de participer à une réunion clandestine du centre de coordination d'action des résistants démocrates et chrétiens que présidait Maurice Guérin. On voulut les faire "parler". En vain. Ce fut la détention au fort Montluc. Dans la nuit du 26 au 27 juillet, une bombe explosa dans un restaurant de la place Bellecour fréquenté par les Allemands. Le 27 juillet à midi arriva sur cette place un camion contenant cinq otages. Parmi eux, Dru le jéciste, Chirat le jociste, et aussi un militant communiste. Au fur et à mesure qu'ils descendirent du camion les nazis les abattirent. Jusqu'à 16 heures, les cinq cadavres, les cinq martyrs, restèrent exposés au cœur même de la grande cité lyonnaise. Gilbert Dru avait vingt-quatre ans. Quelques semaines après, Paris, Lyon étaient libérés.

Et leur sang rouge ruisselle - Même couleur, même éclat - Celui qui croyait au ciel - Celui qui n'y croyait pas - Il coule, il coule et se mêle - A la terre qu'il aime - Pour qu'à la saison nouvelle - Mûrisse un raisin muscat.

Gilbert Dru avait été l'animateur avec Mandouze et Domenach des *Cahiers de Notre Jeunesse*. Fondateur des Equipes Chrétiennes de la Résistance de Lyon, et avec Maurice-René Simonnet du Mouvement "Jeunes Chrétiens Combattants". Il était en contact permanent avec un dirigeant de "Combat", Jean Gilibert. Il fut aussi l'un des responsables du *Témoignage Chrétien* clandestin,

et il influença de façon déterminante les travaux qui aboutirent à la création du M.R.P.

Le message rédigé par lui en 1943, sous le titre *Introduction à une action politique des jeunes Français*, exprimait les exigences de l'action novatrice à laquelle il rêvait, dans un style dont la parfaite tenue littéraire s'alliait à une pensée généreuse et ouverte, inspirée par la philosophie personnaliste, associant humanisme démocratique et humanisme chrétien :

"Nous voulons faire neuf, sain, efficace.

"Notre force, c'est celle-là même de notre âge, de notre jeunesse, c'est la possibilité, la promesse que nous apportons des ruptures nécessaires..."

"A nos aînés, nous avons à faire comprendre que nos chances sont liées, que nous avons besoin d'eux pour agir, mais qu'en retour nous leur apportons l'occasion de se retrouver avec nous sur un terrain neuf, de surmonter leurs déceptions passées, de se tourner avec nous vers un avenir qui est nôtre."

Propos qui évoquent ceux de Charles Péguy auquel Gilbert Dru réservait, parmi ses admirations, une place privilégiée : "Une révolution est de l'ordre de la jeunesse, de l'enfance même, et de ce qu'il y a de plus rare et de plus précieux quand on a le bonheur de pouvoir en trouver dans ce monde : la fraîcheur."

Si l'élan révolutionnaire de la Libération s'est si tôt brisé, n'est-ce pas, pour une part, parce que ceux qui s'étaient un instant rassemblés autour des idées exprimées dans le message de Gilbert Dru n'avaient pas suffisamment approfondi entre eux les conditions d'une insertion de fait de leur volonté renovatrice dans la réalité politique française du milieu du XX^e siècle, et que les difficultés rencontrées par la suite ont provoqué chez eux, malgré l'identité de leur inspiration, des réactions différentes, voire opposées ?

"Des martyrs comme Dru, écrit Domenach à juste titre, ne peuvent être monopolisés par aucun parti : bien au contraire, ils commandent et jugent les partis, et ils demeurent les critères irrévocables d'une fidélité."

Mais cette fidélité, héritage de la Résistance, n'atteste-t-elle pas l'existence, chez des hommes aujourd'hui séparés, de quelque chose qui dépasse la politique et dont la politique est malheureusement une expression trop souvent dégradée ?

"France-Forum" - n° 5 - Août 1957

N.B. : Ayant pris énergiquement position contre le STO les *Cahiers de Notre Jeunesse* furent interdits par le Gouvernement de Vichy.

LE MANIFESTE DU MOUVEMENT RÉPUBLICAIN POPULAIRE

Réuni pour la première fois en Congrès National, aux jours où s'achève en Alsace, par la victoire de nos armées, la libération du territoire national, le M.R.P. affirme sa volonté révolutionnaire.

Le M.R.P. estime que les exigences de la personne humaine et les nécessités de la grandeur nationale condamnent définitivement le vieil état de choses dont la transformation rapide et radicale apparaît possible dans une France renouvelée par la Résistance, la Libération et la Victoire, à condition que les citoyens sachent s'élever au-dessus des querelles d'antan, jusqu'à une attitude de grandeur et de hardiesse que justifie la vocation française.

NOUS VOULONS UNE RÉVOLUTION...

Nous voulons une Révolution qui permettra avant tout une élévation morale et spirituelle de l'ensemble des hommes.

Nous voulons une Révolution qui garantira à chacun le droit de vivre dans la sécurité et la dignité.

Nous voulons une Révolution qui fera de la démocratie politique et sociale une pleine réalité.

Nous voulons une Révolution qui donnera à la France les moyens de réaliser totalement sa destinée.

RÉFORMES DE STRUCTURE

Cette Révolution suppose des transformations dans la structure de l'Etat. La constitution nouvelle devra créer une République démocratique qui sache concilier l'autorité de l'Etat et la continuité indispensable de la politique gouvernementale avec le respect de la souveraineté populaire et de la liberté des citoyens. Les administrations publiques devront être modernisées et leur recrutement démocratisé.

Cette Révolution suppose une économie dirigée par un Etat libéré des puissances d'argent, ainsi que la nationalisation des industries-clés, des monopoles privés, et du crédit. Elle suppose également une participation des divers syndicats librement organisés à la direction de l'économie et à la gestion des entreprises. Elle suppose dans l'agriculture le développement de la coopération agricole sous toutes ses formes et dans la liberté syndicale.

LIBÉRATION DE L'HOMME

Cette Révolution suppose sur le plan social une organisation collective et complète de la sécurité matérielle de chacun, un nouvel aménagement de la propriété privée afin que ne soit plus possible l'asservissement de l'homme au capital, la garantie à tout travailleur d'un salaire minimum vital, la possibilité pour tous d'élever leurs enfants quel qu'en soit le nombre, des logements sains assurés à l'ensemble des travailleurs de la ville et de la campagne.

Cette Révolution suppose une participation de toutes les classes sociales aux richesses spirituelles et intellectuelles de la civilisation moderne et de la tradition française par un développement et une démocratisation de l'instruction ainsi que par le respect de toutes les forces morales, par l'organisation pratique de la liberté de l'enseignement, une accession de tous à des loisirs sains permettant le plein épanouissement physique, intellectuel et moral, un relèvement de la dignité familiale indispensable pour que les foyers français restent pour la patrie des sources de vie et de vertu.

DANS L'ORDRE ET PAR LA LOI

Cette Révolution, nous voulons la réaliser, sérieusement, dans l'ordre et par la loi, pour qu'elle soit réelle, efficace et durable et qu'elle obtienne l'adhésion de l'ensemble de la Nation. Nous savons aussi qu'elle exige un appui constant et éclairé des masses populaires et qu'une période prolongée de stricte discipline économique et de dur travail est indispensable.

Nous ne concevons pas cette Révolution sans que la souveraineté populaire ait pu s'exprimer librement en des élections loyales assurant une représentation exactement proportionnelle des diverses tendances politiques françaises. Aussi souhaitons-nous l'élection, aussi rapide que possible, d'une Assemblée Nationale, étant bien entendu qu'il ne saurait s'agir d'une Assemblée souveraine avant que le retour de l'ensemble des prisonniers et déportés ait permis des élections vraiment générales.

POURSUIVRE LA GUERRE

En attendant cette première consultation populaire, il appartient au Gouvernement du général de Gaulle, gérant provisoire de la République, de poursuivre la guerre avec une vigueur inflexible jusqu'à la victoire totale, de maintenir l'ordre public et le respect des lois républicaines, d'assurer rapidement, rigoureusement, et sereinement l'œuvre indispensable de justice et d'épuration, tant à l'égard des collaborateurs de l'ennemi et des traîtres de Vichy que des profiteurs de la misère publique, d'apporter d'urgence l'aide indispensable à toutes les victimes de la guerre (prisonniers, déportés, sinistrés, réfugiés, persécutés, veuves de guerre) et à leurs familles envers qui la Nation a contracté une dette sacrée, de provoquer par tous les moyens la reprise de la production agricole et industrielle tout en assainissant la monnaie, de prendre toutes les mesures indispensables pour que les puissances d'argent ne puissent à nouveau intervenir dans la vie publique et dans l'orientation de l'opinion, de reconstituer une grande armée nationale par l'amalgame de la glorieuse armée d'Afrique et des héroïques F.F.I. (1), de préparer avec tous nos alliés l'avènement d'un ordre international basé sur les principes de la sécurité collective et les exigences de la grandeur française.

AVEC LA RÉSISTANCE ET LE PAYS

Pour cette tâche, le M.R.P. ne conçoit ni de divorce possible entre le Gouvernement du général de Gaulle et les organismes de la Résistance, ni de rupture possible entre ceux-ci et l'ensemble du pays. Il souhaite que l'unité morale et organique de la Résistance puisse se maintenir à travers la diversité des courants politiques traditionnels. Il compte sur l'Assemblée Consultative pour sauvegarder l'unité étroite d'inspiration et d'action entre le Gouvernement, la Résistance et le Pays.

APPEL AUX RÉVOLUTIONNAIRES

Le M.R.P. ayant ainsi précisé sans équivoque son orientation fait appel aux hommes et aux femmes de toutes classes sociales, quelle qu'ait pu être, dans le passé, leur appartenance politique et notamment à tous ceux et à toutes celles qui ont participé à la Résistance et à la Libération, pour réaliser avec eux un parti politique véritablement neuf, animé par la volonté révolutionnaire du peuple français et au service exclusif de la grandeur nationale.

(1) *Forces Françaises de l'Intérieur (NDLR).*

LES SUCCÈS DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE EN EUROPE APRÈS 1945 : UNE NOUVELLE DONNE POLITIQUE

interview de Jean-Dominique DURAND

France-Forum — *Comment caractérisez-vous la nouvelle donne politique apparue en Europe au retour de la paix ?*

Jean-Dominique Durand : Dans les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, des partis démocrates chrétiens ont accédé au pouvoir, parfois durablement comme en Allemagne et en Italie, parfois d'une manière plus éphémère comme en France. Ils apportaient une donne nouvelle dans la vie politique intérieure de chacun des Etats concernés, mais aussi dans l'évolution de l'Europe dans son ensemble, en raison des relations tissées entre eux et de leur engagement dans la construction d'une Europe unie. Ils contribuaient d'autre part à accélérer certaines évolutions dans l'Eglise catholique.

Le changement du paysage politique est d'autant plus impressionnant que si, en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne, les chrétiens avaient déjà accédé aux responsabilités, le fait, au XX^e siècle, était nouveau en Italie et en France. En Italie, après le libéralisme à dominante anticléricale, et le fascisme, la *Democrazia cristiana* inaugura en 1948 ce que l'on a appelé "l'hégémonie catholique", au point que l'historien de formation libérale et catholique, Arturo Carlo Jemolo, a pu parler de "la réalisation surprenante d'un Etat guelfe cent ans après l'écroulement des espérances néo-guelfes". Cette hégémonie devait se poursuivre sans interruption jusqu'en 1992. En France, le Mouvement Républicain Populaire (MRP) rassembla le quart environ de l'électorat en 1946, et Georges Bidault comme Robert Schuman furent appelés à plusieurs reprises pour former le gouvernement de la IV^e République après que, de 1877 à 1939, les catholiques eussent été exclus de toute responsabilité majeure : Présidence de la République, Présidence du Conseil, ou Ministères de l'Intérieur, des Affaires Etrangères, de l'Instruction publique, de l'Agriculture.

Au plan ecclésial l'évolution n'est pas moins sensible. Konrad Adenauer parvint à imposer à un épiscopat réservé la pluriconfessionnalité, en réunissant dans un vaste rassemblement les composantes catholiques et protestantes, et à donner au nouveau parti, héritier du Zentrum, la CDU, l'image non plus d'un parti de défense de l'Eglise, mais celle d'un parti d'inspiration chrétienne, non cléricale, sachant résister aux exigences du Saint-Siège et de l'épiscopat, au risque d'apparaître, aux yeux de certains évêques, comme un *Säkularisant*, un laïciste. Pourtant, dans les convulsions du retour à la paix et de la reconstruction, les partis démocrates-chrétiens ont reçu de l'Eglise catholique une sorte de label officiel. Longtemps suspectés par Rome, minoritaires au sein du catholicisme, ils sont devenus des partis reconnus par la hiérarchie. L'observation se révèle particulièrement vraie en Italie, où l'Eglise soutint activement le retour à la démocratie ; le soutien au parti démocrate-chrétien (DC) reconstitué dans la clandestinité n'était pas déterminé à la Libération : il y eut des débats au sein même de la Curie. Mais, à partir de 1947, la doctrine de l'unité politique des catholiques l'emporta au profit de la DC. Le fait était très important, car il permit d'éviter pendant 45 ans que le vote catholique ne glissât vers la droite. Les partis démocrates-chrétiens apparaissaient alors à une Eglise inquiète de l'avenir comme une garantie, si ce n'est comme un moindre mal.

Pour cette raison le pontificat de Pie XII marque un tournant dans l'histoire de la DC. Avec les radiomessages de Noël 1942 et de Noël 1944, le pape avait défini une "vraie et saine démocratie". Désormais, la démocratie était acceptée, elle serait chrétienne - c'est-à-dire inspirée des principes évangéliques - et populaire au sens sturzien du terme, c'est-à-dire fondée sur la responsabilité et la participation des citoyens. L'Action Catholique restait chez Pie XII un élément essentiel du dispositif pour conquérir la société au Christ, mais dans le cadre

des sociétés démocratiques, elle était définie aussi comme le lieu de formation d'une élite capable d'assumer des responsabilités et de préparer les citoyens à prendre conscience de leurs devoirs et de leurs droits. Cette orientation nouvelle a certainement facilité le renouveau des partis démocrates-chrétiens. Ceux-ci pouvaient désormais afficher leurs références chrétiennes : si certains restèrent fidèles à la référence au popularisme comme en France avec le Mouvement Républicain Populaire, ou en Autriche avec l'Osterreichische Volkspartei, l'on vit fleurir les claires références : la Democrazia Cristiana Italiana, le Parti Social-Chrétien en Belgique, la Christlich-Demokratische Union en Allemagne, avec une tendance à la généralisation de ce type de dénomination, comme on put l'observer en 1970 avec la transformation du Parti Populaire Conservateur Suisse en Parti Populaire Démocrate-Chrétien (Christlich-Demokratische Volkspartei). Cette évolution par rapport au premier après-guerre peut s'interpréter comme une libération par rapport à la puissance romaine. Elaborés dans la clandestinité sans liens avec le Saint-Siège, mûris dans les combats de la Résistance et de la Libération, soutenus pour certains par une réflexion idéologique extra-ecclesiale dans les années d'avant-guerre, ils s'imposèrent au pape comme un fait accompli et surent profiter de ce nouveau discours tout en affichant une grande autonomie.

F.F. — *Quelle a été en France l'ampleur de la percée réalisée par le M.R.P. ?*

J.-D. D. — Fondé en 1944, directement issu des expériences démocrates-chrétiennes de l'avant-guerre, le Mouvement Républicain Populaire occupe dans l'histoire politique de la France une place singulière. Pour la première fois, le catholicisme politique dans son option démocrate-chrétienne parvenait à déboucher sur un grand parti, rassemblant jusqu'au quart de l'électorat : plus de 25 % des suffrages et 144 élus à l'automne de 1945, 28,2 % et 160 députés aux élections du 2 juin 1946, 25,9 % et 156 élus le 10 novembre 1946. Parti interclassiste, il sut séduire 18 % de l'électorat ouvrier. Ses équipes rurales et ouvrières étaient particulièrement actives, notamment ces dernières, animées par le syndicaliste Paul Bacon, ministre du Travail de 1950 à 1952, puis de nouveau en 1953-1954, 1955-1956, 1956-1958, et surtout après le retour au pouvoir du général de Gaulle, de juin 1958 à mai 1962. Il rassembla aussi le vote féminin, son électorat en 1951 étant à 60 % féminin. S'était concrétisée la prophétie de Georges Bidault en 1944, rapportée par Charles d'Aragon dans ses mémoires, *La Résistance sans héroïsme* : "les élections auront lieu dans quelques mois ; les femmes voteront. Nous serons cent à la Chambre et surtout n'oubliez pas : Au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit".

Le nouveau parti se situait au centre-gauche. Récusant, contrairement aux autres partis DC européens avec lesquels il ne recherchait pas une relation privilégiée, la référence confessionnelle explicite, le MRP soulignait en revanche sa spécificité républicaine et son acceptation

des valeurs de 1789. C'est sans doute ici que réside son importance : sa médiation a permis la reconnaissance définitive de la République démocratique par les catholiques français. Ses positions étaient hardies, prônant des nationalisations importantes et appelant de ses vœux "la révolution par la loi". Le Manifeste de novembre 1944 affirmait : "nous voulons une révolution. Cette révolution suppose une économie dirigée par un Etat libéré des puissances d'argent ainsi que la nationalisation des industries-clés, des monopoles privés et du crédit." Economie dirigée, planification, démocratie sociale réalisée à travers "des conseils dans lesquels les représentants de la profession librement désignés par les divers syndicats participeront à la direction de chaque branche de l'économie", telles étaient les grandes lignes de ce programme audacieux aux plans économique et social.

Mais le MRP ne fut jamais un parti de masse : se fondant sur ses archives, Pierre Letamendia a relevé 125 000 adhérents en 1946 et 29 000 dès 1949. Sur le plan électoral le reflux est venu, rapide et ample : 15 % des suffrages et 82 députés en 1951 ; 11 % en 1956 (71 élus) ; 11 % encore en novembre 1958, mais seulement 55 élus ; il ne lui restait plus que 8,9 % des suffrages en novembre 1962 et 37 députés.

L'on sait combien la culture politique française, une culture de la séparation de la foi, affaire personnelle, et de la chose publique, rend difficile l'émergence d'un parti se réclamant, ou simplement s'inspirant, du christianisme. Et malgré tous ses efforts pour se dégager de l'étiquette confessionnelle collée par ses détracteurs, le MRP a été en partie victime d'une certaine image cléricalle. En 1973, Etienne Borne devait en tirer une leçon dans *Démocratie moderne*, l'organe du Centre démocrate : dans le pays "qui fut celui de ses précurseurs et de ses pionniers la démocratie chrétienne, en dépit d'épisodes éclatants mais fugitifs sur le long terme, a éprouvé le plus de difficultés à s'insérer durablement dans la réalité politique".

F.F. — *Comment expliquer la faveur ainsi accordée par les électeurs aux démocrates-chrétiens, dans les pays européens autres que la France, d'abord ?*

J.-D. D. — En Belgique, la guerre et l'occupation ont accéléré des évolutions, mais sans provoquer une rupture avec le passé. Les catholiques engagés dans la résistance avaient le sentiment d'agir en lien avec leurs évêques. Ceux-ci surent éviter les compromissions. Comme en Hollande où les Eglises protestante et catholique eurent une action particulièrement courageuse, l'influence des chrétiens ne pouvait être remise en question.

En Allemagne, des catholiques, soutenus dans leurs convictions par l'encyclique de Pie XI *Mit Brennender Sorge* (1937), et des protestants de l'Eglise confessante en rupture avec l'"Eglise du Reich" soumise au régime nazi, ont su s'opposer au nom de leur foi à ce que la conscience chrétienne ne pouvait supporter, choisir d'obéir à Dieu plutôt qu'au tyran. Mgr Von Preysing, archevêque de

Berlin, Mgr Von Galen à Münster, Von Faulhaber à Munich, ont parlé courageusement ; plus de 300 prêtres catholiques allemands et autrichiens furent déportés à Dachau ; beaucoup ont payé de leur vie leur résistance : Bernahrd Lichtenberg, curé de la cathédrale de Berlin, le jésuite Lupert Mayer, les abbés August Ruf et Max Joseph Metzger, le pasteur Dietrich Bonhoeffer, grand théologien. Nombreux furent les laïcs à faire le sacrifice de leur vie, de Hans et Sophie Sholl avec Willi Graf, auteurs en 1942 des tracts signés "La Rose blanche", au colonel Claus von Stauffenberg. Des groupes s'étaient forgés sur la base d'une résistance spirituelle, tel celui de Kreisau autour de Helmuth James von Moltke, réunissant des personnes issues d'horizons politiques divers, et surtout des deux confessions chrétiennes.

Cette résistance d'inspiration chrétienne n'est pas à rattacher directement au courant politique de la Démocratie chrétienne, mais elle a préparé les trois voies de la relève par la CDU au lendemain de la guerre :

- comme en France, le courage de quelques-uns a permis d'effacer les compromissions, les complicités, les silences, les lâchetés de beaucoup ;

- la résistance spirituelle a permis des discussions approfondies sur l'Allemagne, l'Europe, la démocratie, l'État, l'organisation de l'économie, et bien d'autres problèmes qui allaient constituer les bases des réflexions programmatiques de la CDU ;

- la Résistance, les peurs, les souffrances, ont été le lot de catholiques comme de protestants : la reconstruction devait se faire sur un fondement interconfessionnel.

En Italie, le 5 juin 1944 à 18 heures, quelques heures après la libération de Rome, une foule immense se rassembla spontanément devant la basilique Saint-Pierre pour rendre hommage à l'action du pape Pie XII durant l'occupation ; toutes les tendances politiques y étaient représentées, les drapeaux rouges n'étant pas les moins nombreux. Cette manifestation était le signe du prestige dont bénéficiait l'Eglise, ce qu'a bien montré l'historien Federico Chabod qui comparait l'action du pape et des évêques à celle de leurs prédécesseurs au V^e siècle face aux "hordes germaniques". Après la chute du fascisme le 25 juillet 1943, l'armistice rendu public le 8 septembre, et l'invasion de la péninsule par les troupes allemandes, tandis que les autorités civiles et militaires italiennes s'effondraient et que l'occupant reconstituait le gouvernement de Mussolini sous le nom de République Sociale Italienne, l'Eglise assumait une fonction essentielle qui devait dans l'avenir se révéler déterminante. Elle fut présente aux côtés de la population, dans des conditions qu'il est faible de qualifier de désastreuses, alors que la Nation était abandonnée à elle-même dans un profond désarroi. Tandis que l'autorité civile légitime s'était bien souvent évanouie, toutes les autorités ecclésiastiques, du pape aux simples curés, étaient restées sur place. Elles étaient vite apparues aux populations désemparées, comme le seul recours, l'espoir : on en attendait protection, secours, aide, ravitaillement, informations sur les

êtres chers dispersés. La cure paroissiale, l'évêché, devenaient ainsi les points de passage obligés de tout un peuple. Le pape et les évêques retrouvèrent ainsi leur rôle antique de *Defensores civitatis*. Leur action fut déterminante dans l'organisation du ravitaillement et la distribution des aides aux victimes de la guerre, réfugiés, victimes de bombardements. La lutte contre la misère effroyable fut pour eux une préoccupation de tous les instants durant l'occupation comme après la libération.

Les évêques ne se limitèrent pas à porter secours. Ils protégèrent les persécutés, qu'il s'agisse des juifs ou des résistants, leur ouvrant les monastères et les évêchés, comme le fit Pie XII à Rome, intervenant auprès des autorités d'occupation pour empêcher des représailles. Ces actions, menées avec courage tant par les évêques, que par les curés ou les religieux, qui le payèrent souvent de leur vie, apportèrent à l'Eglise un prestige immense.

Les événements de 1943-1945, et surtout la manière dont l'Eglise d'Italie leur répondit, donnent la clé d'interprétation de la période suivante marquée par la victoire de la Démocratie chrétienne. Forte de son attitude et de son prestige, libérée de certaines compromissions passées avec le fascisme, elle pouvait aborder avec force et détermination la reconstruction du pays. Elle pouvait offrir une solution pour une reconstruction chrétienne ; comme elle avait offert le recours dans le désastre.

La solution devait émerger à travers le Parti démocrate-chrétien constitué dans la clandestinité par Alcide De Gasperi.

F.F. — Et en France ?

J.-D. D. — Pour préparer ces évolutions, fondamentale a été l'épreuve de la guerre et de l'occupation, car grâce à elle les démocrates chrétiens ont acquis une légitimité politique au regard des populations comme au regard des autres formations politiques, notamment celles de gauche. Ils bénéficiaient, à l'issue de la guerre, d'un prestige certain, mais aussi de l'effacement des partis modérés ou de droite, soit qu'ils aient été compromis avec l'occupant, soit qu'ils fussent tenus responsables de la défaite.

Jacques Fauvet faisait du MRP "l'enfant d'une tradition et d'un accident". C'est en effet au sein de la Résistance qu'une classe dirigeante démocrate-chrétienne s'est forgée. Parmi les premiers à réagir à la défaite, Edmond Michelet diffusa à Brive dès le 17 juin 1940 un tract où, reprenant Péguy, il s'écriait : "en temps de guerre, celui qui ne se rend pas est mon homme quel qu'il soit, d'où qu'il vienne et quel que soit son parti. Il ne se rend point. C'est tout ce qu'on lui demande". Les démocrates d'inspiration chrétienne étaient entrés en résistance dès Munich, et, quasi naturellement, ont poursuivi leur action la défaite acquise. L'itinéraire d'un Georges Bidault, des éditoriaux fulgurants de *L'Aube* à la présidence du Conseil National de la Résistance après Jean Moulin, est à cet égard exemplaire. Bien informés des réalités du nazisme avant-guerre, ils n'ont guère éprouvé la tentation de composer avec l'Etat vassalisé de Vichy,

alors que la Révolution Nationale séduisait la hiérarchie catholique. Aux avant-postes de l'opposition à Vichy et du combat contre l'occupant, nombreux sont ceux qui contribuèrent par la suite à l'essor du MRP. Ils étaient le plus souvent issus des organisations démocrates-chrétiennes ou des mouvements d'Action Catholique : Maurice Schumann, porte-parole de la France Libre, venait de la Jeune République, Pierre-Henri Teitgen, du Parti Démocrate Populaire, François de Menthon avait été président de l'Association Catholique de la Jeunesse Française (ACJF). En 1941, étaient créés sous l'impulsion des dirigeants de l'ACJF, particulièrement de Maurice-René Simonnet, les *Cahiers de Notre Jeunesse*, en référence à la revue de Péguy, *Notre Jeunesse*. Simonnet, secrétaire général de la Jeunesse Etudiante Chrétienne (J.E.C.) pour la zone non occupée mena une action intense avec d'autres, comme Gilbert Dru ou Jean-Marie Domenach, pour développer la résistance spirituelle. En octobre-novembre 1943, Gilbert Dru fonda avec M.-R. Simonnet le mouvement des Jeunes Chrétiens Combattants. Beaucoup de ces jeunes gens, comme Henri Bourbon qui devait par la suite diriger *France Forum* avec Etienne Borne, ont diffusé les *Cahiers du Témoignage chrétien*, élaborés à Fourvière par les pères jésuites Pierre Chaillet, Gaston Fessard, Henri de Lubac. Il n'est pas possible de décrire ici tous les engagements dans la Résistance tant ils ont été nombreux et divers. Leur importance dans l'histoire de la Démocratie chrétienne vient de ce qu'ils ont permis de contrebalancer les compromissions de la hiérarchie avec le régime, le caractère tardif des prises de position de certains évêques notamment contre les déportations des juifs, et leur engagement dans la Révolution Nationale, mais aussi la présence dans la collaboration la plus extrême de catholiques connus comme tels, comme le cardinal Baudrillard, Philippe Henriot ou Xavier Vallat. A la Libération, la réalité de la résistance chrétienne était indéniable.

Durant l'occupation les résistants chrétiens réfléchirent à des formules politiques pour l'après-guerre, dépassant le PDP. Dans l'été 1943, Gilbert Dru conçut à Lyon le projet d'un vaste rassemblement des démocrates d'inspiration chrétienne et de ceux de mouvance laïque en le fondant sur le personnalisme. Il prit contact avec Georges Bidault en qui il voyait un leader naturel. Celui-ci se trouvait au centre de plusieurs courants : ceux du jeune étudiant lyonnais, des anciens du Parti Démocrate Populaire (PDP) et ceux de *L'Aube*, les jeunes responsables de l'ACJF comme son ancien président André Colin, et Albert Gortais, Rémy Montagne. Des réunions eurent lieu en janvier 1944 à Paris, d'où sortit la décision de fonder un "mouvement" capable de rassembler l'ensemble des démocrates d'inspiration chrétienne, qui prendrait appui sur la masse catholique. En mars-avril 1944, A. Colin et M.-R. Simonnet rédigèrent le Manifeste du Mouvement Républicain de la Libération, s'inspirant des idées de Dru mais délaissant son rêve d'une sorte de travaillisme à la française. La Libération accomplie, le Mouvement Républicain de la Libération

fut créé ; il prit rapidement le nom de Mouvement Républicain Populaire (M.R.P.). En juillet 1944 Dru avait été fusillé par les nazis à Lyon avec son camarade jociste Chirat.

L'expérience de la Résistance a été décisive pour l'intégration des démocrates-chrétiens dans la société politique et leur rapprochement avec d'autres traditions. Jacques Maritain qui représentait le général de Gaulle aux Etats-Unis a remarquablement synthétisé cette observation dans l'un de ses messages radiodiffusés entre 1941 et 1944 par la *Voix de l'Amérique*. Le 7 octobre 1943, évoquant le 14 juillet qui "*nous rappelle aussi le malentendu cruel qui depuis un siècle et demi a tourmenté la conscience française, prise entre sa tradition chrétienne trop souvent confondue avec une politique réactionnaire, et sa tradition révolutionnaire trop souvent confondue avec une destructive philosophie de la vie*", il notait, après avoir rudement condamné le régime de Vichy, "*la résistance française a été l'occasion d'un rapprochement d'une importance extraordinaire, où les hommes de la Révolution française et les hommes de la foi et de l'espérance chrétiennes se sont reconnus. Ces chrétiens comprennent que l'inspiration démocratique procède en définitive de l'inspiration évangélique, si laïcisée, si déformée qu'elle ait pu être souvent. Ces démocrates comprennent que l'inspiration chrétienne peut faire des défenseurs indomptables de la liberté et des droits de la personne humaine*".

F.F. — Existe-t-il un dénominateur commun aux évolutions politiques constatées à cette époque en France et dans d'autres pays européens ?

J.-D. D. — Oui, l'accès aux responsabilités politiques d'une nouvelle génération. Émergeait en 1945, au sein du catholicisme particulièrement, une nouvelle génération qui considérait l'action politique, non plus comme souvent au début du siècle, comme une activité moralement suspecte, mais, ainsi que le disait Pie XI, comme l'expression de la charité, du dévouement, du service rendu au prochain. Cette génération avait fait son apprentissage de la vie sociale et du commandement dans les mouvements de jeunesse d'Action Catholique et dans le scoutisme. En France, déterminant a été le rôle de l'ACJF, de la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne), de la JAC (Jeunesse Agricole Chrétienne), de la JEC, qui se donnaient pour mission d'être les interlocuteurs privilégiés des gouvernements. Dans les pays qui ont pu préserver leur système démocratique entre les deux guerres, cette formation a pu toucher un très grand nombre de jeunes gens. Ailleurs, comme en Italie, les organisations d'Action Catholique, défendues avec ardeur par l'Eglise, ont été les lieux de réflexion et de préparation à l'après-fascisme.

Si l'on vit réapparaître après la guerre des personnalités déjà actives au lendemain de la première guerre mondiale, comme De Gasperi, Schuman, Adenauer, Van Zeeland, émergeait aussi une génération d'inconnus, issus des mouvements de jeunesse et de la Résistance. Le premier gouvernement du général de Gaulle en septem-

bre 1944 comptait ainsi cinq anciens dirigeants de l'ACJF. Cette nouvelle génération, incarnée en France par Georges Bidault, Maurice Schumann, Pierre-Henri Teitgen, en Allemagne par Ludwig Erhard, Hermann Ehlers, Gustav Heinemann, en Italie par Giulio Andreotti, Aldo Moro, Amintore Fanfani, s'appuyait sur une idéologie raffermissée par une expérience forte. Elle parvint à rassembler des partis de masse, unitaires donc recueillant l'électorat modéré, interconfessionnels, et laïcs.

Cette génération se trouva confrontée à l'expansion du communisme, dans les fourgons de l'Armée Rouge, à travers l'Europe orientale. Tout espoir de faire émerger de véritables partis d'inspiration chrétienne se trouvait ruiné dans les pays placés sous le joug soviétique. En revanche cette expansion a favorisé la mobilisation des

chrétiens soutenus par la condamnation sans appel du "communisme athée et intrinsèquement pervers" par le Saint-Siège, exprimée par l'encyclique *Divini Redemptoris* (1937) comme par l'excommunication des communistes prononcée par le Saint-Office en juillet 1949. Pour s'opposer efficacement au communisme, les catholiques devaient s'unir, ne cessait de répéter Pie XII. Dans le contexte de l'après-guerre, cette union allait profiter avant tout aux partis démocrates-chrétiens investis de la fonction de rempart contre la vague communiste.

Le Professeur Jean-Dominique Durand est l'auteur d'un livre qui doit être prochainement publié aux Editions "Complexe" (Bruxelles) : "L'Europe de la démocratie chrétienne".

DISPARITION DE "FORCES NOUVELLES", EFFACEMENT DU M.R.P.

par Etienne BORNE et Henri BOURBON

"Forces Nouvelles" qui était l'organe du Mouvement Républicain Populaire vient de cesser sa parution. L'événement nous concerne directement, non pas seulement parce que tel ou tel animateur de "France-Forum" appartenait aussi à l'équipe de "Forces Nouvelles", mais aussi parce qu'un périodique d'opinion, et d'opinion courageusement déterminée, a une importance et une signification que ne saurait mesurer, même si elle n'est pas négligeable, l'arithmétique de son tirage... Le M.R.P. était déjà en état d'hibernation, et il faut bien accorder que la fin de "Forces Nouvelles" accentuée encore et de manière peu réparable son effacement.

C'est avec un double sentiment de tristesse et de gratitude qu'à "France-Forum" nous pensons au combat qu'aura mené "Forces Nouvelles" sous deux Républiques dont aucune n'a pu ou ne peut correspondre à l'idée que se faisaient de la démocratie les républicains populaires. De novembre 1944 à septembre 1967 (sauf une interruption de 1947 à 1951) "Forces Nouvelles" a été, semaine après semaine, l'expression politique d'un courant de pensée qui remonte à Lamennais, Lacordaire, Ozanam, aux "abbés démocrates", qui va du Sillon de Marc Sangnier à la Jeune-République, au Parti Démocrate Populaire, au M.R.P., dont le "Manifeste" de Gilbert Dru avait été un temps fort, et dont les idées maî-

tresses se reconnaissaient aux "Cahiers de la Nouvelle Journée" de Paul Archambault, à l'"Aube" de Francisque Gay et de Georges Bidault, à "Politique" de Charles Flory et Hubert Beuve-Méry, et sans doute aussi à "Terre Humaine".

Faire un hebdomadaire engagé, loyal avec le parti dont on est l'interprète, fidèle aux valeurs qui donnent à ce parti ce qu'il a d'esprit et d'âme, faire front aux contestations en gardant, même et surtout dans la polémique, le respect de l'adversaire, le propos fait une ambition difficile à laquelle "Forces Nouvelles" n'a pas été inégal et qu'ont toujours maintenu à la hauteur qui convenait ses rédacteurs en chef successifs, Paul Bacon, René Plantade, Jean-Pierre Prévost, Annie Lombard.

Disparition de "Forces Nouvelles", effacement du M.R.P. ne doivent pas signifier que la pensée démocrate d'inspiration chrétienne a fait son temps en France. Cette pensée s'inscrit dans une tradition historique qui est née et qui a vécu contestée, au-dedans comme au dehors des frontières de la chrétienté, qui n'a cessé d'être éprouvée par maintes difficultés et tensions internes, qui s'est sans cesse démultipliée et opposée à elle-même et qui n'a jamais pu rassembler en une seule vaste entreprise, ni même faire toujours converger les formes

diverses de sa présence et de son action, témoignage d'esprit, éducation civique, combat social, engagement politique. A travers les vicissitudes et les contradictions, la pensée démocrate-chrétienne a changé le climat politique de la France et de l'Europe occidentale et contribué à donner à l'idée démocratique un contenu désormais acquis de tolérance et de dialogue dans l'organisation du pluralisme. Passé trop chargé de réalisations et de promesses pour que n'ait point d'avenir cette pensée démocrate-chrétienne qui ajoute à la permanence d'une inspiration peu épuisable cette autre richesse : les chances et les malchances d'une expérience sociale, politique, humaine.

Même si M.R.P. et démocratie chrétienne n'ont jamais exactement coïncidé, il y avait un rapport certain entre ceci et cela. Il n'est pas question de faire ici le bilan du M.R.P., à la fois positif et négatif, comme il apparaît au terme de toute entreprise humaine. Il suffira de remarquer que, né de l'unité des démocrates d'inspiration chrétienne qui avaient surmonté dans la Résistance cette dispersion qui était jusqu'alors leur fatalité, le M.R.P. n'a pas trahi l'idée démocrate-chrétienne, même si celle-ci a pâti de ses échecs et de ses insuffisances. Certes, les plus proches, par l'esprit, du M.R.P. perdent parfois leur sang-froid lorsqu'ils évoquent ses hommes et son passé. Modèle insurpassable de cet assez commun rituel d'exécration, les colères de François Mauriac, conséquences d'un trop grand amour promis à la déception par sa démesure initiale, et qui ajouteraient un cercle au plus profond de l'enfer de Dante pour faire expier l'inexpiable aux républicains populaires. Lyrisme polémique qui comporte plus de poésie que de vérité et avec lequel fait contraste l'équité judicieuse de René Rémond : "Sans absoudre ni ses erreurs ni ses faiblesses, l'histoire rendra justice à la part que le M.R.P. a prise au relèvement national, à la modernisation de l'économie, à la rénovation de la société. Si la IV^e République mérite sous plus d'un rapport d'apparaître au jugement de l'histoire comme une période d'initiatives fécondes, le mérite en revient largement au M.R.P..." Et parmi ces initiatives fécondes comment ne pas compter la mise en chantier de l'Europe, inséparable du nom de Robert Schuman ?

Pourquoi ce souci - à temps ou à contretemps peu nous importe - de rendre à cette place justice au M.R.P. ? Certes, parce que "Forces Nouvelles" ne saurait se disso-

cier du M.R.P. mais aussi, mais surtout parce que le M.R.P., ses instances, ses militants, ont voulu "France-Forum", favorisé sa création et l'ont assidûment aidé en lui apportant ce supplément de ressources sans lequel les plus inlassables dévouements ne suffiraient pas à faire vivre, même si alors elle se contente de peu, une libre revue d'idées. Concours qui était certes une politique, mais d'ouverture, et qui restait fondamentalement désintéressé, car, dans son indépendance, la revue était seule responsable de ses orientations et de ses attitudes, de sa recherche et de ses thèmes. Parce que, par contrat original et toujours respecté, était exclue toute ombre de sollicitation extérieure, nous avons pu faire de "France-Forum" un instrument authentique de culture politique et une sorte de moderne journal des débats de la démocratie française. Dire publiquement notre gratitude au mouvement politique sans lequel notre revue n'existerait pas n'est rien de plus qu'un hommage à la vérité. La même vérité et une semblable reconnaissance nous font un devoir d'ajouter que "France-Forum" n'aurait pu obtenir son audience et atteindre à ce qui fait son originalité propre sans l'amitié active de nombreux collaborateurs, appartenant à des familles politiques souvent très éloignées du M.R.P., voire opposées, et qui sont venus ici dans un esprit aussi de désintéressement et de liberté.

La disparition de "Forces Nouvelles" crée à "France-Forum" un devoir de vigilance critique à l'égard de l'héritage démocrate-chrétien qui ne saurait être ni dilapidé ni confisqué, et, puisque la démocratie d'inspiration chrétienne revit une saison de dispersion dans le centre et dans la gauche, dans le gaullisme et maints clubs et cercles, le devoir aussi de maintenir au service des uns et des autres les moyens de la reconnaissance réciproque. Il ne s'ensuit pas que "France-Forum", qui n'abandonne ni son style, ni ses refus, ni ses exigences, devienne une revue démocrate-chrétienne. "France-Forum" reste un laboratoire d'idées, ouvert largement à toutes les diversités de la pensée démocratique pourvu seulement qu'il s'agisse de pensée et qu'elles soient démocratiques, attentif à comprendre et à prévoir les mutations qui, sans raturer les vérités humaines fondamentales, changent dans la société politique les figures et les forces. Propos de culture et de liberté pour lequel nous avons plus que jamais besoin du concours de ces hommes libres que sont nos amis.

"France-Forum" - Octobre 1967

Faites connaître "FRANCE-FORUM"

CARREFOUR DE L'HUMANISME DEMOCRATIQUE

SUR LE M.R.P. : SOUVENIR SANS REPENTIR

par Étienne BORNE

Avoir été militant du M.R.P. n'est pas tout à fait déshonorant et devient même honorable pourvu qu'on l'ait quitté, de préférence avec un certain éclat, pour rallier le gaullisme ou rejoindre le socialisme. Mouvements politiques dont on est assuré que, quoi que fassent ou ne fassent pas gaullistes ou socialistes, ils n'apparaîtront jamais comme aussi malfamés que l'est devenu, dans notre imaginaire politique, le Mouvement républicain populaire. Comment dès lors me vanter d'une appartenance au M.R.P. qui fut du premier au dernier jour sans faille et sans remords ?

Il y a quarante ans le M.R.P. était entré dans la vie politique française, exactement par effraction, s'exposant aux soupçons de la sourcilleuse droite et de la vigilante gauche. Anniversaire qu'a marqué *la Croix* (du 28 novembre) en lui consacrant toute une page dont j'ai tiré une morale somme tout consolante. Car si je suis tenté d'apporter ici et là un contrepoint, j'ai découvert avec une certaine satisfaction que nous autres, anciens du M.R.P., nous n'y faisons pas aussi mauvaise figure que dans les discours culpabilisants que n'ont cessé de déverser sur nous les donneurs de leçons intellectuelles et spirituelles. Grâce soit donc rendue à cette heureuse synthèse grâce à laquelle je me sens moralement autorisé à me souvenir sans trop de repentir.

Militant du M.R.P. pendant deux décennies, j'ai ainsi appris que le loyalisme publiquement justifié d'un engagement, loin d'enchaîner la liberté, était, pour l'esprit, aiguillon et aliment. La fidélité catholique n'interdit pas d'avoir une philosophie de la religion philosophiquement avouable. Une analogie fidélité politique invite à une libre réflexion sur les idées et les valeurs en dehors desquelles les options tombent dans la platitude et la trivialité.

Je récusé ici l'allégation de partialité. D'abord la fidélité militante ne se confond pas avec une obéissance passive à des consignes d'appareil, et, s'il y a des circonstances où l'événement a montré que j'avais eu raison contre le M.R.P., il en est d'autres où la suite des choses prouve que le M.R.P. avait eu raison contre moi. Mais surtout j'ai la conviction qu'il faut être quelque part dans le monde pour bien juger du monde et savoir qu'il est autre chose qu'un spectacle. A siéger au plafond ou à établir du côté de Sirius une chaire d'illuminations et d'anathèmes, on se croit "mage ou ange" et on est la proie des errances rhétoriques. Tandis que les enracinements et les solidarités, reconnus et avoués avec leurs profondeurs et leurs limites, ne sont pas sans donner à une pensée politique substance et densité.

Le bilan de M.R.P. s'inscrit dans l'histoire. Il a fallu que les idées démocrates-chrétiennes fussent simultanément au pouvoir en Allemagne, en Italie et en France pour que K. Adenauer, A. de Gasperi et R. Schuman soient ensemble les pères fondateurs d'une Europe nouvelle, espace de paix et môle de résistance au totalitarisme. Et c'est en grande partie grâce au M.R.P. que les catholiques français, cessant d'être des émigrés à l'intérieur, se sont réconciliés avec la République. Le propos d'ouverture étant le même au-dedans et au-dehors, le M.R.P. n'est pas sans avoir préparé pour la question de l'école la solution d'apaisement qui, entrant, avec des vicissitudes diverses, dans les mœurs et la législation, est en train de réconcilier des traditions éducatrices, culturellement nécessaires l'une et l'autre, et toutes deux républicainement valables.

Parti de la IV^e République, cette mal-aimée, le M.R.P. a souffert de l'image sollicitée qu'une propagande partisane a donnée d'un régime dont le général de Gaulle avait

juré la perte et dont on n'a guéri les trop visibles défauts qu'en institutionnalisant des malfaçons de sens contraire. Confrontée aux deux défis de la reconstruction et de la décolonisation, la IV^e République a bien relevé le premier, mais elle s'est empêtrée dans les problèmes d'outre-mer et elle est morte victime de la guerre d'Algérie, c'est-à-dire des rébellions conjuguées contre elle des fellagas et de l'armée que les honnêtes républicains de la IV^e République ont été incapables d'honnêtement maîtriser.

La guerre d'Algérie, provoquant une déchirure dans la conscience nationale, a divisé les républicains populaires comme elle a divisé les Français. D'une décolonisation tragiquement manquée et qui fut l'épreuve commune de tous les partis de la IV^e République, il est injuste de faire porter la responsabilité au seul M.R.P. Le personnel politique, presque tout entier acquis à l'évolution, entendait, comme on dit actuellement à propos de la Nouvelle-Calédonie, rétablir l'ordre pour ensuite réformer. D'un mot, nos hommes politiques, qui s'essayaient à être des hommes d'Etat, ont été dépassés par le rythme révolutionnaire qu'a pris la décolonisation. Il est des textes de P. Mendès France ou de F. Mitterrand qu'il serait sacrilège de citer, mais qui montrent bien que l'illusion fut très généralement partagée.

L'autre péché capital du M.R.P. s'appellerait cléricanisme. Un parti d'inspiration chrétienne, en brouillant spirituel et temporel, ne pouvait que compromettre les Eglises et choquer la sensibilité française qui, dit-on, n'aime pas la confusion des genres. Or, si le M.R.P. était bien démocrate-chrétien, son tort, à mon sens, n'était pas de l'être, mais de n'avoir pas dit assez haut et clair qu'il l'était. Telle était au surplus notre constante faiblesse : nous étions trop sensibles à l'objection adverse, parfois avant même qu'elle ne soit formulée, confondant le

masochisme et l'ouverture à autrui. Faut-il encore redire que, dans l'expression "démocratie chrétienne", l'épithète n'a aucun sens confessionnel et en appelle seulement au respect et à la mise en œuvre d'un certain nombre de valeurs éthiques, liées au moins historiquement au christianisme ?

Nul au M.R.P. n'a jamais prétendu qu'on ne pouvait faire son salut, même politique, qu'au M.R.P. Dès les premières années du mouvement, les partis traditionnels sollicitaient eux aussi, comme il convenait, les suffrages catholiques et l'un des nôtres disait plaisamment : "Singulier parti catholique que le M.R.P., alors que les curés votent à droite, leurs vicaires pour la gauche *progressiste*, et que les évêques, pour se compromettre le moins possible après l'épisode vichyssois, votent radical". Et n'est-il pas savoureux que ce reproche rétrospectif de cléricanisme soit particulièrement cinglant dans la bouche de quelques chrétiens pour qui, en dehors de "l'opposition socialiste" et d'une théologie bénissant la lutte des classes et accueillante aux analyses marxistes, le christianisme serait en rupture d'évangile et se comporterait en ennemi des pauvres ?

Nullement pénitent, je me refuse à conclure à "l'échec politique global" de notre génération de démocrates-chrétiens. Imprudence qui nous a coûté cher, nous avons contredit une conception conflictuelle, passionnelle, des rapports entre la droite et la gauche, conception qui a la vie dure, a été plus forte que nous et à laquelle l'actuelle bipolarisation donne des chances accrues. Le javelot ne gît pas brisé à nos pieds, il a seulement été lancé trop loin pour le gros des mentalités et des idéologies. Qu'une main soit assez courageusement intelligente pour le reprendre et beaucoup, qui nous méconnaissent, s'apercevraient que nous avions balisé la bonne route.

"La Croix", 08/12/1984

LE MOUVEMENT RÉPUBLICAIN POPULAIRE : UN HÉRITAGE ET UNE LEÇON

par Maurice BLIN

Il y a cinquante ans, la France émergeait de la nuit de l'occupation. Le sursaut de la Résistance avait lavé l'humiliation de la défaite qui l'avait terrassée quelques années plus tôt. Ce temps d'épreuves et de ferveur à la fois est resté pour nous, les adolescents d'alors, une lumière dans laquelle a baigné toute leur vie. Cette ferveur, cette lumière, le Mouvement républicain populaire, un temps, devait l'incarner.

Il fut d'abord l'expression d'une rupture et d'un refus.

Comme bien d'autres, j'avais vécu dans un profond malaise les années qui devaient déboucher sur le séisme de 1940. Une classe politique en proie aux scandales, les émeutes de 1934 prémices d'une possible guerre civile, l'euphorie passagère suscitée par la victoire du Front populaire, les bruits de bottes au-delà du Rhin, de tout

cela se dégageait une impression confuse mais forte de désordre et de déclin. Un chiffre d'ailleurs la résumait. La France, épuisée par l'hémorragie de la Grande guerre, portant le deuil de ses 1 300 000 morts, comptait désormais moins de 40 millions d'habitants. Dans le même temps, à sa porte, l'Allemagne, la vaincue d'hier, étalait chaque jour un peu plus sa force et ses ambitions. Deux séjours, l'un dans la Rhur, l'autre dans le Berlin de 1936 qui avait vu son triomphe aux Jeux olympiques, m'avaient convaincu que tôt ou tard une telle disproportion éclaterait au grand jour. Pressentiment auquel la défaite de 1940 avait donné une tragique confirmation.

De ce désastre sans précédent, de la courte victoire qui l'avait réparé, j'avais cependant tiré trois certitudes :

- seule la rupture avec l'affrontement stérile où s'opposaient une gauche naïve et une droite bornée, telle que l'avait symbolisée la Résistance, pouvait rendre à la France l'unité qu'elle avait perdue ;

- seul un retour aux sources spirituelles et morales de son histoire, à commencer par la valeur fondatrice de la famille, pouvait lui rendre l'élan vital qui l'avait désertée ;

- seule la réconciliation avec l'Allemagne revenue de la chimère sanglante du nazisme pouvait mettre un terme aux guerres suicidaires qui avaient ravagé l'Europe.

*
* *

Cette foi, ces certitudes, tel fut le cadeau sans prix que l'histoire fit à ma génération. Le Mouvement républicain populaire en héritait et nous comptions sur lui pour le faire fructifier.

De fait, au communisme, fort du prestige de l'armée rouge et de la part qu'il avait prise dans la Résistance, il opposa son refus du totalitarisme sous toutes ses formes. Face aux conservatismes de droite et de gauche, responsables du prestige usurpé dont continuait de bénéficier le mythe de la lutte des classes, il se voulut au centre, lieu non de l'immobilisme mais du dépassement. Il puisait sa force dans les mouvements de jeunesse nés autour des années 30 dans le sillage de l'Action catholique et où ses responsables qui arrivaient à l'âge d'homme s'étaient préparés à servir le pays.

Ils s'y sentaient invités par le Général de Gaulle lui-même qui avait rassemblé autour de lui, sans distinction d'appartenance politique ou religieuse, tous ceux qui s'étaient battus pour libérer la France. Quelques années plus tard, l'un des leurs, Robert Schuman, lançait l'idée d'une Communauté du charbon et de l'acier ouvrant ainsi la voie à la réconciliation définitive de la France et de l'Allemagne. Cette initiative historique illustrait la vocation du Mouvement républicain populaire - faite d'audace proprement révolutionnaire mais aussi de réalisme - de bâtisseur d'avenir.

*
* *

Pendant un temps, nous avons pu croire qu'ordre et progrès, vision presque prophétique du futur et sens du concret, bref éthique et politique, allaient désormais cheminer de concert. Mais ce temps fut court. Le poids du Parti communiste au Parlement et dans les syndicats, l'illusion lyrique qu'il entretenait chez les intellectuels précipitèrent le retour à l'affrontement entre droite et gauche qu'on avait cru dépassé. La critique impitoyable du régime d'assemblée menée par le Général de Gaulle ébranla la confiance dans les institutions. Enfin les drames algérien et indochinois révélèrent la fragilité de principes pourtant profondément inscrits dans l'inconscient national, à savoir l'unité de la République et la légitimité de l'Empire face aux pesanteurs de l'histoire ou de la géographie. De ce point de vue, les événements de 58 marquèrent le retour et la victoire du réalisme en politique. La fin de la IV^e République sanctionna la fragilité, pour ne pas dire la vanité, de tout idéal dès lors qu'il ne parvient pas à se donner les moyens de s'incarner.

*
* *

Et pourtant, l'échec politique relatif du Mouvement républicain populaire ne doit pas faire oublier ce qu'il a apporté en France à la vie politique, je veux dire un certain souci de l'éthique. Elle seule peut lui donner un sens et une justification. Et ceci qui fut vrai hier l'est encore singulièrement aujourd'hui.

Il y a cinquante ans, nous nous étions dressés contre un totalitarisme qui menaçait les libertés. Aujourd'hui rôde un autre mal, né d'un excès contraire. Plus insidieux parce que masqué, il est peut-être plus difficile à combattre.

Nous sommes en effet nombreux à déplorer que le libéralisme soit sorti grisé de sa victoire sur le communisme. L'exaltation de l'individualisme, le retour du nationalisme, cette forme collective de l'égoïsme, mettent en péril le lien pourtant vital de solidarité entre les citoyens et les peuples. Et ce relâchement concerne au premier chef l'unité de l'Europe. La société civile elle-même - mais aussi le monde politique qui la reflète et la famille qui la fonde -, faute du ciment que constitue le respect d'un minimum d'éthique, voit renaître en son sein l'exclusion et la corruption. Deux formes d'indifférence aux autres qui peuvent lui être fatales.

Rien en effet n'est jamais acquis en histoire. Seule la vertu, au sens que Montesquieu après les Romains lui donnait, confère aux peuples la force de durer et de protéger l'homme contre lui-même. Certes, la politique est un art et, comme tout art, elle suppose le talent. Mais, comme tout art aussi, elle a besoin de règles, c'est-à-dire de principes.

Telle est la leçon que j'ai, pour ma part, tirée de l'aventure du Mouvement républicain populaire, de sa naissance et de son déclin.

Toute brève qu'elle ait été, ou peut-être parce qu'elle le fut, je n'ai jamais cessé de la méditer.

JACQUES MARITAIN - ÉTIENNE BORNE : UN DIALOGUE PHILOSOPHIQUE DANS LE SIÈCLE

par Philippe TREGUER

Dimanche 4 mai 1930, Meudon. Un jeune homme de 23 ans pousse rapidement le discret portillon d'un pavillon anonyme au 10 de la rue du Parc. Le modeste jardinet traversé, la porte d'entrée s'ouvre, accueillante, le nouveau venu est attendu. Il y a là, entourant le maître et la maîtresse de maison, l'Abbé Lallement, François Henry, Olivier Lacombe, Jacques de Monléon et Pierre Van der Meer. Etienne Borne retrouve chez les Maritain des visages connus. La petite équipe se retrouve cet après-midi pour une réunion d'études sociales. Aujourd'hui on réfléchit sur "la fécondité de l'argent". Ce n'est pas la première fois que Jacques Maritain rencontre ce jeune étudiant. Le 15 décembre 1927, il recevait une lettre de Jean Daujat lui faisant part du souhait de quelques-uns de ses amis de participer aux réunions d'études organisées chez lui par l'éminent professeur à l'Institut catholique de Paris ; parmi ceux-ci figuraient déjà Jean de Fabrègues, Maurice de Gandillac, Olivier Lacombe, Merleau-Ponty et Etienne Borne. La première rencontre des deux hommes remonte ainsi à la fin des années 20 et elle fait date pour Borne : elle marque le début d'une longue relation marquée par le respect mutuel dans une véritable amitié philosophique (1). Dès ces années, Etienne Borne côtoie les Maritain et les milieux intellectuels qui fréquentent leur pavillon. Rencontre décisive : il gardera le souvenir impérissable d'une époque et d'un lieu uniques où se rejoignaient l'intellectuel et le spirituel :

C'était la grande et belle époque où les Maritain, dans leur pavillon de Meudon, accueillent artistes et écrivains, peintres comme Severini, musiciens comme Lourié, romanciers comme Julien Green, des philosophes jeunes et moins jeunes, et parfois aussi étrangers au thomisme que Berdiaeff... Rien de moins académique et de plus engagé que ces rencontres, ces échanges, ces œuvres dont le Meudon des Maritain fut, avant les grandes catastrophes, le principe et la source (2).

E. Borne participe assidûment aux rencontres domi-

nicales de Meudon, intervenant même sur un thème tel que le travail, sur Lagneau, ou Blondel. Aux côtés d'O. Lacombe et M. de Gandillac, il se retrouve également aux réunions dites "ésotériques", qui étaient l'occasion de travailler à quelques-uns, autour des Maritain, sur des sujets plus difficiles. Il est impossible de comprendre l'importance de ces rencontres de Meudon si on les détache de leur contexte, de cette période de l'entre-deux-guerres qui vit, en France, une réelle effervescence philosophique et intellectuelle (3). Fidèles à la liberté des philosophes, les rencontres de Meudon, véritables "jours de soleil en France" (4), permettent ainsi que se confrontent et s'affrontent différents courants philosophiques, dans l'esprit d'ouverture de Maritain. Sous les auspices thomistes, Olivier Lacombe partage ses recherches sur l'Inde, Roland Dalbiez sur Freud, Etienne Borne sur Blondel :

Il a fallu que je lise dans la correspondance récemment publiée de Maritain et Mounier, "Venez à Meudon, dimanche prochain, il y aura une conférence de Borne sur Blondel", pour me faire souvenir que si à cette époque j'étais heureux et fier d'être introduit à Meudon, la pensée du maître de la maison n'était pas l'objet exclusif de mon attention, et que je commençais déjà à voir double, ce qui est en fin de compte plus blondélien que thomiste (5).

Au moment de leur rencontre, Maritain est déjà un maître écouté, un professeur admiré et un philosophe chevronné. Borne, quant à lui, est un jeune homme à l'avenir prometteur ; alors élève de l'Ecole Normale Supérieure, il sera reçu à l'agrégation de philosophie en 1930. Si Borne se reconnaît plus blondélien que disciple de Maritain, il n'en admet pas moins sa dette à l'égard du philosophe thomiste. Et il est bien vrai que, sur de nombreux thèmes, les accords entre les deux hommes sont nombreux. Ainsi, Etienne Borne voit dans la notion de personne, telle que la présente Maritain, une notion capitale dans la détermination de sa philosophie politique : une philosophie chrétienne de la politique est en

même temps une philosophie intégralement humaine. Borne rejoint Maritain pour convenir de la primauté de la personne sur sa communauté d'appartenance :

La personne est dans l'homme sa part d'absolu et de sacré et, aucune société à destination temporelle ne pouvant revendiquer ce double caractère, il faut donc poser d'abord qu'il n'y a de société que pour la personne et que la personne en tant que fin ultime est transcendante à toute société (6).

Pour Maritain, c'est seulement parce que la fin du corps politique est la recherche du bien commun et que celui-ci enveloppe des valeurs supra-humaines que la personne a en justice le devoir de risquer sa propre existence pour le salut du tout quand celui-ci est en péril (7). Il ne peut y avoir d'opposition entre le bien de la personne et le bien de la société. En effet, comme l'explique Etienne Borne,

La communauté a un bien spécifique qui lui est propre et auquel se trouve subordonné le bien de chaque personne individuellement considérée, et d'autre part le bien de la personne est d'une autre nature, parce qu'il touche à l'absolu et à l'infini, que le bien d'une communauté politique, laquelle est relative et finie (8).

Maritain défend l'idée d'une convergence entre le bien de la personne et le bien commun, dans un double refus d'un individualisme destructeur, qui conduirait à l'anarchie, et des théories de la raison d'Etat, portes ouvertes à tous les totalitarismes. Borne se montre pour le moins réservé quant à la réalisation pratique de cette convergence. Maritain, lui-même, reconnaît qu'il est douteux que le bien commun de la société politique se soit jamais vraiment réalisé dans les limites d'un groupe social particulier (9). Ce n'est en aucun cas, pour Borne, un constat d'échec qui dévaloriserait la conception personnaliste de Maritain. Sa mission propre de philosophe en politique n'est pas de fournir un manuel de recettes pour gouverner, mais plutôt, à la façon du prophète, de rappeler les principes et la fin poursuivie, au risque de devoir crier dans le désert :

Les idées de bien commun et de personne se rejoignent en prenant l'une et l'autre la forme d'une exigence critique et idéale à l'égard des sociétés et des nations telles qu'elles sont et que le philosophe siégeant dans Sirius appelle au double service de la personne et de l'universel. Ainsi se trouve sauvegardée cette convergence des vérités et des valeurs qui est, au terme, le caractère décisif de la philosophie politique de Jacques Maritain (10).

Etienne Borne base son engagement démocratique, sa défense des droits de l'homme, sur sa réflexion personnaliste et c'est tout naturellement qu'il trouve des arguments et des armes philosophiques dans la pensée de Jacques Maritain, philosophe de l'humanisme intégral :

Si la démocratie est la vérité de la politique et s'il faut une philosophie à la démocratie, cette philosophie ne peut-être qu'un humanisme intégral. Et l'humanisme n'est intégral que s'il est personnaliste (11).

Est-ce à dire que Borne était disciple de Maritain ? Si l'on envisage la dette philosophique du premier à l'égard du second, on peut le soutenir. Toutefois, Borne n'est pas à Maritain ce que Maritain est à saint Thomas : la relation disciple-maître n'est pas du même ordre. La rencontre avec Maritain a beaucoup compté dans l'œuvre de Borne, mais moins, semble-t-il, que celle avec la philosophie de Blondel, comme il le reconnaît dans le passage cité plus haut : *Je commençais déjà à voir double, ce qui est en fin de compte plus blondélien que thomiste*. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir tenté un rapprochement entre les deux philosophes dont il se voulait disciple ; mais ce fut en vain, Blondel et Maritain préférant camper sur leurs oppositions. Il ne reste alors à Etienne Borne qu'à tirer parti de cette divergence philosophique, à la transcender, à "philosopher de leurs désaccords" :

Et puisque les maîtres paraissent tant tenir à leurs désaccords, il n'y a d'autre issue pour qui tient à rester leur disciple qu'à faire philosophie de leurs désaccords eux-mêmes (12).

Quant à l'engagement politique qui convient au philosophe, Maritain et Borne ne se situent pas non plus sur la même longueur d'onde. Ils en ont tous deux une vision diamétralement opposée ; non pas sur le principe ou le fondement de l'engagement mais sur ses modalités. L'un comme l'autre se sont retrouvés aux avant-postes du témoignage courageux et de l'engagement solidaire au sein des "choses de ce monde". Cependant Jacques Maritain a toujours refusé de céder à l'engagement politique partisan, même s'il s'est souvent avancé très loin, mais ponctuellement, aux côtés de tel ou tel mouvement politique ; pensons à la période des manifestes, à sa lutte pendant la guerre d'Espagne, pendant la seconde guerre mondiale, à sa participation à des revues comme *Esprit*, *Sept*, *Vendredi...* A l'inverse Etienne Borne s'est retrouvé très tôt au côté de Marc Sangnier et du "Sillon", et, dès la Libération, il est associé à la création du M.R.P.

Pour christianiser la politique, Maritain compte sur de petits groupes, à la fois contemplatifs et actifs, dont le but sera d'infuser l'Evangile dans le monde, là où ils se trouvent, de proche en proche, usant de "moyens pauvres". La constitution d'un "parti chrétien" qui enrôlerait, sous sa bannière, tous les chrétiens, en se voulant le "parti de l'Evangile", celui de la bonne morale, ne fait pas partie des moyens pauvres aux yeux de Maritain. L'action politique du chrétien ne peut se faire qu'en vertu de sa foi, mais elle ne peut s'en prévaloir. La foi peut susciter et vivifier l'engagement politique ; en aucun cas, elle ne peut servir de caution morale. Ainsi rejette-t-il les formations politiques qui préfèrent l'action "en tant que chrétiens" à celle menée "en chrétiens". Il n'est peut-être pas complètement inutile de relire ce passage, si connu pourtant, d'"Humanisme intégral" :

Le chrétien se trouve engagé (dans le monde) de plus en plus, non pas en tant que chrétien ou membre de l'Eglise, mais en tant que membre de la cité temporelle, je dis en tant que membre chrétien de cette cité, conscient

de la tâche qui lui incombe de travailler à l'instauration d'un nouvel ordre temporel du monde (13).

Au crépuscule de sa vie, dans le "Paysan de la Garonne", Jacques Maritain a des mots très durs envers les partis politiques dits "chrétiens", à qui il impute l'échec d'une politique chrétienne. Sur cette position, Borne, le philosophe engagé aux côtés de la démocratie chrétienne française, cheville ouvrière des débuts du MRP, ne peut suivre Maritain, qu'il accuse de cléricanisme :

Le recours au prophétisme, l'attente de quelques poignées de chrétiens intégralement chrétiens capables de faire changer la face des choses par la pureté et la dureté du témoignage, n'est pas sans quelque contamination cléricale, et elle ne pourrait valoir que dans une de ces situations de détresse que le propre de l'action politique est de, d'avance, conjurer (14).

Quant au thème de la "Nouvelle Chrétienté" bien présent dans la philosophie politique de Jacques Maritain, il fournit, lui aussi, matière à divergences entre les deux hommes. Quand Maritain appelle dans "Primauté du Spirituel", *les hommes de ce temps (...) à une restauration intégrale des valeurs chrétiennes*, il connaît, dès 1927 et tout au long des années 30, une audience incomparable y compris chez Etienne Borne. Il ne s'agit pas, pour Maritain, de restaurer la chrétienté médiévale. Bien au contraire, quand il parle de nouvelle chrétienté, il parle d'un régime temporel dont l'inspiration animatrice serait chrétienne et qui répondrait aux circonstances historiques actuelles et futures. Il ne s'agit ni du christianisme, ni de l'Eglise, mais d'une certaine *réfraction du christianisme et de l'Eglise dans l'ordre temporel (15)*. *L'Evangile ne peut pas être au service de la civilisation*

chrétienne, mais il sert la civilisation chrétienne comme Jésus a lavé les pieds de ses apôtres avant la Cène (16) :

Au lieu d'être groupée et rassemblée, comme au moyen âge, dans un corps de civilisation homogène et intégralement chrétienne, mais limitée à une portion privilégiée de la terre habitée, il semble que l'unité de la culture chrétienne doive s'étendre maintenant sur la surface du globe, mais ne plus représenter en revanche que l'ordre et le réseau vivant des institutions temporelles chrétiennes et des foyers chrétiens de vie intellectuelle et spirituelle répandus parmi les nations dans la grande unité supra-culturelle de l'Eglise. Au lieu d'un château-fort dressé au milieu des terres, il faudrait penser plutôt à l'armée des étoiles jetées dans le ciel (17).

Pourtant, la guerre de 1939-1945 marque une rupture sans possibilité de retour qui suscite notamment, en 1950, "Feu la Chrétienté" d'Emmanuel Mounier. A cette date, le mot "chrétienté" paraît désuet à Etienne Borne, qui en fut pourtant un des promoteurs (18) et sa fortune historique ne va cesser de décroître. Pourtant en 1955, dans un hommage au Père Maydiou, directeur de la revue "La Vie Intellectuelle", Borne reconnaît y avoir adhéré :

Voilà lâché le mot important (de nouvelle chrétienté) qui explique notre avant-guerre : nous ne faisons pas seulement une revue, nous posions, et il faut redire les mots désuets et vieillots de notre cher langage d'alors, les pierres d'attente de la Chrétienté de demain (19).

Est-ce à dire qu'entre Maritain et Borne, tout ne fut que malentendu et désaccord ? On ne peut nier que le désaccord soit réel quant à leurs approches respectives de la philosophie. Le blondélien Borne ne pouvait se retrouver totalement dans le thomiste Maritain, même en "philosophant de leurs désaccords". Pourtant l'estime de Borne pour Maritain est bien réelle. Elle se fonde sur un accord réel dans les combats politiques. L'un comme l'autre, à leur manière, ont été des philosophes chrétiens engagés en politique, en vertu même de leur foi chrétienne, mais selon des modalités différentes. L'un comme l'autre ont su quitter leur tour d'ivoire pour interpeller leurs contemporains. Etienne Borne sait reconnaître ce que notre siècle doit au philosophe Jacques Maritain et, dans cette reconnaissance, se trouve le plus bel hommage.

Maritain a muni d'armes de lumière, et ce sont les plus pures et les plus fortes, ceux qui ont compris que la lutte contre les totalitarismes est le combat essentiel de ce temps ; sans jamais vouloir être un exemple, car cette union en un seul homme d'une générosité sans frontière et des inflexibles rigueurs de l'esprit est proprement inimitable, il a été pour beaucoup un modèle en prouvant par sa vie et par son œuvre que seule est libératrice la foi dans l'absolu (20).

A l'occasion de la mort de Maritain, dans un article de France-Forum, Borne parie sur l'actualité et l'avenir de sa philosophie, prévoyant (?) la fin prochaine de sa mise en quarantaine par les milieux intellectuels français :

La grandeur de Maritain est de s'être fait de bout en bout de son existence une idée intransigeante de la vérité, et d'avoir refusé les accommodements et les compromis. Aussi peut-on parier que, par delà les modes qui lui sont contraires, Jacques Maritain témoigne pour une possibilité permanente du christianisme qui appellera reprises et transpositions. Le temps emporte ceux qui ne croient qu'au temps - dont n'était pas Jacques Maritain (21).

Frère Philippe TREGUER, o. praem.
Abbaye Saint Martin de Mondaye

- (1) Les nombreux articles consacrés par Etienne Borne à Jacques Maritain, notamment dans les colonnes de France-Forum, témoignent des fruits abondants et généreux de cette longue relation.
- (2) E. Borne, "Jacques Maritain et son temps", France Forum, oct-nov. 1973, p. 17.
- (3) Cf. J.L. Loubet del Bayle, "Les non-conformistes des années 30 ; une tentative de renouvellement de la pensée", Paris, Seuil, 1969.
- (4) Sur Meudon, sur ce qui s'y est vécu, on ne pourra rien ajouter à ce que Raïssa Maritain en a dit dans "Les Grandes Amitiés" ou le "Journal de Raïssa" et Jacques dans ses "Carnets de Notes" (nouvelle édition chez DDB, coll. "Les Iles", Paris, 1994).
- (5) E. Borne, "Maritain-Blondel : philosophe sur un désaccord", France-Forum, avril-mai 1981, p. 24.
- (6) E. Borne, "La philosophie politique de Jacques Maritain", France-Forum, janv-fév. 1974, p. 45.

- (7) J. Maritain, "La personne et le bien commun", Oeuvres Complètes vol. IX, p. 213.
- (8) E. Borne, "La politique selon Jacques Maritain", art. cit., p. 46.
- (9) J. Maritain, "La personne et le bien commun", op. cit. p. 202-203.
- (10) E. Borne, "La philosophie politique...", art. cit., p. 46.
- (11) E. Borne, cité par H. Bourbon, dans "Etienne Borne philosophe engagé", France-Forum, avril-juin 1993.
- (12) E. Borne, "Maritain-Blondel : philosophe sur un désaccord", art. cit., p. 24.
- (13) J. Maritain, "Humanisme Intégral", Oe. C. VI, p. 427.
- (14) E. Borne, "Maritain-Blondel : philosophe sur un désaccord", art. cit., p. 29.
- (15) J. Maritain, "Des chances historiques d'une nouvelle chrétienté", Esprit, 01/10/1935, p. 101.
- (16) H. Bars, "La politique selon Jacques Maritain", Editions Ouvrières Paris, 1961, p. 193.
- (17) J. Maritain, "Le docteur Angélique, DDB, Paris, 1930, pp. 83-84.
- (18) Y. Tranvouez, "Catholiques d'abord, approches du mouvement catholique en France, XIX^e-XX^e siècles", Editions Ouvrières, Paris, 1988, p. 131.
- (19) E. Borne, "Souvenirs de l'autre temps", La Vie Intellectuelle, 8-9/1956, p. 105.
- (20) E. Borne, "La philosophie politique de J. Maritain", art. cit., p. 47.
- (21) E. Borne, "Jacques Maritain et son temps", art. cit., p. 20.

Les livres de nos collaborateurs et amis

François BAYROU

"Henri IV, le roi libre"

Ed. Flammarion

François FEJTÖ

"Joseph II"

Un Habsbourg révolutionnaire

Ed. Quai Voltaire

Hugues PORTELLI

"Les régimes politiques européens"

Livre de Poche, références

Pierre MOUSSA

"Caliban naufragé"

Les relations Nord/Sud à la fin du XX^e siècle

Ed. Fayard

Paul DELOUVRIER OU LA PASSION D'AGIR

Entretiens avec Roselyne Chenu

Ed. du Seuil

L'HOMME SANS HORIZON

par Charles DELAMARE

La fin du principat de François Mitterrand coïncide avec la fin d'une époque. L'articulation que l'on discerne instinctivement, chronologiquement, dans le passage imminent au XXI^e siècle ne peut que mettre en alerte les esprits les moins prévenus.

La deuxième guerre mondiale vient à peine de se terminer. Berlin, il y a un an encore, était occupée par les Alliés, contrecoup à la prise de Paris et à l'invasion de l'URSS. La controverse sur Vichy s'est rallumée dans une atmosphère de liquidation qui ravive dans un ultime retour de flamme tous les souvenirs, qu'ils soient bons ou mauvais. "A la fin de chaque grande époque, écrit Chateaubriand, on entend quelque voix dolente des regrets du passé et qui sonne le couvre-feu" (1).

Pendant la guerre, qu'elle fût chaude ou froide, s'était établi un certain type de relations entre les Etats et les personnes. A force de durer, dix ans, vingt ans, cinquante ans, elles auront imprégné les comportements de tous. Ces habitudes, si elles subsistent longtemps encore, produiront une sclérose des cerveaux. Elles empêchent de voir la réalité, comme on l'a perçu dans les semaines qui ont suivi la chute du Mur de Berlin. Un travail considérable reste à accomplir pour penser la transformation qui de proche en proche atteint tous les domaines de l'activité humaine. Il ne sera pas possible de se débarrasser des problèmes que pose une telle mutation en se contentant de déclarer qu'il s'agit d'un "tournant de l'histoire". Déjà, Péguy écrivait à la fin du siècle dernier : "les politiciens nous veulent arrêter à tous les instants de l'action, sous prétexte que cet instant est justement un tournant de l'histoire. Nous savons ce que c'est que leur histoire qui tourne tout le temps ; c'est une histoire de chevaux de bois" (2). Le monde n'est pas une fête foraine. Il est souhaitable de prendre du recul par rapport aux chamailleries électorales pour tenter de mettre en perspective les changements qui nous attendent de l'autre côté de l'An 2000. S'endormir sur le mol oreiller de la paix perpétuelle (ou sur celui de la fin de l'histoire) est pour le moins imprudent quand on admet avec Ionesco que "tant que l'on ne nous garantira pas l'immortalité, nous ne serons pas comblés et nous nous haïrons les uns les autres, malgré le besoin que nous avons de nous aimer" (3).

Compte tenu de cette donnée regrettable, l'avenir apparaît aujourd'hui d'autant plus menaçant que les

références antérieures ont disparu en grande partie. Sans tomber dans le travers de la divination, il nous faut tenter d'au moins baliser les changements que l'on peut repérer tant en ce qui concerne la société que la civilisation. "Où est l'horizon ?" doit se demander l'habitant du XX^e siècle finissant que les médias entourent d'un nuage de violence, de superficialité, d'érotisme passif.

LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

La perspective tracée en 1970 par MM. Delors et Chaban-Delmas a trouvé sa réalisation, mais d'une manière assez différente de celle qu'imaginaient les auteurs de cette formule. Tout d'abord parce qu'elle s'est manifestée de la manière la plus spectaculaire au niveau international et parce que les modifications fondamentales dans l'équilibre entre les Etats ont conforté, si ce n'est suscité, la transformation à l'intérieur des pays. La Société des Nations a bouleversé les sociétés des nations. Que l'URSS soit tombée dans les poubelles de l'Histoire (dont ses thuriféraires ont si souvent menacé les sceptiques) ne peut avoir que des conséquences comparables à l'écroulement de l'Empire napoléonien qui a marqué tout le XIX^e siècle.

Du centre de la Révolution irradiaient des idées qui ont brusquement pâli jusqu'à l'insignifiance : la lutte des classes, l'émancipation des peuples du Tiers Monde par les armes, l'inéluctable disparition du capitalisme. L'orme puissant du marxisme se dessèche jusque dans ses racines les plus profondes : Rousseau, Hegel, Feuerbach. Le combat politique à l'intérieur de chaque pays en est modifié substantiellement. Les communistes se réclament désormais du socialisme démocratique en Allemagne, en Italie, en Hongrie, en Espagne. Sauf en France où ils sont restés bouche bée. L'affrontement classe contre classe n'est même plus évoqué. Quant à la bourgeoisie, elle a perdu son haut-de-forme et son cigare dont la fonction évidente consistait à lancer des bouffées d'arrogance à la face du prolétariat. Les mouvements de libération du Tiers Monde n'en continuent pas moins leurs guérillas. Mais ils se sont mis à leur compte qui est de plus en plus à demi avec les mafias et les trafiquants de drogue. Le banditisme est redevenu ordinaire. Seul l'islamisme continue à recouvrir la violence d'un foulard idéologique avec un succès croissant au fur et à mesure que décline la prédication marxiste. Sur la table rase du passé, un seul traiteur assure le service dans tous les pays du monde : le libéralisme. D'où le sentiment, un peu

prématuré, qu'il est là pour toujours. Mais peut-il survivre sans structures sociales fondées sur autre chose que la recherche du profit ou, pour parler de manière plus économiste, de la maximisation de l'utilité personnelle ? Schumpeter a expliqué que cela n'était pas possible et que le capitalisme triomphant sans retenue courait à la catastrophe. Nous sommes maintenant dans une telle situation. Que l'affrontement des classes sociales se soit apaisé, sinon évanoui, n'est pas le meilleur signe de santé pour le système économique. La bourgeoisie, tant décriée, était devenue, après la noblesse, le fournisseur attitré des officiers, des prêtres, des professeurs, des économistes, des magistrats, des administrateurs, grâce à l'altruisme desquels les mécanismes du commerce et de la finance tournent dans la régularité et l'honnêteté indispensables au capitalisme. On voit bien aujourd'hui en Russie que l'absence d'un tel cadre juridique et moral paralyse le développement d'une économie libre.

Dans la conception du Schumpeter, ce qui allait manquer, c'était l'esprit des castes dirigeantes attachées aux régimes monarchiques. Il avait en mémoire fraîche l'harmonieux équilibre de l'Empire austro-hongrois, où une administration impeccable assurait à huit ou neuf peuples différents et opposés un traitement d'une équité relativement correcte. Dans les Etats nationaux, la bourgeoisie a repris des mains de la noblesse le service du Prince, devenu celui de l'Etat. La guerre froide en forçant l'Europe occidentale à se coaguler a amené un déclin des nations, ce qui met en cause le dévouement, assez largement désintéressé, à la fonction publique. Qui se fera tuer pour les règlements de Bruxelles ?

On répondra que la lutte contre la corruption en Italie, puis maintenant en France, montre que les juges continuent à assumer avec courage et désintéressement les devoirs de leur charge. Il n'est pas surprenant que leur action se déploie justement (c'est le cas de le dire) dans le domaine qui relie l'armature politique et sociale au monde des affaires. Proclamant ainsi l'exactitude de l'analyse schumpeterienne, ils trouvent l'appui (décisif en Italie, naissant en France) d'une opinion publique attachée à une conception de la société où la démocratie doit primer l'économie. C'est-à-dire à peu près le contraire de l'analyse marxiste. Est-ce une illusion ? Est-ce qu'après une feinte révérence aux grands principes les puissants intérêts particuliers ne vont pas reprendre le terrain qu'ils auront provisoirement abandonné ? On peut le craindre si la chevalerie d'Etat n'est plus nourrie par une civilisation dépassant les us et coutumes du monde marchand. Le capitalisme est né au XVI^e siècle de la rigueur calviniste, non pas de la munificence papale. Si tout le monde cherche son propre intérêt sans se soucier du bien commun, les mécanismes économiques, les "grands équilibres" de la monnaie, de la balance des paiements, de la concurrence internationale viendront se substituer aux grands idéaux de l'humanisme et de la démocratie. Si le marxisme s'est effondré, ses critiques existentielles à l'égard des fatalités de la production et des échanges demeurent. La domination sans partage des comptables internationaux annonce-t-

elle une nouvelle civilisation ou la mise au rencart de cette notion même ?

LE PROBLÈME DE LA CIVILISATION

La fin de l'époque d'après-guerre coïncide actuellement, pour reprendre la distinction de Péguy, avec celle d'une période, espace de temps beaucoup plus long sur lequel se détachent des moments de plus ou moins grande intensité. Depuis le XVIII^e siècle, la civilisation occidentale a été pénétrée par la philosophie des Lumières. Un mot la résumait : le Progrès. Depuis plus de deux cents ans, les Européens et les Américains étaient persuadés que tout irait mieux demain qu'aujourd'hui :

"Et chaque jour surgit une clarté nouvelle,
Et le penseur épie et le hasard révèle...
D'heure en heure on découvre un peu plus d'horizon.
Comme un coup de bélier au mur d'une prison,
Du genre humain qui fouille et qui creuse et qui sonde
Chaque tâtonnement fait tressaillir le monde...
Vie ! Idées ! Avatars bouillonnants dans les têtes !
Le progrès, reliant entre elles ses conquêtes,
Gagne un point après l'autre, et court contagieux,
De cet obscur amas de faits prodigieux..." (4).

Bien peu échappaient à cette idéologie. Elle multipliait les preuves de véracité par des miracles : l'électricité, l'avion, l'énergie atomique, la pénicilline, ... Le libéralisme aussi bien que le communisme adhéraient à ce dogme. Le progrès se lit dans les taux de croissance. Il s'étend aujourd'hui au Sud-Est asiatique après avoir conquis le Japon.

Lorsque le Produit National Brut stagne ou régresse légèrement, tous les commentaires se concentrent sur ce malheur. D'où vient cette fièvre d'accumuler ? De Dieu répond la Bible qui attribue à Jéhovah le mot d'ordre "Croissez et multipliez". L'idéal des Bédouins qui sillonnaient les déserts de Judée en se prenant pour des Hébreux se perpétue dans les colonnes du "Financial Times". En réalité, c'est la Nature ("Natura sive Deus" (5), comme disait Spinoza) qui pousse d'un même élan à la reproduction de l'espèce aussi bien les grenouilles que les coléoptères et que les glorieux grands-parents annonçant dans le carnet mondain du Figaro la naissance de leur 23^e petit-enfant.

La plupart des religions reprennent en les amplifiant les commandements de la germination. De ce point de vue, Jean-Paul II en condamnant l'avortement ne diffère pas de son prédécesseur, le Pontifex Maximus, qui officiait aussi il y a deux millénaires sur les bords du Tibre.

La révolution industrielle n'a pas changé l'objectif, mais a renouvelé les méthodes. Les éleveurs de chèvres et de chameaux ont fait place aux industriels et chercheurs. Ces derniers visent à la production des choses, non plus à l'accroissement des êtres humains ou animaux. Mais les héritiers de l'ancienne doctrine continuent à raisonner comme les auteurs de la Bible, préoccupés de leur descendance, de leurs récoltes, de leurs belles-filles et des disputes entre les enfants nés de mères différentes. La

récente réunion du Caire sur la population mondiale montre qu'un changement capital est en train de s'accomplir. L'exemple du Rwanda indique où vont les populations, notamment africaines, dont l'expansion sur un territoire restreint conduit aux génocides réciproques. La limitation des naissances est devenue l'urgence numéro un de la planète, en contradiction avec les enseignements millénaires des religions et les préjugés natalistes des familles. Les lamentations sur le déclin démographique de ces anciennes couveuses à bébés que furent l'Italie, l'Espagne, la Pologne, l'Ukraine et même la France, ne coïncident nullement avec la nécessité non seulement d'arrêter la croissance démographique, mais probablement de revenir en une longue étape vers un peuplement de la Terre comparable à celui que nous connaissions vers 1900. Le raisonnement des nomades sémites ou des paysans vietnamiens n'est plus adapté aux besoins de notre monde clos, communiquant de toutes ses bouches bavardes. Il faut être animé d'un nationalisme comparable à celui des rats pour souhaiter l'accroissement des gros bataillons, quelle que soit la misère à laquelle on condamne les générations futures. Pourvu que l'on puisse se targuer d'être plus nombreux que le voisin ! La chute démographique constatée en Europe occidentale et, depuis la fin du communisme, en Europe orientale est-elle le fruit d'une aberration, comme le suggèrent les mécanismes intellectuels découlant du dressage millénaire à la voix de la Nature ? Ou bien est-ce le prodrome de la nouvelle civilisation ? (6). Le fait même que soit remis en question le ressort par excellence de la croissance, celui du grossissement démographique, amène à se poser une quantité de questions.

Le progrès scientifique ou technique ne sera pas bloqué, puisqu'il se propage à partir d'une mobilisation des cerveaux qui est encore loin d'être générale. Mais il est indubitable qu'une certaine alacrité due à l'arrivée en masse des nouvelles générations va s'estomper. Alfred Sauvy l'a bien expliqué, sans voir suffisamment qu'à un certain moment la mécanique biologique devait inévitablement être stoppée et qu'il faudrait alors non seulement s'en féliciter, mais aussi imaginer par quoi l'humanité pourrait la remplacer. Partout, le changement de civilisation pose le même problème de fondement légitime.

Tant que les pouvoirs publics s'appuyaient sur la nature (*sive Deus*) ils maniaient avec la même certitude le sceptre de la Justice et le glaive du bourreau. Le droit de tuer les mauvais constitue un des attributs principaux du pouvoir. Même la V^e République (et on ne le sait pas assez) est instituée sur le fait qu'un seul homme (mais élu pour cela au suffrage universel) a le pouvoir de déchaîner la foudre atomique et de tuer au moins 100 millions d'ennemis quelques minutes avant que tous les Français soient réduits en cendres, si l'on avait un gros (très gros) contentieux avec une grande puissance atomique.

Saint-Just, malgré sa jeunesse, avait bien situé le problème en déclarant (avec le renfort de Corneille) : "Nul ne peut régner innocemment". Même si la peine de mort

a été abolie, la Justice reste déterminée par ce pouvoir de placer dans le néant carcéral pendant de longues années les ennemis de la tribu. Mais au nom de quoi ou de qui ? Quand Dieu prêtait sa toute-puissance aux éphémères que sont les puissants de ce monde il n'y avait pas de doutes plus angoissants que ceux décrits par M. Giscard d'Estaing dans ses Mémoires. Des problèmes de réveil ! Mais, à partir du moment où toute une civilisation adossée sur un compromis avec la Nature s'effiloche, il est probable que les mécanismes traditionnels fonctionneront de moins en moins bien. Avant de s'arrêter définitivement, si on ne les a pas remplacés. Voilà une nouvelle bien étrange pour tous nos médias. Sans une civilisation avec toutes les complications que recèle une telle notion, il est à prévoir que les institutions de notre temps perdront peu à peu leur raison d'être. La société aura-t-elle encore une forme discernable ? Sera-t-elle éparpillée en de multiples centres de référence ? Le Progrès n'intéresse plus les masses. Il correspond à un effort trop collectif, trop diffus et aux effets trop différés pour apporter réconfort et espoir aux individus qui se dissimulent le mieux qu'ils peuvent (avec des médicaments, des émissions télévisées et des appels aux nécromanciens) le fait inéluctable qu'ils vont mourir. La "middle class" généralisée n'a plus de grandes ambitions, ni de grands espoirs. La phrase de Céline annonce son destin : "la vie de gens sans moyens qui n'est qu'un long refus dans un long délire" (7). La vie éternelle ne se profile plus, pour la plupart, à l'horizon de l'existence. La promesse du Progrès constant s'est éteinte. Elle tourne au ridicule. La licence, officialisée en mai 1968, fait de l'existence un court fleuve tranquille divaguant au milieu d'une plaine d'indifférence. L'homme sans horizon, assujéti aux forces économiques, accepte le chômage ou la retraite anticipée, comme les accidents de la route. Il ne reste attentif qu'à ses humeurs personnelles, à l'écoute de sa tension cardiaque ou du moteur de sa voiture, sourd aux élans spirituels. La fin d'une période recoupant par un hasard apparent la fin d'une époque produit cette impression d'épuisement, cette tendance au repliement, "car tout un siècle s'ébruitait dans la sécheresse de sa paille" (8). Au-delà d'une délectation morose, aperçoit-on les relais de la société et de la civilisation expirant aujourd'hui à petite vitesse et à petit bruit ?

LA "BONNE" SOCIÉTÉ

Toute société n'est que le reflet, s'estompant de plus en plus lorsqu'il s'éloigne du centre, de la "bonne société", celle des initiés, celle des dirigeants.

Par référence à elle, des catégories d'aspirants s'efforcent d'occuper une place plus rémunératrice que celle trouvée dans leur berceau. Pierre Bourdieu et son école ont soigneusement classé les stratégies des différents groupes ainsi que la panoplie des signes permettant de tracer le parcours des familles au milieu du paysage social (9). Notre pays a collectionné les supériorités usurpées, depuis nos ancêtres les Ligures. Les tranches de domination successives sont empilées les unes sur les autres. Elles aboutissent à la construction sociale la plus

hiérarchisée d'Europe. On imagine mal son démantèlement. Les dynasties bourgeoises s'arc-boutent entre le passé et l'avenir. "Mon grand père Onésime a fort bien connu votre tante Berthe. Ils étaient parents par les Boulet...". Ou bien : "Mon petit-fils Gaspard est tout le portrait de mon cher grand-oncle Brandon. Il fera l'X..." Qui n'a pas entendu des conversations de ce genre dans ces déjeuners solennels où les différents clans égrènent inlassablement l'histoire de leur sang sans se préoccuper de leurs voisins attelés à la même tâche de célébration, porteuse du même ennui ? La société française est verticale, dressée dans un touchant effort pour dominer le temps et s'y nicher dans l'autosatisfaction. D'où l'appétit anachronique pour les vieilles pierres, les vieux meubles, les vieilles badernes et les vieilles lunes. Ces manies ne tireraient pas à conséquence si elles n'avaient pas pour effet de fragmenter les rapports sociaux et d'isoler les individus en une multitude de cellules. Il en résulte ce manque de souplesse et de capacité d'adaptation qui fait les délices de nos romanciers. Au moment où l'évolution induit un changement de période, il est inévitable que se modifie cet ancien état de choses. De verticale, la société française va devenir horizontale, c'est-à-dire que ses membres se préoccuperont davantage de leurs co-vivants que de leurs ascendants ou descendants. Les individus ont pris conscience de leur précarité, de leur destin d'éphémères beaucoup plus vivement qu'autrefois. Parce que Dieu s'est éloigné d'eux, qu'ils sont sceptiques à l'égard du Progrès, qu'ils se sont détachés des valeurs patriotiques, ils savent qu'ils sont seuls dans leur tiède bouillon permissif. Ils auront de plus en plus envie de se tourner vers ceux et celles qui partagent la tranche de temps, la tranche de vie qui leur est accordée, inexplicablement. Mais ils n'osent. La solidarité n'est pas encore entrée dans les mœurs, sinon par le biais d'un impôt. Elle prend son origine dans l'idée que les êtres humains vivant en même temps que nous nous sont infiniment plus proches que ceux nous ayant précédé ou devant nous suivre. Parce qu'on peut les toucher physiquement, moralement. Seuls existent nos contemporains. Il est impératif de ne pas craindre de les rencontrer, de leur parler, de les saluer, de les reconnaître. Ces idées mijotent depuis des siècles. Elles ont perdu beaucoup de terrain avec l'urbanisation. Dans les circonstances actuelles, elles signifient que des initiatives s'imposent au plan de la politique, de l'éducation, de la pensée. Il faut qu'il paraisse vraiment scandaleux que, dans cette Union Européenne aussi riche que les Etats-Unis, des millions d'hommes soient exclus par le chômage ou la déchéance. Le sursaut nécessaire à la mise en œuvre des mesures concrètes pour mettre fin à cette situation ne proviendra pas de la grande classe moyenne et encore moins des mécanismes économiques. Elle sera le fait d'une partie de ces groupes humains qui, dans chaque pays d'Europe, perpétuent ou raniment le culte des valeurs anciennes imprégnées de religion, de patriotisme, de dévouement à la chose politique. Une fusion, ou plutôt un rapprochement, s'opérera entre ces groupes et des personnalités venant d'autres horizons pour prendre en charge les problèmes que nous héritons de la période antérieure.

Parce qu'elle n'est pas homogène, parce qu'elle est multinationale, l'Union Européenne ne peut pas exister seulement comme un grand marché. Elle exige en permanence des efforts d'ajustement. C'est pourquoi elle suscitera l'apparition d'une nouvelle classe de dirigeants animés de la volonté de faire communiquer entre eux les différents compartiments de cet immense ensemble et de les maintenir dans la bonne direction.

Une nouvelle classe d'hommes éclairés au service du nouvel Empire est en train de se constituer.

Un changement d'époque se caractérise par le fait que l'on a battu à nouveau les cartes et que l'on reprend les problèmes dans une donne différente. L'Union Européenne entraîne le recyclage des sociétés nationales qui la composent. Inévitablement. Les institutions resteront aussi vivantes que des indicateurs de chemins de fer si des groupes d'individus ne prennent pas des résolutions et des initiatives pour les utiliser en vue de diriger l'énorme machine de l'Union vers un but qui la transcende. L'Europe a besoin d'hommes durs, l'Europe a besoin d'une autorité, l'Europe a besoin d'ordre. Elle ne le sait pas encore, mais cette conception exigeante et ambitieuse couve déjà dans quelques cerveaux hardis. La société nouvelle, la société européenne ne naîtra pas de ses statuts. Elle se constituera en défendant des intérêts, en livrant des combats, en surmontant des échecs, en tissant des connivences, en croyant en un idéal, en souffrant pour lui.

L'Europe est révolutionnaire. Elle contient dans son principe la nécessité d'un égalitarisme encore inconnu dans aucun des Etats constituants. A la différence des Etats-Unis rassemblés par une langue et une tradition communes, les Etats de l'Union européenne ne garderont leur cohérence qu'en développant et en maintenant leur cohésion sociale. Les Portugais doivent à terme ne plus se trouver en retard sur les Danois, sinon ils quitteront l'Union. Cette exigence fondamentale suppose évidemment que des inflexions continues soient données aux forces économiques et financières du Grand Marché. Elle appelle donc l'instauration d'une Autorité.

NOUVELLE CIVILISATION

La notion d'Autorité au sens latin du nom, "Auctoritas", a partie liée avec la civilisation. Celle-ci entraîne les individus dans un grand mouvement collectif, comme un courant traversant l'océan des âges. Les êtres transitoires nagent à leur gré au milieu, mais sont poussés dans la même direction. "On ne fait pas ce que l'on veut et cependant on est responsable de ce qu'on est" (10). La confusion actuelle résulte du fait que le courant est en train de changer de direction, laissant les individus barboter dans l'angoisse. Les transformations économiques, politiques et sociales n'ont pas encore permis d'élaborer le modèle de superstructure en harmonie avec ce monde nouveau. D'où la multiplication des aberrations et des désespérances. "Une civilisation, écrivait Alain, c'est un système contre les passions. Tous les vices et tous les crimes résultent de l'alliance du ventre et de la

poitrine contre la tête" (11). Une telle emprise sur les hommes nécessite la construction d'une immense machine idéologique. Elaborer cette dernière n'est pas une mince affaire. Elle n'est entreprise que lorsque la collectivité est confrontée à sa nécessité. Tel est le cas en cette fin de siècle. Il est difficile d'en dire plus, tant l'édification de cette nouvelle civilisation mettra en œuvre des milliers et des milliers de personnes, des penseurs, des romanciers, des musiciens, des étudiants, des ingénieurs, des ouvriers, des médecins. On peut simplement prévoir deux directions.

La première est celle de la *mondialisation*.

En raison des progrès de la communication, chaque habitant du globe reçoit quotidiennement comme des décharges émotives les sensations, les folies, les modes, la marque, le message de l'Amérique. La télévision en particulier joue le rôle d'unificateur avec beaucoup plus de force que n'en eut naguère le livre, et hier le cinéma.

L'autre direction est celle de la *résistance à la mondialisation*. L'islamisme constitue la réponse de la tradition à la nouveauté. La foi en Dieu permet de résister aux tentations d'une civilisation qui, à beaucoup d'égards, confirme dans ses manifestations la présence en ce monde d'un principe du Mal. La prédication contre les travers modernes, mais aussi leurs apports positifs, trouve un écho d'autant plus favorable que les mécanismes de la société musulmane ont produit des situations dans lesquelles la pauvreté s'étend en même temps que la population.

Pour l'Union Européenne, l'adoption sans nuance du modèle américain constitue également un risque, d'autant plus grand que celui-ci est issu de l'ancien terreau européen. Mais un obstacle majeur s'oppose à une telle évolution : celui des langues et des cultures différentes. Les combats menés par Jack Lang ou Jacques Toubon paraissent parfois friser le ridicule. Ils expriment cependant le besoin de ne pas se laisser englober dans un mélange culturel de basse qualité pour sauver l'originalité indispensable au maintien de la liberté de penser. C'est dans une articulation savante entre les langues de notre continent que réside l'intérêt (et la difficulté) de l'Union Européenne. Cette dernière ne prendra son sens que si elle réussit à trouver une formule originale de coexistence entre ses divers composants. D'où l'urgent besoin de former des cadres répandus dans toutes les activités et décidés à mener à bien cette tâche gigantesque. D'où la naissance d'une société spécifique attachée aux vertus de tolérance, d'amitié, d'échange, ouverte sur toutes les cultures mais conservant sa spécificité. Aucun individu n'arrivera à transmettre aux autres les nuances de son jugement, la singularité de sa personne, s'il n'utilise pas sa langue maternelle ; il ne "s'exprimera" pas, c'est-à-dire qu'il ne donnera pas toute la richesse qui se trouve en lui, comme s'exprime le parfum d'une rose.

En conservant les cultures attachées aux différentes langues de l'Europe, l'Union gardera aussi les pensées et les coutumes accumulées depuis des siècles. La nouvelle

civilisation ne méritera ce nom que dans la mesure où elle restera porteuse des valeurs chrétiennes, de celles de la démocratie humaniste et libérale et de celles de la recherche du progrès, matériel, mais aussi moral. Elle répondra ainsi à la fois à l'américanisme et à l'islamisme. Elle sera le lieu de cette Europe qui n'a pas encore pris conscience qu'elle s'étend jusqu'à Vladivostok. Dans les esprits, elle reste encore confinée derrière les barbelés soviétiques sur un petit cap de l'Asie. L'Union Européenne trouvera des ressources intellectuelles en elle pour faire entrer le monde slave dans la symphonie qui de manière caractéristique se révèle dans son hymne officiel. Le dynamisme de la joie sera-t-il capable de pousser la nouvelle civilisation jusqu'aux rives de la Mer du Japon ? Cioran écrit : "En Europe, le bonheur finit à Vienne. Au-delà, malédiction sur malédiction depuis toujours" (12). Il faut faire mentir Cioran. Mais rien n'est joué. Loin de là ! Ne prenons pas à la légère le risque de retomber dans une nouvelle barbarie. Il n'y a qu'à lire à ce sujet l'analyse terrible de Philippe Saint-Marc (13). Peu de temps avant sa mort, Jean Lecanuet écrivait à Henri Bourbon : "la France est dans les ténèbres. Elle a entendu, au début de notre siècle qui s'achève, le cri que beaucoup crurent libérateur - *Dieu est mort* - et ils se retrouvent, au bout du chemin, comme anéantis" (14). Ce serait mal connaître l'auteur de ces lignes si on leur donnait un tour nostalgique et une interprétation défaitiste. C'est au contraire un appel au combat, à l'action et à l'engagement, dans le même esprit que celui animant les fondateurs du MRP il y a un demi-siècle.

Le monde nous attend pour nous juger. Il faut reconstruire notre civilisation ! Jean-Marie Domenach nous montre le chemin à suivre (15). Il est ardu, mais nous ne pouvons plus nous dérober. La nouvelle époque s'ouvre devant nous. Elle attend nos décisions.

Charles DELAMARE

(1) Chateaubriand - Mémoires d'Outre-Tombe - Livre 24. Ch. 17.

(2) Ch. Péguy : La République... notre Royaume de France.

(3) Ionesco : Journal en miettes.

(4) Victor Hugo - Les Châtiments (*Force des choses*).

(5) La Nature, Dieu si tu veux.

(6) Ch. Delamare - Changement de civilisation - France Forum n° 273-274.

(7) Louis-Ferdinand Céline - Voyage au bout de la nuit.

(8) St John Perse - Vents.

(9) Pierre Bourdieu - "Les Héritiers" - "La distinction"...

(10) J.-P. Sartre - Situations II.

(11) Alain - Propos d'un Normand III.

(12) Cioran - Du malheur d'être né.

(13) Ph. St Marc - L'économie barbare - Cf. France Forum (n° 295-296 Juillet-Septembre 1994) - pp. 58-59.

(14) J. Lecanuet - Lettre à Henri Bourbon - Janvier 1992.

(15) J.M. Domenach - Pour un nouvel humanisme (France Forum - Juillet-Septembre 1994) - pp. 2-5.

LA MÉDITERRANÉE A TRAVERS LES GRANDS POÈMES DE MISTRAL

par Michel-Henry FABRE

L'article ci-après est la contribution du doyen honoraire de la Faculté de droit et de sciences économiques de Marseille, recteur honoraire, Michel-Henry Fabre, au colloque organisé à Aix-en-Provence les 2 et 3 juillet 1993, en l'honneur de notre ami le professeur Maurice Flory, sur le thème "La Méditerranée, espace de coopération ?". Le CERIC d'Aix-en-Provence a publié l'intégralité des actes de ce colloque aux éditions Economica. René-Jean Dupuy, professeur au collège de France, et Maurice Flory en ont rédigé respectivement l'introduction et la conclusion dont nos lecteurs ont pu prendre connaissance dans le précédent numéro de France-Forum (295-296 - juillet-septembre 1994).

Les grands poèmes qui forment la base de cette étude sont, par ordre chronologique de parution : *Mireïo* (Mireille) 1859, *Calendau* (Calendal) 1867, *Les Iles d'Or* (Les Iles d'Or) 1875, *Nerto* (Nerte) 1884, *La Reino Jano* (La Reine Jeanne, poème plus que tragédie) 1890, *Lou Pouèmo dou Rose* (Le Poème du Rhône) 1857, *Lis Olivado* (Les Olivades) 1912 (1).

Ces poèmes ne révèlent pas un Mistral poète de la mer. Certes, il use parfois du mot comme métaphore : sur la "mer de l'Histoire" ne voit-il pas flotter les ambitions, les illusions, les négations, et passer les avortons de race, et planer les lourds oiseaux de proie qui fouillent la pourriture de ce monde mauvais... alors que dans l'infini du ciel resplendit sa belle Provence dont le sein bondit au soleil ? (2). Ou bien n'est-ce pas par allégorie que son héroïne Mireille rejoint le Paradis dans la barque des Saintes ? (3).

Pas davantage Mistral n'évoque beaucoup la mer en général : "Perdu sur les plaines de la mer - De la mer tempétueuse ou limpide - J'ai vu l'empire de Mélinde - J'ai hanté l'Inde avec Suffren" (4). Mais la mer mistralienne se confond quasiment toujours avec la Méditerranée. Et encore Mistral chante-t-il moins la Méditerranée que la Provence maritime avec ses eaux molles et voluptueuses, ses sables et ses calanques, ses îles d'or, ses villes et ses villages, Marseille, Toulon, Nice... Cassis à propos duquel il adopte le proverbe : *Qui a vu Paris, s'il n'a pas vu Cassis n'a rien vu* (5).

Allons plus loin car les vers mistraliens nous promènent à travers la Provence intérieure plus que maritime. Et la logique le commandait. Mistral n'appartenait pas à une famille de marins. Jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans,

réserve faite de ses études secondaires à Avignon et de ses études supérieures à Aix, il avait vécu dans le mas du Juge, au pied des Alpilles, sous l'autorité patriarcale d'un père qui, sans être paysan, dirigeait une exploitation de blé, mûriers, oliviers, moutons. Comme l'a écrit si noblement Emile Ripert, la Provence de Mistral est avant tout la Provence rustique (6).

Sur ces 29 000 vers que totalisent en gros les poèmes de Mistral, il n'y en a guère que 1 000 concernant la Méditerranée (7). Pour autant il ne faudrait pas conclure à l'absence de thèmes maritimes. J'en discerne trois :

- La Méditerranée, théâtre de guerre,
- La Méditerranée, théâtre de vie,
- La Méditerranée, théâtre d'amour.

LA MÉDITERRANÉE, THÉÂTRE DE GUERRE

Elle n'apparaît telle qu'exceptionnellement. Cependant, le poème de Calendal évoque les princes des Baux qui, "tendant la voile brigantine, - A la couronne de Bizance - Allaient quand ils pouvaient - Arracher quelque rayon" (8). Dans Nerte, le roi de Forcalquier, qui est aussi roi de Naples, envisage de reconquérir cette ville sur Lancelot l'usurpateur : il montera l'expédition par mer avec une flotte de vingt galères, sept brigantins et cent tartanes dont il dispose à Marseille, et qui portera trois mille cavaliers (9). Mais, curieusement, c'est dans Mireille, le plus doux des poèmes mistraliens, que la Méditerranée surgit, par la chanson du bailli Suffren, comme un espace sanglant. Le chanteur, Maître Ambroise, raconte un combat naval dont il fut le témoin direct. Tout le récit halète de l'impatience, puis de l'ardeur du combat. Pendant deux mois, Suffren et cinq

Calendal n'a plus le choix que d'être jeté à la mer ou fuir dans la montagne. Là-haut il trouve la paix, la vie... (11). La vie ! la mer aussi peut la donner.

LA MÉDITERRANÉE, THÉÂTRE DE LA VIE

La Méditerranée facilite la vie de ses riverains par la circulation rapide et sûre qu'elle permet, elle est vitale pour eux par la nourriture, voire la richesse qu'elle leur fournit. Déjà, dans Mireille, Mistral chante la Méditerranée voie de communication. Pourtant c'est sur "*un méchant navire, sans voiles et sans rames*" que Lazare et les Saintes-Maries se livrent aux "*fureurs de la mer*" car à l'aquilon (12) succède rapidement la tempête. Avec son mugissement sombre qui pénètre les moelles, ses montagnes d'eau, ses gouffres où le bâtiment est précipité pour être rejeté à la pointe des vagues (13) ; avec ses longs éclairs et ses épouvantables tonnerres (14), mais il suffit que Lazare sollicite l'aide de Jésus pour qu'un rayon de soleil annonce le retour au calme (15). En revanche quand la Reine Jeanne entend rejoindre Avignon pour que le Pape la lave de l'accusation d'avoir instigué l'étranglement de son premier mari, elle ira de Naples à Marseille sur "*un chemin d'azur uni comme cristal*" (16). Surtout le poème de Calendal met en relief la rapidité de la voie maritime. Le héros, en effet, n'a pas craint de provoquer l'horrible comte Sévéran dans son château d'Aiglun perdu au-dessus de Grasse. Dans le tumulte de la rencontre il a l'imprudence de laisser échapper le nom du Mont Gibal, qui domine Cassis, où se terre Estérelle. Pour rejoindre et punir la jeune femme, Sévéran et sa troupe partent à cheval. Calendal descend à pied à Cannes et de là faisant voile jusqu'à Cassis, il devance son rival et sauve Estérelle (17).

Après cet exploit les Cassidiens l'élisent Consul, lui qui n'était qu'un petit pêcheur, vivant, comme tant d'autres, de la mer. C'est dans ce poème que Mistral évoque les cent à deux cents bateaux qui a la tombée du jour partent de Cassis "*sur les flots clapoteux*" pêcher sous les falaises ou en mer plus haute. Au petit matin les poissons, qui à l'époque de Mistral étaient nombreux (il décrit une trentaine d'espèces), s'élancent dans les filets. Mais parfois la pêche ne paie pas l'amorce, même si elle régale d'une bonne bouillabaisse, et si au poisson s'ajoute pour les marins le fameux vin de Cassis dont ils embarquent des tonnes pour Marseille (18). D'ailleurs, bien organisée, la pêche peut enrichir et c'est le moyen que Calendal pour conquérir Estérelle envisage un moment. Ne le voit-on pas barrer l'entrée de la calanque de Pormieu par une immense madrague dans laquelle la farandole nuptiale d'un banc de thons vient s'emprisonner ? Douze cents pièces sont à vendre ! De quoi, pour Calendal, doré la reine de Saba ! Mais Estérelle dédaignera les bijoux qu'il offre : l'amour ne s'achète pas (19)... Plus tard dans les Iles d'Or, Mistral revient sur les ressources économiques de la Méditerranée. Le poème "*Le bâtiment*" raconte comment un jeune Marseillais avait assez navigué sur des mers lointaines pour amasser un magot. Joint à la dot de sa femme, cela lui permit de faire construire une tartane "*fine et bien réussie*". Alors il

Frédéric Mistral

cents provençaux partis de Toulon n'avaient rencontré personne : "*la rage les prit*". Enfin, le troisième mois, le gabier annonce trois gros bâtiments anglais. Quarante boulets (les "*figues d'Antibes*" plaisante Mistral) envoient par le fond un bâtiment : les deux autres on "*les oigne avec l'huile d'Aix*" : c'est l'abordage. Je laisse parler Maître Ambroise : "*Oh ! Quels coups, oh ! Quel carnage - Quel fracas font le mât qui se rompt - Sous les marins le pont qui s'effondre - Plus d'un Anglais plonge et périt - Plus d'un Provençal empoigne l'Anglais - L'étreint dans ses griffes et l'engloutit... Les pieds dans le sang dura cette guerre - Depuis deux heures jusqu'à la nuit...*" (10).

De la guerre, je rapprocherai cette espèce de duel maritime que sont les joutes. Dans ce jeu deux hommes, chacun perché debout à l'arrière d'un bateau et armé d'une longue pique, tentent à l'instant où ils se croisent, par des coups portés à la poitrine, de précipiter l'autre à la mer. Le combat auquel participe Calendal devient terrible : "*On entend retentir, sur les plastrons de bois les coups de lance - Boum ! au risque de nous crever le cœur ! - Le sang ruisselle des poitrines mâles - Et gémissant comme des râles d'eaux - Beaucoup à la renverse font en mer le plongeon*". Et cela tourne au drame par la tricherie d'Alphéran qui, n'appuyant pas sa lance sur la poitrine mais la brandissant au bout du poing, prend sur le brave et bon Négrel l'avantage de la première frappe et l'enfonce "*comme un cadavre dans la fosse*". Calendal déjoue cette ruse et, à armes égales, Alphéran et lui "*s'assèment dans la poitrine un formidable coup*". Mais c'est Alphéran qui chute. Le jury couronne Calendal. Hélas ! pour le perdre Alphéran le calomnie auprès de la population : "*c'est un grigou qui lui a volé le prix*".

pêche quatre jours par semaine devant Port-Vendres. Il vend ses poissons à "Cette". Il charge à Maguelone du sel et du blé, à Majorque des oranges qu'il ramène à Marseille (20). Pour lui l'amour compte peu ; pour Calendal il peut "luire dans la mer profonde" (21).

LA MÉDITERRANÉE, THÉÂTRE D'AMOUR

A travers les vers de Mistral, la Méditerranée luit, en effet, comme un espace d'amour à la fois pour les individus et pour les peuples.

Pour les amoureux et les amants d'abord, c'est par elle ou sur elle qu'ils se rencontrent, qu'ils se trouvent et se retrouvent, qu'ils s'enfuient, qu'ils s'aiment. N'est-ce pas Geoffroy Rudel, prince de Blaye, qui, émerveillé, sans l'avoir vue, par la beauté exquise de la jeune comtesse de Tripoli, prend la mer, tombe malade pendant le voyage et expire dans les bras de son hôtesse ? (22). N'est-ce pas le damoiseau Aucassin de Beaucaire et la belle esclave Nicolette qui, parce qu'on refuse de les marier, s'échappent et s'embarquent à Aigues-Mortes pour gagner le pays de Ture-Lure ? (23). N'est-ce pas la Reine Jeanne à qui la mer, rompant tous les tracés et embûches du pouvoir, tous les soucis et chagrins de la vie, rendra la liberté ? Mieux encore : en mettant le pied sur l'onde un bien-être délicieux ne l'envahit-il pas ? Ne voit-elle pas la mer belle, enchanteresse, amoureuse ? Bref ne la confond-elle pas avec son amour ? (24). Voici un extrait du rêve qui, à Naples, inspire la Vénus provençale : "Puis avec lui (son amant) de conserve. Pouvoir fuir sur la mer, libre, au gré du vent - Dans ma galère en fleurs jusques aux Iles d'Or - Entendant la cantilène des marins qui endort - Et le bruit cadencé, le bruit des longues rames - Qui tranchent le miroir de l'onde étale et bleu - Et... Regarder dans le ciel mon bonheur s'accomplir !" (25).

S'agissant des peuples, je distinguerai les messages méditerranéens du passé et ceux de l'avenir.

Sans que je force trop sa pensée, Mistral, dans le poème des Iles d'Or consacré à la race latine (26), en évoquant la mer "ceinture éclatante qui doit lier les peuples bruns", n'anticipe-t-il pas la vision moderne de cette "autre Europe" qui irait des Balkans à Santiago du Brésil ? (27). Ce qui paraît plus sûr dans la pensée mistralienne c'est que la Méditerranée, par les voiles qui s'y croisent, apporte aux peuples provençal et catalan le message d'une fédération : par là Mistral aurait entrevu la construction d'une Europe des régions et non plus des Etats (28).

Dans le passé, c'est par la Méditerranée que "les galères de la Grèce sur l'eau limpide qui les berce" instruisirent les Salyens (population ligure) de "l'art de la soie et de l'adresse du ciseau" (29). Et après la civilisation grecque, un autre message vint de la Méditerranée, quand les Saintes, Lazare et ses disciples quittèrent la Judée et débarquèrent sur la plage qui porte aujourd'hui le nom "des Saintes-Maries-de-la-Mer". De là ils allèrent renverser les idoles, Lazare à Marseille, Maximin à Aix, Trophime en Arles, Eutrope à Orange, plus loin Martial à Limoges, Saturnin à Toulouse, tandis que Marthe à

Tarascon vainquait la Tarasque et que par ses pleurs Madeleine alimentait l'Huveaune qui baigne les oliviers provençaux (30).

Ainsi la Méditerranée a-t-elle imposé une religion d'amour et non plus de vertu, une civilisation de fraternité et non plus de force. Message méditerranéen de paix... Ecoutons-le, ce message méditerranéen, résonner sous les voûtes de la vieille église des Saintes :

"O belli Santo, segnouresso - De la planuro d'amarresso - Clafisses, quand vous plais, de pèis nosti fielat - Mai à la foulo pecadouiro - Qu'à vosto porto se doulouiro - O blanqui flour de la sansouiro - S'èi de pas que iè fau, de pas emplissez la !" (31).

Michel-Henry FABRE

- (1) Tous ces poèmes ont été édités avec traduction française par Alphonse Lemerre, Paris.
- (2) Les Olivades, éd. de 1912, p. 6.
- (3) Mireille, éd. de 1926, p. 458.
- (4) Mireille, p. 286.
- (5) Calendal, éd. de 1952, p. 104.
- (6) E. Ripert, La Renaissance provençale, 1 vol., Paris, éd. Champion, 1918, voir p. 526 et s.
- (7) Exceptionnellement, pour Calendal, le pourcentage est plus élevé, atteignant près de 16 %.
- (8) Calendal, p. 26.
- (9) Nerte, éd. de 1910, pp. 118 et 120.
- (10) Mireille, pp. 18 et 26.
- (11) Calendal, pp. 216 à 229.
- (12) Mireille, p. 400 et 402.
- (13) Mireille, p. 406.
- (14) Mireille, p. 408.
- (15) Mireille, p. 408.
- (16) La Reine Jeanne, éd. de 1890, p. 11.
- (17) Calendal, pp. 442 à 482.
- (18) Calendal, pp. 104 à 125.
- (19) Calendal, pp. 166 à 194.
- (20) Les Iles d'Or, éd. non datée, p. 10.
- (21) Calendal, p. 198.
- (22) Calendal, pp. 194 à 196.
- (23) Le poème du Rhône, éd. de 1909, p. 254.
- (24) La Reine Jeanne, pp. 192 et 194.
- (25) La Reine Jeanne, pp. 90 et 92.
- (26) Les Iles d'Or, p. 224.
- (27) Guiseppe Galasso, L'Autre Europe, Ecole française de Rome, De Broccard, 1982, p. 498.
- (28) Les Iles d'Or, pp. 170.
- (29) Calendal, p. 130.
- (30) Mireille, pp. 410 à 432.
- (31) Mireille, p. 468. Traduction : "O belles Saintes, souveraines - De la plaine d'amertume, - Vous comblez, quand il vous plaît, de poissons nos filets ! - Mais à la foule pêcheresse - Qui à votre porte se lamente, - O blanches fleurs de nos landes salées, - Si c'est la paix qu'il faut, de paix emplissez la !"

VERS L'AFRIQUE DE L'AN 2000 : QUELLES CONDITIONS ECONOMIQUES, POLITIQUES, CULTURELLES ?

par Jean-Yves CHEVALLIER

Pendant des décennies (mettons trois ou quatre à partir des années 1950, 1960) le terme de développement a été le plus approprié à la compréhension de l'état de l'Afrique, ainsi qu'à la détermination de son avenir. Le développement signifiait que, si la décolonisation était, en ce temps-là, à l'ordre du jour pour donner à l'Afrique l'autonomie, sinon la liberté de se gouverner elle-même, ce gouvernement ne pourrait diriger son action que dans le sens de la modernité... *Modernité*, encore un mot-clé pour comprendre l'esprit de l'Africain d'aujourd'hui. En effet, si celui-ci peut "refuser le développement" ou plutôt le développement *tel* que le proposent ou l'imposent les autres, il ne refusera pas cependant la modernité que l'on peut traduire par *monde moderne* et *vie moderne* tout ensemble. Autrement dit, l'Africain est un homme que ne hante pas la nostalgie d'un monde appartenant au passé. Mais si l'Africain fait la différence entre développement et modernité, c'est que cette différence existe bien et correspond à celle du moyen et de la fin...

La modernité est le but, le développement le moyen -le meilleur, et probablement le seul, s'il s'agit de l'obtenir dans la paix, et non dans la conquête ou la subversion. "Le développement, arme de la paix", c'était déjà le thème de l'encyclique *Populorum progressio*. Ce n'est donc pas le développement en tant que tel qui serait en cause pour une part de la mentalité africaine, mais bien *tel* développement, *tel* modèle politique, social, économique.

Or l'Afrique d'après "les indépendances" (années 1960) a eu à choisir entre des modèles fort différents de développement et d'entrée dans le monde moderne : les modèles du socialisme marxiste et du libéralisme économique. On connaît les choix respectifs faits par les différents nouveaux Etats africains et quels ont été les résultats obtenus, les progrès réalisés par ces Etats. Le recensement est facile à faire, par exemple, en ce qui concerne les Etats de l'Afrique noire francophone. Il est facile de comparer les développements respectifs de la Guinée et de la Côte d'Ivoire, très contrastés, comme ceux du Togo et du Bénin (ex-Dahomey), du Mali et du Congo.

En fait, les résultats obtenus en matière de développement dans les années qui ont suivi "les indépendances" peuvent illustrer la différence des systèmes économico-politiques choisis, mais ils n'en sont pas moins affectés d'un coefficient humain typiquement africain. En politique, les expériences n'ont pas lieu en milieu protégé comme en laboratoire. Le milieu est souvent instable et il le fut particulièrement dans la plupart des Etats africains devenus indépendants. Un premier facteur d'instabilité : les coups d'Etat, la plupart appuyés de l'extérieur, de France notamment. Un deuxième facteur, mais plutôt paradoxal : le maintien au pouvoir (pour ne pas dire les "présidences à vie") de beaucoup de chefs d'Etat africains dont une alternance démocratique normale eût écourté le mandat. D'où l'image d'un "despotisme africain" qui a revêtu beaucoup de formes, de couleurs et de

L'Afrique, "continent de civilisation rurale".

nuances, allant du despotisme éclairé et paternaliste du Président Houphouët-Boigny (1) à la tyrannie grotesque et sanguinaire des Bokassa et Amin Dada. Entre ces extrêmes il y a une grande variété de figures et aussi l'exception du Sénégal de L.-S. Senghor. Il reste que ce "despotisme africain", assez bien caractérisé, permet de mieux comprendre ce qui s'est passé en Afrique pendant une trentaine d'années et comment semble évoluer désormais une société politique et économique ainsi marquée.

"Qu'est-ce que le despotisme africain ?" demande M^{me} Thérèse Pujolle dans un petit livre fort utile et de ton magistral sur *L'Afrique noire* (Coll. *Dominos* de Flammarion). Le pouvoir présidentiel, répond-elle, exerce une double mainmise : mise en clientèle de l'appareil d'Etat, civil et militaire, main basse sur les ressources alimentant cette alliance. Le despotisme africain repose

sur ce détournement de l'appareil étatique. Il ne s'agit pas de simple corruption, mais d'une dénaturation de l'Etat moderne. L'Etat est un système de prélèvement des ressources nationales (recettes pétrolières, caisse de stabilisation des produits agricoles, apports de l'aide extérieure) au profit de groupes restreints, "la famille du président" élargie par des alliances ethniques ou régionales. "Les fonctionnaires ne remplissent pas, quand bien même ils le souhaiteraient, une mission de service public, car l'Etat africain ignore la *res publica*. Ils sont eux-mêmes pris dans les solidarités du groupe et dans l'allégeance au système qui les nourrit, eux et leurs familles" (p. 36-37). Sans doute cette explication, tout à fait véridique, a-t-elle quelque chose de schématique qui fait abstraction de la réalité vivante, autrement dit *de la façon dont cela se passe*. Et en Afrique cela n'est pas sans intérêt. Après tout, la société traditionnelle africaine est antérieure, et de loin !, à l'Etat moderne africain et,

devant l'Histoire, c'est à la colonisation qu'aura succédé cette forme d'accaparement de l'Etat nouveau. Elle constitue une *étape* dans l'histoire et l'évolution - confondues - de l'Afrique noire.

Le changement est en cours, ou plutôt un certain changement de nature politique qui fait qu'après la période des "indépendances" caractérisée par le "despotisme africain" et un développement inégal et désordonné, on est passé à l'étape de "démocratisation" caractérisée par le multipartisme, les "conférences nationales", les nominations de "premiers ministres" et la reconnaissance - légale plus que cordiale - des oppositions. Dans *Le Continent convoité* (1980), ouvrage de référence pour l'Afrique tout entière, M. M'Bokolo avait bien montré que la période de la colonisation européenne consécutive au partage de l'Afrique, décidé notamment à la Conférence de Berlin de 1885, n'avait pas même duré un siècle. C'est à partir de là pourtant que l'Afrique est entrée tout entière dans l'*histoire moderne*, autre façon de désigner la modernité dont nous avons dit précédemment qu'elle ne la refusait pas.

Toutefois, l'histoire de l'Afrique antérieure à la colonisation des 19^e et 20^e siècles aura été dans l'ensemble celle d'un "continent dominé" que M^{me} Thérèse Pujolle résume en ces quelques lignes : "Terrible est l'histoire du continent noir. Sur ces vastes espaces "apprivoisés" et habités par des paysanneries agricoles, pastorales et forestières vont croître et disparaître empires, royaumes, Etats guerriers sous l'effet de dominations successives. Pénétration de l'Islam, traite négrière, conquête coloniale, l'histoire de l'Afrique est celle de la défaite d'un continent qui ne s'ouvre au monde et aux temps modernes que par la violence des armes à feu et par la soumission à l'ordre étranger. Puis l'accès aux indépendances ouvre l'ère du développement, mais sans instituer un nouvel ordre. La crise du développement laisse aujourd'hui l'Afrique noire en défaite et sans autre repère que la mémoire de ses traditions culturelles. Où l'Afrique pourra-t-elle trouver le socle d'une nouvelle fondation ?" (p. 39).

On le voit, l'histoire est une *norme* certaine pour apprécier la situation actuelle de l'Afrique, principalement de l'Afrique noire subsaharienne, suivant une ligne qui partage le continent de la Mauritanie à l'Egypte. Mais elle n'est pas la seule. Analyser cette situation aujourd'hui comme le fait Thérèse Pujolle implique d'autres normes ou éléments d'appréciation, par exemple tous ceux qui relèvent de la sociologie et autres "sciences humaines". L'Afrique est un continent de "civilisation rurale" aux "milieux naturels défavorables" ; mais il existe une agriculture spécifiquement africaine, à la fois ingénieuse et précaire, capable toutefois de la meilleure adaptation et de grande productivité. D'autre part l'accroissement démographique considérable venant "de la réduction, grâce aux efforts de la médecine occidentale, de la mortalité infantile, sans que la fécondité ait été modifiée" (p. 26) représente une donnée majeure au problème économique qu'il faudra tout de

même bien envisager dans une conception nouvelle d'un développement qui ne devra plus être "confisqué", puisque tel a été, selon M^{me} Th. Pujolle, "le sort réservé jusqu'à présent à ce développement". Mais, quel que soit le développement, la question sera toujours de savoir, lorsqu'il y a "enrichissement", *comment celui-ci aura profité au pays*. La réponse est rarement simple et s'inscrit difficilement dans un compte de bilan.

Le pessimisme socio-économique de M^{me} Pujolle est quelque peu balancé par un certain optimisme *politique*. "L'invention démocratique", qui pourrait être favorisée par les changements dont nous avons parlé, lui paraît le seul chemin à suivre mais, s'il ne semble guère tracé, encore peut-on reconnaître les pistes à éviter. "L'Afrique noire n'a guère d'alternative à la barbarie ethnique et aux intégrismes réactifs. Elle doit inventer un ordre politique où l'appartenance classique ou ethnique ne légitime pas l'accaparement du pouvoir" (p. 107). Une démocratie à l'africaine, pourrait-on dire, sachant bien qu'une démocratie est toujours à *quelque chose*, c'est-à-dire fondée sur les caractères nationaux du pays où elle est instituée. Cependant, nous n'aurons garde d'oublier que la personnalité du "président", du chef, du roi et, si l'on veut encore, du "despote éclairé" est irremplaçable dans une coopération internationale qui restera indispensable pour l'Afrique moderne.

Malgré certaines apparences, l'Afrique n'est pas à l'écart des autres continents. Les événements du monde y retentissent très fort. Ainsi, l'effondrement du communisme dans les années 90 a joué un rôle dans les soulèvements africains contre les partis uniques. Dans le sens Afrique-Monde, la révolution d'Afrique du Sud conduite par F. de Klerk et N. Mandela relève, certes, de l'invention démocratique, mais plus encore de l'invention de la vie dans l'histoire qui fait la naissance des nations et ici d'une nation multiraciale (celle qui n'a pas eu lieu en Algérie). L'Afrique d'aujourd'hui est pleine de contrastes. Tandis qu'avaient lieu les massacres ethniques du Rwanda, à Rome, le Synode des évêques africains préparait "l'Afrique de l'an 2000", celle dans laquelle, espèrent-ils, les cultures (car il n'y a pas qu'une seule culture africaine) auront été maintenues et *purifiées* par le christianisme (*dixit* le Cardinal Yago, archevêque d'Abidjan). Cela suppose aussi que les chrétiens soient eux-mêmes purifiés, puisque, au Rwanda où les populations (Hutus et Tutsis) sont en majorité animistes et chrétiennes, resurgit l'horreur d'un génocide caractérisé et, par rapport au nombre total d'habitants de ce malheureux pays, d'une ampleur inégalée.

Jean-Yves CHEVALLIER

(1) *Le décès (7 décembre 1993) et les obsèques (7 février 1994) à Yamoussoukro du Président de la Côte d'Ivoire ont été largement évoqués dans la presse française. Nous nous contenterons de signaler le remarquable numéro de Jeune Afrique Economique de mars 1994 où il est aussi question de la dévaluation du Franc CFA ("Les avantages escomptés seront-ils au rendez-vous ?").*

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SÉNART

Albert Camus : Le premier homme. - **Yves Berger** à la recherche du Paradis terrestre - L'Autobiographie d'**Alain Robbe-Grillet**. - La littérature cévenole : **Laurent Puech**. - Le retour de **Pierre Benoît**. - **Maurice Barrès** au Panthéon ? - L'Affaire Dreyfus vue par **Daniel Halévy**. - Aux origines de la nation française : **Fustel de Coulanges**. - Une barbare de l'Extrême-Nord : **Madame de Krüdener**.

Albert Camus a publié en 1958 sous le titre *L'envers et l'endroit* (1) quelques-uns de ses essais de jeunesse édités à Alger en 1937. Il écrivait, dans la préface de ce recueil, qu'il y avait mis tous ses secrets, que c'était dans le monde de pauvreté et de lumière qu'était sa source et que, lorsqu'il serait temps de faire le point sur sa vie, il nous y ramènerait dans une œuvre qui ne pourrait que ressembler à *L'envers et l'endroit*. "Une œuvre d'homme, disait-il, n'est rien d'autre que ce long cheminement pour retrouver par les détours de l'art les deux ou trois images simples et grandes sur lesquelles le cœur s'est ouvert". Il ajoutait : "Voilà pourquoi peut-être, après vingt années de travail et de production, je continue de vivre avec l'idée que mon œuvre n'est même pas commencée". *Le Premier homme* (2), roman inachevé découvert dans les papiers de Camus après sa mort, *Le Premier homme* dans lequel Camus remonte à sa source, est-il, au moment où elle va se terminer, le commencement de cette œuvre ? N'en est-il pas plutôt le point d'aboutissement ?

Albert Camus a évoqué un homme qui, ayant perdu la "vérité" de ses origines en terre étrangère, dans un exil semblable à la mort, reviendrait "à travers les guerres, les cris, la folie de justice et d'amour, la douleur enfin, vers cette patrie tranquille où la mort même est un silence heureux". *Le premier homme* raconte ce retour, le retour

d'un homme ressemblant à Camus, sur une carriole, par une route cahoteuse, au pays où il est né. Il veut d'abord y retrouver son père. "A quarante ans, écrit-il, il a besoin de quelqu'un pour lui montrer la voie et lui donner blâme ou louange : un père". Mais son Algérie est une terre "sans aïeux et sans mémoire". Ceux qui l'ont précédé ont disparu dans "un immense oubli" en ne laissant pas de traces. Sans pères, sans héritages, sans traditions, ils ont tous été, chacun à leur tour, les "premiers hommes" d'une histoire continuellement recommencée et aussitôt effacée. Camus est né au cours d'un déménagement dans une maison depuis reconstruite plusieurs fois et d'où, aujourd'hui, il n'aurait pu être que chassé. Quels secrets demander à un père qu'il n'a pas connu et qui, un an après sa naissance, en 1914, était tué dans un pays où il était un étranger. Si Camus se retourne vers sa mère, elle reste silencieuse. Elle ne dispose pour s'exprimer que de quelques mots. Il l'a montrée, après une journée de travail, tassée dans l'obscurité sur une chaise, dans le petit appartement algérois où elle s'est réfugiée avec ses enfants sous la férule de sa mère, ne pensant à rien, les yeux vagues, regardant par la fenêtre un dernier rayon du jour, ne vivant que dans l'instant présent, acceptant tout, consentant à tout, offrant peut-être dans une innocence primitive une préfiguration du Meursault de *L'Étranger*, éclairée comme lui par un reflet de la lumière qui auréole le prince Muichkine dans *L'Idiot* de Dos-

toïevsky. "Avoir pitié de sa mère, a dit Camus, est-ce l'aimer ?" Aucun dialogue n'est possible entre eux qu'une entente muette.

Enfant pauvre, sans attaches, sans passé, Albert Camus aura vécu, dans son quartier de Belcourt, en jeune barbare, avant que Jean Grenier, son professeur de philo, ne le mette en rapport avec la civilisation. Il avait songé à donner pour titre au *Premier homme*, *Les Nomades*. Dans ce sol algérien recouvert d'invasions successives, où trouver ses racines ? Mais il y trouvera une source, la source unique à laquelle il s'est abreuvé. Il évoque, dans une note de son livre, l'âne aveugle faisant tourner pendant des années sa noria et en tirant un jaillissement d'eaux fraîches. Camus baigne joyeusement dans ce ruissellement inépuisable. C'est le baptême du jeune barbare. "La pauvreté n'a jamais été un malheur pour moi, écrit-il, la lumière y répandait ses richesses". Il y a dans *Le premier homme*, au sens religieux du terme, un *mystère* de la Pauvreté. Il fait des êtres "sans nom et sans passé", mais il restitue l'enfant Camus dans sa nudité originelle où il communique, en criant de joie, avec les forces primitives de la nature, conviant à cette fête l'eau et le soleil. Alger apparaît dans ces pages une ville de la province française d'autrefois où même une famille pauvre, si déshéritée soit-elle, peut participer de quelques-uns des bienfaits de la vie commune. On travaille beaucoup, et l'on gagne peu, mais il y a la rue, les causeries sur le trottoir avec les voisins, le soir venu, quand on met les chaises devant la porte, les parties de campagne le dimanche, les concerts dans les kiosques des squares. Joies simples peintes dans des couleurs éteintes. La joie de l'enfant Camus éclate, elle, dans un embrasement de lumière. "Mon royaume est de ce monde, j'y suis heureux".

Loin de son royaume, loin d'un monde où le soleil habille la pauvreté de richesse, c'est de l'autre côté de la mer, exilé dans ce pays où son père est mort, qu'il découvrira plus tard, vivant dans l'horrible banlieue froide et noire de Saint-Etienne, pendant la guerre, que la pauvreté peut ressembler à la misère. La France, pays inconnu et étranger, était apparue au petit Camus dans ses livres d'images à l'école de Belcourt toute peinte de couleurs exotiques, avec de la neige sur des toits en pente et des sapins sombres. Au lycée, entrant comme par effraction dans le monde des humanités, le jeune barbare qui, jusque là, écrivait-il à Jean Grenier, s'était "contenté de vivre et de sentir", avait éprouvé pour la première fois le sentiment de sa séparation, en se heurtant au mur dressé entre un monde tout de grâce et un monde atrocement civilisé n'ouvrant que sur l'enfer. "J'ai vécu toute ma jeunesse avec l'idée de mon innocence" a écrit Camus. Franchi ce mur, l'auteur du *Mythe de Sisyphe* et de *La Peste* aura, en terre d'exil, à "s'occuper des damnés". Le royaume de Camus était ailleurs. Il continuait à entendre chanter dans sa mémoire la fontaine, la "source unique", mêlant son murmure aux "voix du quartier pauvre". *Le Premier homme* est le retour à cette source, le rapatriement de Camus, mais dans une patrie temporelle désormais perdue. "La patrie se reconnaît toujours

au moment où on la perd" a-t-il écrit jadis dans *L'Été à Alger*. Derrière cette patrie perdue, ne se profilerait-il pas une autre patrie ?

"Le découragement n'est pas permis, la lassitude n'est pas une conclusion, a dit Camus. Il faut aller plus loin". Un bon commentateur de son œuvre, M. Paul Viallaneix, a demandé dans le n° 2 des Cahiers Albert Camus (3) si "aller plus loin consistait à atteindre une vérité surnaturelle". Enfant pauvre de Belcourt, on a vu le jeune Albert se jeter avec ses camarades dans un immense cimetière où ils poursuivaient leurs jeux, allant toujours plus loin, jusqu'au jour où ils découvrirent au bout du cimetière la vue radieuse sur la baie d'Alger. Camus s'est toujours fixé, dans sa sagesse humaniste, une limite à ne pas dépasser. Il a écrit dans *L'homme révolté* : "L'intelligence est notre faculté de ne pas pousser jusqu'au bout ce que nous pensons, afin que nous puissions croire encore à la réalité". Ce roman inachevé, ouvrant sur un avenir où sont effacés les paysages algériens à travers lesquels le monde réel est apparu à l'enfant de Belcourt, est soulevé par un puissant souffle de lyrisme. Où aurait-il pu emporter Camus ? Ce n'est plus dans le bouillonnement et le désordre d'une jeunesse avide de vivre que se manifestent les forces obscures qu'il avait, dans le temps de son exil, canalisées, endiguées dans des récits d'une sévère rigueur classique. Maintenant qu'il est retourné à sa source, une source intérieure, c'est dans le mouvement harmonieux où la passion de vivre, la folie de vivre, comme il aimait à dire, se conjugue avec "les raisons de vieillir et de mourir sans révolte". Mourir sans révolte est le dernier mot d'un roman qui semble suspendu au bord du vide. C'est, exprimant "l'aptitude silencieuse au consentement" que Camus a salué dans l'humble image de sa mère, le dernier message de l'auteur de *L'Homme révolté*.

*

* *

Du *Sud aux Matins du nouveau monde* et à *L'attrapeur d'ombres* (4), M. Yves Berger n'a jamais cessé de poursuivre sa quête d'un paradis terrestre. Est-il enfin arrivé au terme de cette quête dans son dernier roman, *Immobile dans le courant du fleuve* (5) ? Merveilleux, ce livre a été écrit en état de grâce. L'homme nommé Oregon, sur son cheval Apoleosa, nous ramène au pays d'avant la Faute, le pays vierge où il n'y a pas encore trace d'homme. Il ne figure sur aucune carte. C'est un grand espace blanc. C'est le pays qu'André Dhotel, autre coureur des grands chemins de l'Eternité, avait appelé "le pays où l'on n'arrive jamais". M. Yves Berger ne l'appelle que le Pays. "Vrai, le Pays ? Inventé, le Pays ? Le Pays, un rêve ?..." écrit-il. M. Yves Berger dit qu'"il existe de ne pas exister". Si, il existe, le Pays... On en trouve l'entrée entre le Cercle polaire arctique et le Tropique du Cancer par 408° de latitude et 243° de longitude. M. Yves Berger nous en a livré les coordonnées géographiques. Il ne saurait être plus précis.

On pénètre dans ce roman un peu comme dans un roman de Jules Verne. C'est le commencement d'un

autre "voyage extraordinaire". Mais avons-nous besoin de ces mesures pour savoir où nous sommes, où nous allons ? M. Yves Berger nous a entraînés dans *L'Attrapeur d'ombres* à travers les grands parcs de l'Ouest américain par des routes numérotées, Interstate 5, Interstate 20, California 29... M. Yves Berger n'est jamais aussi précis que lorsqu'il veut nous *dérouter*. Marche-t-il vers le Sud ? vers l'Ouest ? A la dernière page des *Matins du nouveau monde*, nous l'avons vu escalader le rocher des Baux, en Provence. C'est sa "colline inspirée" d'où il prend vue sur tout le pays s'étendant entre Avignon où il est né, Arles, Saint-Rémy, un territoire poétique où, dans son premier roman, *Le Sud*, il imaginait la Virginie d'avant 1842, quand il n'y avait là-bas que des aigles, des bisons et des indiens. Mistral plus Faulkner ! Dans *Immobile dans le courant du fleuve*, M. Yves Berger baptise son paradis terrestre en en nommant toutes les provinces. Il n'existera que s'il est *nommé*. Il n'existe que par le Verbe. Les mots, chez M. Yves Berger, ne composent pas seulement, somptueux et rares, une liturgie à laquelle on ne peut participer qu'avec, en guise de livre de messe, un dictionnaire ; en eux s'incarnent les choses ; ils les créent et les font vivre. Quand M. Yves Berger nomme *Pays d'Arles*, le canton de son Paradis où il doit y avoir "le plus de bonheur" (car il en a fait la dédicace à la Femme qui en assurera la fécondité), quand les villes ou villages de l'ancien monde d'où il s'est élancé à la découverte et la conquête de ce nouveau monde (le Nouveau nouveau monde) s'appellent Cadenet, Malefougasse, Céreste, Claparède, nous pensons avoir des repères suffisants pour le situer sur une carte des *terrae incognitae*. René Daumal cherchait quelque part, dans *Lè Mont Analogue*, une faille du vaste univers pour passer de l'autre côté du monde. Ici, la faille, si faille il y a, est au tournant d'une route départementale.

Mais en créant ce monde, en dotant pour faire vivre chacune de ses parcelles d'un nom tiré de son bagage d'homme anciennement civilisé, chargé d'histoire et de souvenirs, en appelant tel fleuve le rio Giono, tels pics, le mont Paulhan et le mont Caillois, Berger-Oregon ne fait-il pas plutôt œuvre de colonisateur ? Va-t-il jouer au Robinson Crusoe ou au Robinson suisse ? Il construit une maison, mais en recevant par un hélicoptère dont il s'est assuré les services tout le matériau nécessaire. Il a besoin aussi d'une femme pour peupler le nouveau Paradis terrestre. Il ira la chercher dans l'un des villages voisins où l'accent chante. Son dessein était de revenir à l'Ordre premier, il y a quelque six cents millions d'années, à l'âge du paléozoïque, de refaire la Terre dans l'unité primordiale, selon un nouveau plan cosmique. L'Homme n'existait pas alors, et il ne serait donc pas coupable de la Faute. Ne pourrait-il pas accepter sur cette Terre retrouvée, où il n'a que faire, où il n'a même pas inventé le Mal dont il ne serait que le suprême produit, de s'effacer, de s'abolir, alors qu'il veut recommencer l'Histoire, si sainte soit-elle ? Faustine, la traîtresse, est la nouvelle Eve. Oregon-Berger n'a pas perdu contact avec le monde d'où il vient. Il en reçoit chaque semaine les nouvelles par les journaux auxquels il est abonné. Le bruit s'y répand vite qu'on a découvert le

pays de cocagne. Reste à le lotir. Ne faudra-t-il pas le défendre contre l'"immigration" ? Que de problèmes soulevés, non plus seulement cosmiques ou métaphysiques, mais sociaux et politiques ! Nous voyons Oregon à la dernière page du roman, non plus embrassant la jument Apoleosa qui est morte (on meurt donc dans le Pays), mais serrant contre lui sa Winchester, prêt à se défendre, comme le Bérenger de Ionesco, contre les "rhinocéros".

La quête du Paradis terrestre aboutit dans *Immobile dans le courant du fleuve* à une impasse. On ne peut conjurer la Chute qu'en rêve. M. Yves Berger fait miroiter l'Age d'or dans un clin d'œil s'élargissant à de fantastiques et mirifiques genèses où l'Homme essaierait de reprendre la Terre en mains pour lui inventer un autre destin. "C'est le bonheur... c'est le bonheur", psalmodie dans le Pays rêvé un couple de perroquets. C'est comme l'antienne de la messe de *Laetare* à laquelle M. Yves Berger a voulu nous faire participer, mais le dimanche où l'on chante cette messe est, dans le temps sombre où elle s'inscrit, sans autre lendemain que celui de la Pénitence. Pourquoi la Pénitence ? Pour quelle incompréhensible Faute dont il ne serait pas coupable, ici, sur cette Terre où, innocent, l'homme a été jeté et où il est cloué à jamais comme sur une Croix ? Chaque roman de M. Yves Berger ouvre sur des développements infinis.

*

* *

Les derniers jours de Corinthe (6) est le troisième volume de l'autobiographie de M. Alain Robbe-Grillet. Il fait suite au *Miroir qui revient* et à *Angélique ou l'enchantement*. Mais peut-on dire, en employant le mot "suite", que ce volume s'insère dans une chronologie avec un commencement et une fin ? Ce *Robbe-Grillet par lui-même* est, déclare son auteur, un livre "sans fond ni origine, peut-être sans fin", c'est une autobiographie où celui qui est censé raconter sa vie renonce à mettre de l'ordre là où il n'y a que hasard, à inscrire la continuité d'une existence dans "un réel discontinu et éclaté". "Nous écrivons sur des ruines" dit M. Robbe-Grillet. Comment, dans ces ruines, se retrouver, se reconnaître, s'identifier ? M. Robbe-Grillet se dédouble. Est-il né en 1922 ? Ou en 1899, comme cet énigmatique Henri de Corinthe dans lequel il se projette comme en une figure de rêve, à travers des jeux de miroirs, pour s'y multiplier en vivant des vies imaginaires et en finissant, si fin il peut y avoir, dans une perte d'identité ? Fondateur du "nouveau roman", M. Robbe-Grillet demande si l'on ne pourrait pas "nommer cela la nouvelle autobiographie", c'est-à-dire l'autobiographie prenant conscience de son impossibilité à se constituer en vie.

Le nihilisme de M. Robbe-Grillet procède d'une vision d'histoire : en 1945, "la vieille Europe écrasée sous les bombes, son passé parti en fumées, ses maisons natales anéanties (celle de Goethe à Francfort-sur-le Main, celle de Wagner à Leipzig), la pauvre mienne à Brest". M. Robbe-Grillet ajoute à la catastrophe "la ruine parallèle de ce que représentait à mes yeux notre vieille droite

maurassienne (tradition, hiérarchie, Etat), sans doute aussi l'échec sanglant et répété (depuis la guerre de Vendée jusqu'aux camps d'extermination nationaux-socialistes) du bel humanisme des lumières". M. Robbe-Grillet nous a fait pénétrer, naguère, dans le milieu petit-bourgeois de sa famille. On y était antirépublicain et antidémocrate, mais aussi antimilitariste, anticlérical. "Mes parents, nous a-t-il dit, étaient des anarchistes d'extrême-droite". La révolte était chez les Robbe-Grillet la seule introduction possible à la reconstitution d'une société, le fondement, par l'absurde, de tout ordre. Ils ont attendu la Libération et que fût condamné le maréchal Pétain pour mettre son portrait sur les murs de leur salle à manger à la place d'honneur. Ils n'y auraient jamais songé quand il régnait dans l'adulation quasi générale. Toute l'œuvre de M. Alain Robbe-Grillet n'est-elle pas sortie de la symbolique anarcho-réactionnaire de cette salle à manger Henri II ? Dans le déluge où est précipité ce que l'on avait cru être le monde civilisé, la salle à manger des Robbe-Grillet ne reste-t-elle pas l'arche du salut, un conservatoire de valeurs, le refuge de l'esprit de révolte ?

Mais se révolter contre le Néant ?... Il y a peut-être mieux à faire. L'œuvre de M. Alain Robbe-Grillet a fait semblant d'accélérer la chute du monde et de l'homme qui en était le support, dans le chaos actuel, pour montrer que, depuis la mort proclamée de Dieu, clef de voûte de l'univers, il n'y a, ce sont les mots même de Robbe-Grillet, page 145 des *Derniers jours de Corinthe*, qu'"émiettement, dissolution sans fin de l'être". Il ne s'agit pas de reconstruire hâtivement et prématurément sur des ruines encore minées, mais, après avoir fait le vide, après avoir évacué (par précaution ?) l'Homme de la Terre et réduit celle-ci, bien déblayée, à un pur espace, le "nouveau roman" aura peut-être fait sentir l'absence de Dieu. Ouvre-t-il dans le Néant une voie de salut ? Question que peut poser l'autobiographie de M. Alain Robbe-Grillet, selon une des lectures que l'on en fait. Il ne faut pas, dans l'immédiat, attendre une réponse.

*
* *

Il y a une littérature cévenole. Doit-on la faire remonter au pasteur Rabaut-Saint Etienne et à son roman *Le Vieux cévenol*, ou à Florian et à sa pastorale d'*Estelle et Némorin* ? Florian, cévenol ?... Transfuge, renégat, il avait bien juré, avant de revenir y déverser des flots d'eau de rose, de ne jamais remettre les pieds dans son ingrat pays de Sauve. Rabaut-Saint Etienne a marqué la littérature cévenole de son cachet protestant. Peut-on alors y rattacher Ferdinand Fabre et ses bons curés du pays de Bédarieux dont l'abbé Tigre est le plus connu ? Les Cévennes ne figurent pas sur une carte régionale de la littérature française un quelconque district géographique, mais elles constituent une province intemporelle de l'Humanité. C'est dans leur décor moral et spirituel que s'élève la protestation de la foi contre la loi, de la conscience contre la puissance, de l'individu contre la société. L'Aigoual est la montagne magique de ce protestantisme, le haut lieu où l'Esprit a trouvé asile, le temple

sacré d'une revendication. André Chamson s'en est institué le grand-prêtre. Une autre famille de la littérature cévenole prospère dans le pays d'Alès, mais le "papé" Chabrol, saisi jadis par la "folie de Dieu", ne fait plus qu'y conter, dans son opulente barbe, des histoires de veillée où l'on sent l'influence de Paul Arène ou de Marcel Pagnol. Autre pénétration dans la littérature cévenole de la faconde rhodanienne s'épanouissant dans un joyeux paganisme tellurique, celle du très "gionien" Jean Carrière, l'auteur de *L'Épervier de Maheux*.

M. Laurent Puech est le dernier en date des écrivains cévenols. Né dans la libre République des hautes sources de l'Aigoual où l'Eternel tient son camp et où a trouvé refuge un protestantisme qui ne pactise pas, descendant des intraitables Volsques arécomiques, il est allé tout jeune homme à Aix respirer dans la capitale royale de la Provence un air de civilisation. Il l'a fait passer dans son premier roman (7) tiré des mémoires du comte de Valbelle-Tourves, un gentilhomme aixois du XVIII^e siècle. Le dur petit huguenot de filiation chamsonienne s'y laissait toucher dans une poussée de fièvre préromantique par une certaine grâce de catholicisme baroque. Dans son livre suivant, *Le Chevalier et la Mort*, vie imaginaire du chevalier d'Assas, le héros viganais tué à Clostercamp (8), M. Laurent Puech nous a ramenés de l'autre côté du Rhône, dans son réduit cévenol où il garde ses réserves de passions. Le chevalier d'Assas est son frère aîné. Il l'a accompagné des assemblées du désert au cœur de la forêt germanique dans une quête de l'Absolu qui ne débouchait que sur le Néant. Une résurgence de la grâce aixoise, une protestation de la vie ne s'est-elle pas cependant manifestée dans ce roman à la faveur de la fête que M. Laurent Puech a donnée à son héros dans le parc de l'hôtel de Faventine au Vigan, avant son départ aux armées ? Halte nostalgique sur un itinéraire de mort, Beaumarchais et Mozart y mêlaient délicieusement leurs accords.

M. Laurent Puech publie aujourd'hui *Un roman cévenol* (9). C'est l'histoire d'une famille huguenote précipitée à la fin du XVII^e siècle après la révocation de l'Édit de Nantes dans "la nuit effroyable de la répression". M. Laurent Puech y raffine avec une délectation perverse sur la persécution, les tortures. Mais, dans ce voyage au bout de la nuit où il entraîne la tragique tribu, est-ce qu'il va une nouvelle fois, cédant à son vertige, s'abîmer dans le Néant tentateur ? Servir le roi pour d'Assas a été un service inutile. Servir Dieu, ne serait-ce pas aussi un service inutile ? M. Laurent Puech veut dresser ses proscrits, dans leur fuite désespérée à travers le monde, contre l'Histoire, le Temps, la Vie. Nient-ils le Monde ? Ne s'y ouvrent-ils pas plutôt ?

Il y a une très belle page dans l'ample et puissant *Roman cévenol*, c'est celle où le vieil Esaïe descend de ses Cévennes à travers la garrigue vers la mer et la mort. Les nuées insidieuses d'un opéra wagnérien avaient caché à d'Assas le gouffre du Néant. Ici, la lumière méditerranéenne chasse ces nuées. Tout est clair, tout est vrai. Esaïe croyait dans la sèche garrigue mourir au désert. Il expire dans un jardin au milieu de saveurs, d'odeurs et de

couleurs, celles-là même de l'Eden redécouvert. Le courant de grâce que nous suivons dans l'œuvre naissante de M. Laurent Puech irrigue ce jardin. Séparé, retranché du monde dans sa foi hautaine et rebelle, le dur et sévère chef de tribu huguenote ne meurt-il pas dans une extase catholique, réconcilié avec l'universelle Beauté ? La littérature cévenole se fonderait-elle, chez M. Laurent Puech, dans cette douceur ?

*
* *

“Lit-on encore beaucoup Pierre Benoît ?” demandait M. Jean-Louis Curtis dans un article de 1985 recueilli par la suite dans ses excellentes *Lectures en liberté* (10). Cet article annonçait “le retour de Pierre Benoît”. Le Petit Larousse s'était donné le ridicule, croyant faire œuvre justicière, de supprimer dans les années 50 la notice consacrée à cet auteur dans ses précédentes éditions. Le Petit Larousse a fait amende honorable. La notice est aujourd'hui rétablie, et voilà que la collection “Bouquins”, dont on ne doit pas dire qu'elle est la Pléiade du pauvre, tire Pierre Benoît des oubliettes en publiant le premier volume de ses œuvres, espérons-le, complètes. Pierre Benoît a écrit quarante romans. Ce premier volume comprend *Koenigsmark*, *L'Atlantide*, *Pour Don Carlos*, *Le puits de Jacob*, *Le roi lépreux*, *Le désert de Gobi* (11).

Koenigsmark est le premier roman de Pierre Benoît. Il a été publié dans les livraisons du *Mercure de France* pendant la grande guerre et il parut en librairie chez Emile-Paul, l'éditeur du *Grand Meaulnes*, en novembre 1918. C'est une histoire racontée dans les tranchées par un soldat à son camarade. Elle s'est passée dans les mois qui ont précédé la déclaration de guerre à la cour d'une petite principauté allemande, un monde disparu, celui, gothique et baroque à la fois, des *Pléiades* de Gobineau. Pierre Benoît avait préparé son agrégation d'histoire. Universitaire manqué, rédacteur stagiaire de ministère, il était entré au cabinet de Léon Bérard. Le héros de *Koenigsmark* est aussi un universitaire manqué. Refusé au concours des bourses de licence, il devient précepteur du prince héritier de Lauterbourg-Dartmald. De nombreux romans de Pierre Benoît sortiront par des détours imprévus de l'*Alma Mater* à laquelle une dette est ainsi payée. L'esprit de fantaisie que l'administration reprochait à son rédacteur s'y fait jour à travers une rigoureuse composition. Maurice Genevoix préfaçant *Koenigsmark* a raison de dire qu'il faut lire deux ou trois fois un roman de Pierre Benoît avec une attention critique pour ne pas laisser échapper la petite phrase ou telle scène apparemment sans importance à partir de laquelle l'intrigue se déroule selon un plan soigneusement prémédité. *Koenigsmark* livre sa clef à qui sait la découvrir dans ses premières pages. Un roman comme *Le désert de Gobi* publié en 1941 dévoile tout son mystère dans deux mots à sa dernière page. Un roman de Pierre Benoît lancé à l'aventure ne va, dans sa démarche sinueuse, jamais au hasard. Ne dirait-on pas qu'il obéit à une fatalité ?

Un fluide l'oriente, le guide, le dirige. Il émane souvent d'un souvenir propre à l'auteur, d'une vision prémonitrice. Ainsi Pierre Benoît nous dit que la grande-duchesse Aurore de Lauterbourg-Dartmald lui était d'abord apparue quelques années avant la guerre sous les traits d'une princesse tartare à la table d'un restaurant des Champs-Élysées, puis dans un bar montmartois. Il est resté sous ce charme jusqu'au jour où il s'en est délivré en écrivant *Koenigsmark*. Antinéa, l'héroïne de *L'Atlantide*, son deuxième roman, est née de la marche forcée du zouave de seconde classe Benoît Pierre sur la route de Berrouaghia à Boghar au bout de laquelle s'élève le tombeau de Cléopâtre Séléne, fille de Marc-Antoine et de la reine Cléopâtre. Cette princesse est-elle l'aïeule d'Antinéa, ou celle-ci n'est-elle que la bâtarde d'un faux comte polonais et d'une fille de la rue Marbeuf ? Il n'importe. C'est un fantôme, produit du désert fécondé par l'imagination. Pierre Benoît a-t-il vraiment rencontré dans un beuglant de Caiffa en 1923 Agar Mosès, la grande-prêtresse de la colonie sioniste du *Puits de Jacob*, publié deux ans après ? L'Apsara du *Roi lépreux*, princesse birmane ou brocanteuse d'antiquités khmères sur le pavé parisien, s'est-elle montrée à lui pour la première fois sous la forme pétrifiée d'une statue de déesse dans l'enceinte sacrée d'Angkor ? Les héroïnes chères au cœur de Pierre Benoît, dont les noms commencent toujours par un A, baignent dans un halo où les incertitudes et les ambiguïtés composent tout leur charme. Qui est ce jeune chef carliste en habit de sous-préfet français enlaçant la nuit dans le parc de la sous-préfecture de Villeléon, sous ses yeux mêmes, la fiancée de celui dont il usurpe la fonction ? Allegria, commanditaire richissime de l'insurrection pour Don Carlos, une fille à soldats !... Pierre Benoît, dans une œuvre où il apparaît souvent prolix, ménage savamment (et malicieusement) ses silences. En se taisant, ou en s'exprimant à mots couverts, il laisse entendre beaucoup de choses. Il suggère, il n'explique jamais. Comprenez vous-même.

Toutes les héroïnes de Pierre Benoît sont entraînées autour du monde dans ce qu'il nomme “une folle fantasmagorie”. L'aventure, pourtant, chez lui, ne perd jamais contact avec la réalité. Il a écrit en marge du *Puits de Jacob* : “A Salt Lake City ou à Caiffa, en Irlande ou en Corée, en Prusse ou en Mandchourie, à Sousceyrac ou à Tamanrasset, toujours je me serai complu à essayer de donner (à cette fantasmagorie) une base réelle, historique, ce que Flaubert a appelé la solidité du dessous”. La solidité du dessous, on peut la chercher chez Pierre Benoît dans son héritage de fils d'officier. Il y a dans le roman de *L'Atlantide* qu'il a écrit en s'appuyant sur d'authentiques documents d'histoire, le souvenir des Flatters, des Lenfant, des Morès, héros de l'exploration et de la conquête du Sahara, dont les noms ont bercé son enfance africaine. Dans *Le Roi lépreux* Saïgon est évoquée avec ses cafés, ses boulevards, tout son parfum de lointaine province française. La savante école d'Extrême-Orient y tient sa place. Dans beaucoup de romans de Pierre Benoît, le soubassement de réalité, c'est

ce qui a été l'Empire français. Partout, il s'y heurte à la perfide Albion. En Palestine, s'interrogeant dans l'après-guerre de 1918 sur le sionisme où il croyait voir une manœuvre anglaise contre les intérêts moraux et matériels de la France, il entreprend d'écrire un roman anti-anglais, *Le Puits de Jacob*. Il rapportera de cette enquête aux pays du Levant un roman pro-juif. Roger Ikor le préfaçant, a pu s'étonner que les souvenirs encore frais de l'affaire Dreyfus n'aient pas empêché cet ami de l'Action française d'écrire "le plus juste et le plus admirable des livres sur les débuts de la colonisation juive en Palestine et les origines de l'État d'Israël". Pierre Benoît a fondé, dans une œuvre d'imagination sur "la solidité du dessous", un dessous bien soudé et bien étayé, une lucide analyse historico-critique du monde contemporain. L'aventure, chez lui, ne s'égaré pas. Elle n'est pas évasion sans but, mais appliquée, ordonnée à une fin, un moyen de prospection. Elle peut être considérée dans cette perspective comme assurant une mission. C'est ce qu'on pourrait appeler *l'aventure à la française*.

*
* *

MM. François Broche et Eric Roussel ont préfacé et annoté un choix de lettres de Maurice Barrès. Du *Voltaire* au *Figaro* et à *L'Echo de Paris*, en passant par les éphémères revues du Quartier latin, les "orphéons", Barrès a écrit quelques deux mille articles. De la série publiée en 1898 dans l'un de ces "orphéons", *La Batte*, sous le titre *Journal de ma vie extérieure*, MM. Broche et Roussel ont tiré le titre même de leur livre (12).

C'est dans le cheminement de sa vie intérieure, du nihilisme de sa jeunesse au socialisme et au nationalisme, à travers le boulangisme, jusqu'au débouché sur l'infini de ses dernières années, que l'on y suivra d'abord Barrès. Il est mort, a dit Charles du Bos, dans un état de pathétique aspiration. "Elargissons notre nationalisme", avait-il écrit. Déjà, dans le *Figaro*, en 1912, il avait poussé un étonnant "Vive l'Europe !". "Vive la France, elle est parfaite, mais surtout Vive l'Europe, elle a pour moi le mérite d'être un peu inédite. Elle me réveille par des épices et des poivres nouveaux". L'Europe intriguait ses sens. Saucés anglaises, zakouskis russes, elle ne faisait que flatter un palais de décadent. L'aspiration de Barrès à "quelque chose de plus large, de plus prolongé et de plus universel" que la France, ne s'est jamais exprimée qu'à l'abri du *limes* gallo-romain, dans les limites d'un Saint-Empire catholique. "Le remède à l'individualisme des nations, a-t-il écrit, c'est le catholicisme au-dessus des nationalismes". Maurras a nommé l'Eglise catholique romaine "la seule Internationale qui tienne". Pour Barrès, ce n'est pas autour du Tibre qu'elle organise son territoire, mais, plutôt, du Rhin.

MM. Broche et Roussel portent de préférence leur attention au jeune Barrès, celui de *L'Ennemi des lois* qui peut écrire en 1894 dans *La Cocarde* un article où il déclare compter sur "l'élément anarchiste pour maintenir la part négative dans le monde" et un autre article où, "en attendant l'ordre et par conséquent la beauté dans le

monde", il écrit qu'"il n'est rien de tel que de se fier au cœur". Changera-t-il jamais ? Il attendra toujours, tremblant d'émotion, "la vraie République d'honnêteté, de justice sociale, d'enthousiasme national, de sympathie à travers le monde", la République "idéale" (et sans cesse "prématurée") de Lamartine. C'est dans *La Cocarde*, un journal qui n'a duré que six mois et qui groupa autour de lui des royalistes comme Frédéric Amouretti et des anarchistes comme Ernest La Jeunesse, sans oublier Maurras, *La Cocarde*, irremplaçable journal, carrefour de tous les non-conformismes, dont le *Combat* d'Henry Smadja, seul, de nos jours, peut donner une idée, c'est là qu'il a le mieux défini son *nationalisme* : "On a confondu deux idées, l'une fort juste, celle de la paix universelle, l'autre fort contestable, celle de la disparition des nations. Nous sommes profondément nationalistes, voilà pourquoi aussi nous sommes fédéralistes. Par le fédéralisme, en effet, chacun de nous est plus entièrement lié à la terre natale, à tout ce qui l'entoure. J'aime ma nation, ma terre, mon pays, mais j'admets parfaitement que mon voisin aime aussi sa nation, sa terre, son pays. Je n'irai pas contester ses droits s'il ne vient pas contester les miens". Ce nationalisme défensif, conforté de fédéralisme, est le garant d'un sain individualisme.

Le *Journal de ma vie extérieure*, où l'on suit le cheminement d'une vie intérieure, justifie cependant son titre. On y découvre, au long de pages quotidiennes, un Barrès tourné hors de lui-même, vers le monde, notant au jour le jour les petits faits vrais, en tirant un enseignement, sinon une doctrine. Ne nous attardons pas au Barrès anti-parlementaire. Il est connu. Son mépris pour les députés qu'il juge ignares ou pourris est incommensurable. Rappelons-nous le mot d'Alphonse Daudet : "Les députés..., des avocats sans cause, des médecins sans clientèle, des vétérinaires dont les animaux eux-mêmes se méfient". Mais Barrès sympathise avec le talent qui, d'aventure, se fourvoie dans les assemblées, où qu'il soit, celui d'un Albert de Mun comme celui d'un Jaurès dont il n'écrira pas moins quand il s'en sera dépris qu'il est "une chaudière où bouent toutes les idées fausses". Il ne sera jamais aussi dur pour lui que Péguy qui le vouait à la charrette de quelque Convention nationale. Il y a de curieuses et de très actuelles pages dans ce Barrès "extérieur" contre l'acharnement thérapeutique à maintenir des mourants en vie, sur l'inutilité (et le ridicule) de toute réforme de l'orthographe (il rappelle que Louis Ménard avait publié l'une de ses œuvres dans une orthographe simplifiée, absolument incompréhensible pour le lecteur et qui avait mis en fureur les protes chargés de l'imprimer), sur la France coupée en deux par l'école,... Un article sur la vertu de l'injure en politique ne saurait être compris aujourd'hui, dans notre temps de cagoterie. MM. Broche et Roussel, eux-mêmes, se voilent la face devant cet article.

Barrès s'est-il jamais "éloigné", comme on l'a prétendu dans les années qui ont suivi sa mort ? Ceux qu'il a marqués de son influence, et qu'on pourrait appeler ses témoins, Mauriac, Montherlant, Drieu, Aragon, après la guerre Nourissier, ont affirmé le contraire. Dans les

années 60, Jean-Marie Domenach a publié un petit livre où s'exprimait une profonde nostalgie barrésienne. Aujourd'hui, en tout cas, Barrès revient. L'année qui s'est terminée a vu la réédition de ses Cahiers (13) par M. Guy Dupré. Maintenant, c'est ce choix de lettres, mais c'est aussi l'édition de ses romans, de la trilogie du *Culte du Moi* au *Roman de l'Energie nationale*, dans la collection Bouquins (14). Elle est présentée par M. Eric Rousset, avec des annotations du professeur Vidal-Rimbaud. *Les Déracinés* illustre, avec *Le Rouge et le Noir* et *L'Education sentimentale*, trois importants moments de la société française au XIX^e siècle, 1830, 1848, 1885. A quand le transfert des cendres de Maurice Barrès dans le Panthéon de la littérature qu'est la collection de la Pléiade ? M. François Mitterrand, barrésien, sinon, peut-être, tout à fait de doctrine, mais de sensibilité sûrement, sera-t-il encore là pour présider la cérémonie ? On le souhaiterait.

*
* *

Il y a cent ans, le capitaine Dreyfus était condamné pour trahison. Du *Précis* de Dutrait-Crozon à l'historique de l'affaire Dreyfus de M. Jean-Denis Bredin, paru cette année, réquisitoires et plaidoyers se sont succédé. Dreyfus est-il coupable ? Est-il innocent ? A-t-il été sacrifié sur l'autel de la Patrie ? Il a été grâcié. La Cour de Cassation a annulé le jugement de condamnation. Il est, dans une opinion presque générale, "réhabilité". M. Jean-Pierre Halévy publie sous le titre *Regards sur l'affaire Dreyfus* (15) le Journal, contemporain de l'événement, de Daniel Halévy, *L'Apologie pour notre passé* paru dans les *Cahiers de la quinzaine* de Péguy, un autre texte datant de 1938. "Ces textes, dit M. Jean-Pierre Halévy, n'apportent pas de révélations nouvelles sur l'affaire Dreyfus. Ils font peut-être mieux. Ils nous en restituent le mouvement, le rythme, la vie, la respiration".

Daniel Halévy a été de ces jeunes gens à qui le monde a donné de vivre "une grande aventure". Le mouvement auquel il a accordé son pas de grand marcheur de l'Histoire est né chez lui d'un choc analogue à celui que Péguy éprouva le matin du 6 juin 1905 en descendant de son train de banlieue à la gare du Luxembourg, lorsqu'il lut dans le journal la nouvelle de la démission de Delcassé. "Une période nouvelle a commencé alors dans ma vie, a écrit Péguy, et aussi assurément dans ce pays et dans le monde". C'est le 15 novembre 1897 qu'achetant *Le Temps* à la gare de Sucy, Daniel Halévy y trouva la lettre du sénateur Scheurer-Kestner au ministre de la guerre, clamant l'innocence de Dreyfus. La France sous Méline s'ennuyait, comme jadis sous Louis-Philippe. "Les jours semblaient vides, écrit Jacques Bainville dans son *Histoire de la III^e République*. Dans les élites, on entendait des bâillements. Elles sentaient un besoin d'action, une envie de se battre pour quelque cause". Méline répétait qu'il n'y avait pas d'affaire Dreyfus. Elle éclatait au grand jour. Péguy avait annoncé une crise, ce fut, dit Bainville, une "convulsion". "Un coup, écrit Halévy, dans la douceur de nos vies, une porte ouverte aux

passions". Romain Rolland, lié par son mariage au parti dreyfusien, note dans ses *Mémoires* : "On a livré aux sarcasmes et au mépris de l'Histoire les criminelles et grotesques inventions du parti de l'état-major pour soutenir sa cause menteuse et exécration... Mais qui a connu comme moi les absurdités délirantes et les forfaits de pensée de l'autre camp !". Romain Rolland a porté ce déchaînement de passions à la scène. Le 18 mai 1898, la première des *Loups* au Théâtre de l'Oeuvre provoqua une bataille rangée entre les deux partis. "A bas la patrie, à bas l'armée, le sabre et le goupillon au fumier !" criait-on d'un côté, et de l'autre : "Vive l'armée ! A mort les traîtres !". Une voix d'enfant s'éleva du tumulte : "A bas le christianisme !". Les guerres civiles se résolvent toujours en France en guerres de religion. "Quel est au vrai le fond des choses ? se demande Daniel Halévy. S'agit-il de sauver un homme, ou de faire crouler un monde ?". Une voix raisonnable au milieu de ce grabuge est peut-être celle d'Anatole France : "Nous voulons juger en plein air sur la place publique devant le monde entier un procès qui met en jeu des secrets d'Etat".

"Cette affaire toute d'opinion ne reçoit quelque lumière que si l'on peut en suivre les effets dans le champ limité d'une pensée individuelle", a écrit Daniel Halévy. Inscrit par lui-même dans ce champ de pensée, le mouvement auquel il s'était associé dans le sentiment juvénile de participer à "une grande aventure" devait conduire à une réflexion. Elle s'exprime dans l'*Apologie* pour notre passé. Si Daniel Halévy s'est jeté dans un combat passionné pour les valeurs de justice et de vérité, n'est-ce point, comme il l'a avoué au P. Hyacinthe Loison, parce qu'il fallait que des hommes se dévouassent dans le déferlement de la démagogie pour défendre et sauver en France une tradition libérale. C'était celle d'un protestantisme altier, intransigeant sur la morale, représenté par les Scheurer-Kestner, les Trarieux, les Gabriel Monod, les premiers à avoir protesté pour Dreyfus. "Je suis fier d'être protestant" s'écrit Daniel Halévy. Mais cette tradition véhicule aussi des valeurs d'ordre et de raison. Un certain jour de février 1898, au moment où Zola venait de lancer le brûlot de son "J'accuse" et Trarieux, de fonder la Ligue des droits de l'homme, Halévy, pour n'avoir pas à saluer le drapeau d'un régiment dont il admirait par ailleurs la tenue, avait très vite fendu la foule qui l'acclamait en se dissimulant sous son parapluie, comme pour y cacher un remords. Ce remords, ce "sentiment d'un tort" envers l'armée et la patrie, est formulé dans l'*Apologie pour notre passé*, moins apologie que confession. Que reproche Daniel Halévy à la droite ? C'est, faute d'avoir été animée par un sûr instinct de conservation de la société, d'être allée délibérément à la défaite ignoble et de s'être fait ramasser en campagne avec ses drapeaux par dix pasteurs, trente agrégés de grammaire ou de philosophie, cinquante ouvriers et les juifs", de s'être "deshonorée". Mais il reproche tout autant aux dreyfusiens d'avoir ébranlé, sinon ruiné, le respect des institutions. L'inquiétude qu'il a ressentie, assistant avec Paul Desjardins le 17 novembre 1899, au défilé devant la statue du Triomphe de la République de Dalou de cinq cent mille porteurs de

pancartes sur lesquelles on peut lire les mots de Justice, Liberté, Egalité, Emancipation, les mots mêmes de leur bréviaire de sagesse, cette inquiétude transparait dans la question que se posèrent les deux desservants de l'Union pour l'action morale : "Ces mots ont-ils pour ce cortège populaire même sens que pour nous ?". La mystique dreyfusienne s'est dégradée, selon la célèbre expression de Péguy, en politique dreyfusienne, et les "conséquences" annoncées par Jaurès dans une réunion mémorable du 1^{er} octobre 1898 ne vont pas tarder à se manifester. La République édifiée dans les années 71-75 sur ce que le sénateur Naquet a appelé un terrain vague, était restée à l'état de baraquement, et la bourrasque boulangiste avait failli l'emporter. L'affaire Dreyfus la consolide, il vaut mieux dire qu'elle l'établit. Il en sortira dans un très proche avenir la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, cause finale, au sens aristotélicien du terme, de la Révolution de 1789-1791, dans son dessein bien affirmé d'exclure la religion catholique de la société française. Au moment même où le général de Galiffet, ministre de la guerre, déclarait pour mettre fin à l'affaire Dreyfus que "l'incident" était clos, c'est alors qu'il va se prolonger dans la conscience troublée de Daniel Halévy en longs retentissements.

La réflexion amorcée dans l'*Apologie pour notre passé* aboutit au texte écrit en 1938 à la veille de l'un des plus effroyables désastres de notre histoire, résultat de la guerre mal préparée et mal gagnée de 1914, sur le déroulement de laquelle l'affaire Dreyfus n'a pas été sans incidence. M. Guy Dupré, dans son œuvre romanesque et, notamment, dans *Le grand coucher*, actuellement réédité (16), a pratiqué une coupe verticale et profonde dans cette tranche d'histoire française en nous plongeant dans les arcanes du service de renseignements de l'Armée et en éclairant d'une sombre lumière les missions de sacrifice imposées à ces officiers d'élite par les intérêts supérieurs de l'Etat. Mais y avait-il encore un Etat ? C'est la question essentielle. "Que faisait l'Etat, écrit Daniel Halévy en 1938, au terme de sa réflexion sur l'histoire de cette période. Disons que s'il y avait eu un Etat, il n'y aurait jamais eu d'affaire Dreyfus". Il ajoute : "S'il y avait eu en 1893 un gouvernement libre de ses démarches, l'enquête aurait été menée en secret, les aboyeurs de la presse anti-sémite n'auraient pas été alertés, le ministre se serait fait apporter les pièces et, après quarante-huit heures d'examen, il aurait calmé ses officiers et, s'il lui était resté quelque doute, il aurait envoyé le capitaine Dreyfus commander une batterie en Indochine". L'auteur de *La République des Ducs* et de *La République des comités* a, dans ces pages, jeté un pont au dessus du vide de l'Etat et, aussi, sur l'absence de société que l'écroulement de tous ses piliers a entraîné. On a suivi Daniel Halévy de 1897 à 1938, à travers ces ruines. Un pas de plus, et ce sera l'abîme.

*
* *

Guizot, constatant dans son *Essai sur le gouvernement de la France* publié en 1821 que la Révolution a été entre Français une vraie guerre, écrivait que "depuis plus

de treize siècles la France contient deux peuples, un peuple vainqueur et un peuple vaincu" et que "depuis plus de treize siècles, le peuple vaincu lutte pour secouer le joug du peuple vainqueur". "Notre histoire, disait-il, est l'histoire de cette lutte. Le peuple franc est le peuple vainqueur et le peuple gaulois, le peuple vaincu". C'est la thèse soutenue au XVIII^e siècle par Boulainvilliers dans son essai sur la noblesse pour justifier les revendications de l'aristocratie issue des invasions germaniques. De Montesquieu et de Montlosier à Augustin Thierry et à Michelet, elle a eu, acceptée par les deux partis, force de loi historique. Sieyès, au début de la Révolution, voulait renvoyer les nobles dans leurs forêts de Franconie. En 1830, le vieux marquis d'Esgrignon sortira encore de son *Cabinet des antiques* balzacien d'Aleçon pour aller saluer à Nonancourt Charles X sur la route de l'exil. Il s'écrie au passage du souverain déchu : "C'est la revanche des Gaulois". Guizot dit que "c'est une chose déplorable que cette guerre entre deux peuples qui portent le même nom, parlent la même langue, ont vécu treize siècles sur le même sol". Elle s'est poursuivie jusqu'à nos jours dans la petite école, dans la petite presse. Il n'y a pas un pays au monde qui, comme la France, se soit attaquée à son passé, jusqu'à avoir voulu renier son "identité". Un conventionnel n'a-t-il pas proposé de supprimer dans la Constitution de la République le terme de "Français" ?

Le grand Fustel de Coulanges a, dans son œuvre historique, non seulement mis fin à cette guerre franco-française, mais en a ruiné les fondements. Il n'y a jamais eu de "patrie gauloise", mais, dans les limites de ce qu'on appelle aujourd'hui l'Hexagone, soixante-quatre États souverains. L'abbé du Bos auquel s'opposait Boulainvilliers avait raison, l'origine de la nation française est dans la société gallo-romaine. Les Barbares d'outre-Rhin ne sont venus que s'y intégrer. Ainsi Fustel a-t-il rétabli l'identité française. Les six volumes de ses *Institutions politiques de l'ancienne France* publiés dans les débuts de la III^e République, en ont mis à jour les fondations. M. Henri Lavagne, professeur à l'Ecole Pratique des hautes études, réédite le premier de ces volumes, *La Gaule romaine* (17). Il laisse espérer qu'un deuxième volume, *L'invasion germanique et la fin de l'Empire*, suivra bientôt. L'œuvre de Fustel est liée à l'entreprise de restauration intellectuelle et morale consécutive à la défaite de 1870. Barbey d'Aurevilly s'est alors écrit qu'en nous rappelant à nos origines essentiellement romaines, Fustel nous a "dégermanisés". N'a-t-il pas voulu nous latiniser, nous romaniser pour mieux nous défendre ? Charles Maurras a pu dire qu'il a été "le premier historien du nationalisme français". M. Henri Lavagne ne dissimule pas que l'Histoire est tributaire des passions politiques. Ainsi, au moment de la décolonisation, a-t-on assisté à un retour en force du "celtisme". On glorifiait alors toutes les manifestations de "résistance indigène". Aujourd'hui, la "romanité" de la Gaule retrouve les faveurs de la "recherche scientifique". Il n'est plus question dans son jargon pédantocratique que d'"acculturation" et d'"appropriation culturelle" pour définir, explique M. Lavagne, le phénomène complexe par lequel "deux cultures qui se trouvent en contact, mais dans une

position inégale, modifient réciproquement leurs structures". Sous ce langage, c'est la pensée même de Fustel.

"Induire pour déduire afin de construire", Fustel applique à sa recherche la formule d'Auguste Comte. C'est la méthode empirique de Taine. Fustel a débarrassé l'Histoire de ses déclamations romantico-gothiques. Il observe les faits. "Une idée qui a régné dans l'esprit d'une époque, écrit-il, est un fait, la manière dont un pouvoir a été organisé est un fait, et la manière dont les contemporains comprennent et acceptent ce pouvoir est aussi un fait". Les Gaulois ne sont pas des Français du XX^e siècle. Pour juger de leur mentalité, Fustel se reporte aux textes, il est vrai rares et d'origine romaine, mais également aux inscriptions gauloises. Est-ce Rome qui a conquis la Gaule ? Les légions de César étaient presque entièrement composées de Gaulois. Ils n'ont donc été "conquis" que par eux-mêmes. Ils n'avaient, incapables de se gouverner, que le choix entre les Romains et les Germains. Ils ont choisi Rome, se sont fondus en elle, en attendant tous les bienfaits d'une civilisation supérieure. "Je suis Romain, je suis humain". Il n'a fallu qu'une génération pour que rien, ou presque, ne subsistât de la Gaule. Un peuple opprimé garde sa mémoire et ses sanctuaires. Le peuple gaulois contractait avec Rome "un mariage heureux", comme a dit M. Pierre Grimal cité par M. Lavagne. Il a voulu tout oublier de son passé. Cinq siècles après, les Germains, pénétrant dans ce qui avait été la Gaule, n'auront plus qu'à recueillir, d'un pays transformé, l'héritage romain. Le triomphe des Gaulois ?... Il n'a consisté qu'à assurer entre Rome et les Barbares le relais de la civilisation.

*
* *

L'un des biographes de la baronne de Krüdener a pu écrire, jadis, qu'il y avait en elle deux femmes distinctes, la "mondaine" et l'"illuminée". "Erreur absolue, répond le professeur Jean Gaulmier préfacant la biographie que lui consacre son descendant direct, M. Francis Ley (18) la mondaine et l'illuminée ne font qu'une seule personne". Julie de Vietinghof appartenait à une très ancienne famille de chevaliers teutoniques, elle a été mariée à dix-huit ans à un diplomate russe de vingt ans son aîné, le baron de Krüdener. M. Francis Ley lui a déjà consacré un maître-livre, *M^{me} de Krüdener et son temps* (19). "Avant de la juger, écrivait-il, il faut la connaître et, si possible, à l'intérieur de son être". Alphonse Dupront soulignait dans la brillante présentation de cet ouvrage que M. Francis Ley avait puisé dans un fonds commun de sentimentalité balte la profonde connaissance de son sujet. M. Ley, mettant à profit ses riches archives familiales, donne aujourd'hui de M^{me} de Krüdener un portrait où non seulement dans son temps, mais dans sa vie personnelle et quotidienne (il la suit pas à pas), c'est tout elle qui apparaît. Il aurait pu donner pour titre à son livre : *Madame de Krüdener en pleine lumière*.

Née à Riga en 1764, Julie de Vietinghof a été emmenée par ses parents en Allemagne en 1776. "En entrant sur le territoire allemand, écrivait la toute jeune fille dans son

journal, il m'échappa un mouvement de joie". "Ici, s'était-elle écriée, règne la liberté". En 1789, elle allait découvrir la France et Paris. Achevait-elle ainsi une initiation européenne ? "La France, dira-t-elle plus tard, est ma véritable patrie". Mais c'est en Allemagne qu'ayant laissé son mari dans son ambassade de Copenhague, elle se réfugie pendant la Révolution. Elle erre de villes d'eau en petites capitales au sein d'une Europe aristocratique et cosmopolite, "vivant, écrit-elle, au charmant Alexandre de Tilly, sur une réputation de bizarrerie fort commode parce que l'on fait ce que l'on veut". Rentrée en France à la faveur de la paix consulaire par le détour obligatoire de Copenhague, de son belvédère, M^{me} de Staël régente l'Europe intellectuelle et sentimentale, elle fréquente la "petite société" de M^{me} de Beaumont et de Chateaubriand. C'est le temps où elle devient la femme de lettres à la mode avec son roman *Valérie*. Il fait dire à Goethe qu'il est bien dommage que cette femme de talent soit "passée à la France". Chênédollé, un familier de la petite société, trouvait qu'elle avait conservé "un air asiatique". C'est à Riga où elle est revenue que s'opère dans les années 1805-1806 le grand retournement de sa vie, de la mondanité et de la galanterie dans la folie mystique. Celle que Tilly a peinte dans sa première jeunesse avec sa chair rose, ses yeux bleus, ses cheveux cendrés, a encore, "Madelaine repentante et nostalgique", lorsqu'elle offre au baron de Stein "une svelte stature polono-courlandaise bien roulée et cambrée", "des restes importants de beauté". Elle les traîne à travers l'Europe à la tête d'une caravane évangélique d'aventuriers de la foi. Sa rencontre avec Alexandre I^{er} de Russie sous une tente guerrière d'où sortira le projet de Sainte-Alliance, a changé le cours de l'histoire.

M. Jean Gaulmier voit dans M^{me} de Krüdener "la gracieuse incarnation des temps tourmentés où s'effectue le passage de l'Europe des lumières à l'Europe du romantisme". Elle est née au milieu du XVIII^e siècle en un temps où l'Europe parlait français, mais où le cœur allait bientôt s'émouvoir en allemand. Julie de Vietinghof, arrivant en Allemagne à l'âge de douze ans, y a poussé l'un des premiers grands cris romantiques, et M^{me} de Krüdener écrivant *Valérie* a donné, comme on l'a dit, une fille naturelle à *René* et à *Delphine*. Elle a partagé avec Rousseau la même faculté de sentir, le même trouble de l'âme. Toujours, elle a vécu "dans le pays de l'imagination et des songes", déversant aux pieds de la divinité le trop plein de sa vie. Le comte de Lezay-Marnezia, son indiscret amant, a confié qu'au plus privé de ses émois, elle adressait à Dieu une action de grâces. Sainte-Beuve, dans le premier portrait qu'il a tracé d'une femme dont il était visiblement amoureux, la pare d'une auréole mystique. C'est une sainte du Moyen-Âge, mais il préfère la rejeter dans un lointain vaporeux à l'horizon d'une vie toute de charmantes mondanités dont le titre de gloire reste *Valérie*. Sans émettre de vrais doutes sur la sainteté de M^{me} de Krüdener, il en inscrit les manifestations au compte de l'âge ingrat de la femme entre quarante et cinquante ans, lorsque les révolutions spirituelles éclatent dans le crépuscule d'un champ de ruines

mélancoliques. Sainte-Beuve a tracé de M^{me} de Krüdener un second portrait dans la *Revue des deux mondes*, à l'occasion d'un livre consacré à sa vie, où la surabondance de la grâce ne compense que l'abondance du péché. Il brûle alors ce qu'il a adoré et débusque le charlatanisme sous la sainteté. M^{me} de Krüdener ne lui apparaît plus que comme le metteur en scène de l'Amour, qu'elle en offre le spectacle aux hommes ou à Dieu.

S'il y a une unité dans la vie de M^{me} de Krüdener entre la "mondaine" et l'"illuminée", il faut la découvrir, comme l'a suggéré Alphonse Dupront, dans une conception du monde différente de celle de l'Occident. Les contradictions entre galanterie et mysticisme s'y estompent dans l'indéfini de la conscience et des paysages nordiques. "M^{me} de Krüdener tourbillonnant, écrit Alphonse Dupront, à travers la société de la fin de l'*Aufklärung* dans une crise révolutionnaire est restée une étrangère". Sainte-Beuve avait pressenti qu'elle appartenait à un autre monde. "Faible femme dans ses plus beaux élans, où puise-t-elle sa doctrine?... Il lui a manqué un ordre fixe, une discipline, une tradition". Mais n'est-ce pas dans la sienne propre que cette étrangère, cette nomade vient se retremper, lorsqu'elle retourne à ses origines dans son mouvement de croisade teutonique

et chrétienne sous le signe de la Sainte-Alliance ? "Elle s'appuie, écrit Sainte-Beuve, sur l'Extrême-Nord, sur la Russie et, comme elle dit, sur tous les peuples de l'Aquilon... Elle va chercher les ressources et la renaissance de la civilisation, par delà même l'antique Germanie, dans ce qui était le réservoir de la pureté perdue". Ce réservoir est celui-là même où Gobineau, à la fin du siècle, ira puiser ses songes, en y mettant plus de néo-paganisme que de christianisme. Eminent gobinien, ce n'est point par hasard que M. Jean Gaulmier a préfacé le livre de M. Ley.

Philippe SÉNART

(1)(2)(3) Gallimard

(4)(5) Grasset

(6) Ed. de Minuit (Cf. *France Forum, La vie littéraire* n° 246-249).

(7) Albin Michel

(8) Ed. Lacour - Nîmes

(9) Ed. de Le Mirandole - Pont Saint Esprit

(10) Flammarion

(11)(14) Robert Laffont - Coll. Bouquins

(12) Julliard

(13) Plon (Cf. *France Forum, La vie littéraire* n° 293-294)

(15)(17) Bernard de Fallois

(16) Ed. du Rocher

(18) Honoré Champion

(19) Plon

NOTES BRÈVES

Saint-Simon ou l'encre de la subversion, par Cécile Guilbert (Grasset) - Mérialiste, chroniqueur, historien ?... "Et si Saint-Simon, demande M^{me} Guilbert, n'était qu'un écrivain". Il y a du Céline, à l'étage noble, chez le petit duc qui détaille le grand siècle en charpie. Bagatelles qu'il en tire, mais pour quel massacre ! N'y a-t-il pas aussi en lui du Restif ? C'est moi qui pose la question. Ecoutez-le : "Enfoncé en moi-même, je ne laissais percer de mes regards clandestins chaque visage, chaque maintien, chaque mouvement, d'y délecter ma curiosité"... On n'a fait que passer des quais de la Seine au temple du Soleil. C'est le même voyeurisme. "Voir sans être vu" dit M^{me} Guilbert de Saint-Simon qu'elle démasque dans une mise à nu, réussite de critique décapante.

La fille du Gubernator, par Paule Constant (Gallimard) - Est-ce une histoire de Sainte Famille que nous conte M^{me} Paule Constant : le Père (gouverneur du bagne), la Mère dénommée la mère de Dieu, l'Enfant conçu par les très chastes époux pour "donner sa chance à l'Espérance". Cayenne est le lieu idéal pour la purgation du Mal. Le Père, obsédé de pureté, nettoie la terre et la mer de la boue qu'y déverse l'inépuisable Amazone. C'est un travail de Sisyphe. La Mère prend en charge toute la lèpre du monde. La petite fille Chrétienne, livrée à son destin, l'assumera seule. Elle est l'enfant du bagne, élevée par les bagnards. Elle doit faire sa "descente aux enfers". C'est au fond de l'abjection, en fouillant l'ordure, qu'elle découvre la bonté. Il y a des pages délicieuses sur l'envers de Cayenne. Le rictus célinien de M^{me} Constant s'y faire tendre sourire. On se rappelle le petit singe Alexis de *White spirit* élevé avec des enfants et qui croyait être un petit garçon. Ici, c'est le nain de cirque Than qui a grandi dans une ménagerie et qui se prend pour une bête jusqu'au jour où, au bagne, il découvre qu'il est un homme (comme les autres). Than rapporte à Chrétienne du fond de la forêt un papillon. Il est pour la petite fille Espérance, le signe du salut. M^{me} Constant a tiré de la fange, dans ce roman, une merveilleuse éducation spirituelle.

La Garenne, par Jeanne Bourin (Julliard) - M^{me} Bourin nous entraîne, à travers ses souvenirs d'enfance, dans le milieu de petite bourgeoisie qu'a peint Zenaïde Fleuriot et qui a survécu à toutes les catastrophes historiques. La Garenne est, sur les bords du Loir, au centre de ce paysage, une vieille maison de famille. "J'aime voguer sur le Loir, dit M^{me} Bourin. Il est pour moi la rivière par excellence. Il n'y en a pas d'autres à mes yeux. J'ai passé depuis toujours de longs moments à le regarder couler"... On suit, dans le livre de souvenirs de M^{me} Bourin, le cours lent et clair de cette tranquille rivière jusqu'au rapide où le drame naît, ô trompeuse littérature, de la douceur des jours et, aussi bien, de la douceur même d'écrire.

Le neuvième jour, par Hervé Bazin (Grasset) - Le biologiste est capable aujourd'hui de transformer les espèces, l'extinction de l'*homo sapiens* n'est plus à exclure, la science échappe désormais à la maîtrise de l'homme, apprenti-sorcier. C'est enfoncer des portes ouvertes de dire cela. Hervé Bazin s'y précipite. Mais quelles perspectives ouvrent cependant ces portes enfoncées ! Le huitième jour, l'homme a été chassé du paradis terrestre, et le neuvième, il s'est donné les moyens de détruire la Création. M. Hervé Bazin réduit son *Neuvième jour* à la relation, dans un style de grand reportage, d'une épidémie dévastatrice de grippe asiatique, résurgence de la fameuse grippe de 1918. On frissonne tout juste un peu.

L'inconnu du temps qui passe, par Jacques Laurent (Grasset) - M. Jacques Laurent s'est déclaré "fils bâtard de Thomas l'imposteur et de l'espiègle Lily". Ce roman est plein d'espiègleries, voire de polissonneries, mais il pose une question qui pourrait être sérieuse sur l'existence de Dieu et la croyance en la vie éternelle. La réponse apportée par le biais du spiritisme est truquée. Espiègle, polisson, tricheur, M. Jacques Laurent qui est aussi l'auteur d'un essai sur le Mensonge, a écrit un impertinent roman où la gaieté est piquetée de cynisme.

Ph. S.

GEORGES BRAQUE : LES LEÇONS D'UNE VIE

par Jean-Louis PRAT

La Fondation Maeght a célébré en juillet 1994 son 30^e anniversaire. André Malraux déclarait, lors de son inauguration : "Ici est tenté quelque chose qui n'a jamais été tenté : créer l'univers dans lequel l'art moderne pourrait trouver à la fois sa place et cet arrière-monde qui s'est appelé, autrefois, le surnaturel".

A l'occasion de ce 30^e anniversaire, la Fondation Maeght a présenté, à Saint-Paul de Vence, de juillet à octobre 1994, une rétrospective Georges Braque avec 120 œuvres majeures provenant de collections publiques (25 musées internationaux) et privées, retraçant l'itinéraire de l'un des grands de la peinture de ce siècle.

Itinéraire hors du commun que cette exposition, réalisée par Jean-Louis Prat, première rétrospective en France depuis celle organisée en 1973 au Musée de l'Orangerie à Paris, met bien lumière. Depuis les œuvres fauves de ses débuts, avec des peintures réalisées à l'Estaque et à Anvers, en passant par l'invention des papiers collés et toute l'aventure du cubisme, la série des guéridons, natures mortes, nappes, billards, ateliers, paysages de Varengeville, jusqu'aux oiseaux de la fin de sa vie. Georges Braque, ami de la famille Maeght, a contribué à l'édification de la Fondation en réalisant un vitrail pour la chapelle et un grand bassin décoré de poissons.

Rappelons aussi que Marseille a rendu hommage à Georges Braque au cours de la même année, en organisant au Musée Cantini une exposition sur le thème : "L'Estaque : naissance du paysage moderne".

Qu'en est-il de l'œuvre de Georges Braque en cette fin de siècle ? Qu'en est-il de cet inventeur de formes qui a métamorphosé la représentation et créé de nouvelles images en leur donnant de nouvelles assises ? Qu'en est-il d'un homme dont la vie, en plein accord avec sa peinture, raconte l'histoire d'un siècle si fécond, qui clôt également un millénaire ? Son œuvre si reconnue est encore trop mal connue car elle apparaît différente et plus secrète que toute autre. "Elle tient aussi au lien de ce génie avec la révolution picturale la plus importante du siècle, au rôle décisif joué par Georges Braque dans la destruction de l'imitation des objets et des spectacles" comme le déclarait André Malraux lors de ses obsèques dans la Cour Carrée du Louvre.

Très tôt, Georges Braque a manifesté une grande liberté face à la peinture et il n'a pu se satisfaire des contraintes que la convention semblait lui imposer. Il détruira les quelques œuvres de ses débuts, conservant

seulement certains repères pour aller très vite vers un autre monde que lui révèlent au Salon des Indépendants de 1906 ses rencontres avec Othon Friesz, Henri Matisse et André Derain. Son ralliement au fauvisme donne le véritable départ à l'essor de son œuvre. Georges Braque va découvrir les sonorités d'une nouvelle palette en même temps que les paysages nordiques et méditerranéens. Anvers et l'Estaque sont à l'opposé, réunis cependant par la nécessité qu'il a de ne plus décrire mais de transcrire l'incandescence d'un ciel ou d'une mer dans les journées d'été. L'intensité de la lumière induit également la couleur pure qui s'appose sur une toile non préparée et dont l'immédiateté est davantage liée au dessin qu'à la peinture. A cet instant, l'exaltation et l'instinct prennent le pas sur la réflexion. Georges Braque pressent qu'il faudrait ajouter à tout cela une structure et "la règle" dont il parlera ensuite va le conduire très vite à "corriger l'émotion". Il dira combien il est difficile de vivre dans cette révolte permanente.

Cette période d'épanouissement si rapide durera à peine trois années avec pour compagnons d'autres grands peintres de ce siècle. Elle va se clore en 1907 par la rencontre avec l'œuvre de Paul Cézanne. Le changement qu'il avait pressenti au cours d'un séjour à l'Estaque sera définitif, radical. Désormais, la violence de la palette va s'estomper et son univers sera plus structuré et des tons plus sobres viendront se plaquer sur des volumes géométriques. Son amitié avec Pablo Picasso, avec lequel il se lie à la même époque, marque également un tournant décisif dans son évolution, donnant le point de départ à un bouleversement essentiel dans l'histoire de l'art : le cubisme.

Guillaume Apollinaire sera le préfacier de sa première exposition personnelle en 1908 chez Daniel-Henry Kahnweiler. Georges Braque reconstitue alors les objets qui l'entourent et développe leurs formes dans un univers architectural à deux dimensions. Il réorganise, décompose, et des plans à facettes résultent de cette désintégration du volume. Peu de visages apparaissent dans les compositions de ces années-là, la priorité semble donnée déjà aux choses les plus simples auxquelles il accorde une réflexion intérieure. Un certain ascétisme caractérise cette époque au cours de laquelle apparaissent les premiers papiers collés dont il est l'inventeur, ouvrant ainsi de nouvelles voies à l'art moderne. Grâce au papier collé,

son œuvre revient à l'essentiel et évolue alors vers une synthèse plus profonde. Il ajoute également dans ses tableaux différentes matières, de la sciure, du sable, mais aussi des caractères d'imprimerie peints au pochoir.

Les tons complémentaires sont désormais de mise et s'affichent dans des rapports d'une grande sobriété. La difficulté est permanente et Georges Braque semble uniquement se satisfaire de cette voie. Il veut aller encore plus loin dans sa réflexion et impose au sujet une rigueur absolue. La composition se détermine dans une recherche très stricte, le superflu est banni et la logique s'installe sur la toile. Tout est essentiel, les effets sont exclus, une certaine monumentalité apparaît même dans les petits formats aux espaces géométriques si définis. Des plans complexes s'imbriquent les uns aux autres et, lorsque la facilité pourrait surgir, le format ovale fait naître une nouvelle règle, en recréant une nouvelle difficulté.

Une peinture conceptuelle naît de cette réflexion cartésienne que Georges Braque imprime à son œuvre et qui l'accompagnera désormais chaque jour de sa vie. Les lignes de force définissent des axes, la volonté de faire figurer l'essence même de ce qu'il choisit avec un regard toujours neuf l'amène à une ascèse rarement atteinte dans la peinture. L'analyse est si pointue qu'il est difficile parfois de cerner le sujet qu'il décrit par les contraintes qu'il s'impose. Pareille organisation de l'espace pictural l'entraîne dans une stratégie de synthèse.

Hélas, la guerre de 1914 va interrompre ses recherches. Georges Braque est mobilisé et s'engouffre, avec tant d'autres, dans ce conflit si meurtrier dont il reviendra blessé. Ces années cruelles ont imposé une réalité nouvelle à laquelle il comprend qu'il lui sera difficile d'échapper. Quelques œuvres, encore cubistes par l'esprit, marquent son retour dans l'atelier, mais très vite il se détourne de ce qui aura été une des étapes révolutionnaires de l'histoire de la peinture. Il doit réinventer un nouveau monde, porter une attention renouvelée aux sujets les plus simples et raviver la représentation naturelle de l'objet. Il travaille inlassablement sur des toiles de petit ou grand format, natures mortes, série des guéridons. L'espace devient à la fois tactile et visuel. A cette attention qu'il accorde à toute chose, à ce goût pour l'abouti dont il ne se départira jamais, il ajoute une exigence rigoureuse qui irradie son œuvre et conditionne toute son évolution.

Cependant, restant attentif à la chose la plus humble, Braque ne néglige pas pour autant la matière qui entretient un rapport nouveau avec la couleur presque monochrome et où le noir retrouve sa vraie densité. Ne cherchant aucun effet initial, il trouve ainsi une autorité immédiate conférée par une longue méditation, ajoutant toutefois à son œuvre, chargée de vérité et d'absolu, un certain secret. Comme l'écrit Jean Paulhan : "Qu'il y ait un secret chez Braque - comme il y en a un dans Van Gogh ou Vermeer - c'est ce dont ne laisse pas douter une œuvre à tout instant pleine et suffisante : fluide (sans qu'il y ait besoin d'air) ; rayonnante (sans la moindre

source de lumière) ; dramatique (sans prétexte) ; à la fois attentive et quiète : réfléchie jusqu'à donner le sentiment d'un mirage posé sur sa réalité".

Avant la Seconde Guerre Mondiale, Georges Braque consacre une partie de ses recherches à la sculpture où il trouve un point d'appui momentané, mais il retrouve vite la distance du chevalet et réintroduit alors les visages d'être aimés, délaissés par la tourmente et dans l'attente des retrouvailles, dans des compositions plus complexes chargées d'oppositions de couleurs.

Il n'y a pas d'évasion ou de rêve fortuit chez Braque, mais toujours le souci absolu du concret. Pourtant son imagination est toujours présente, en particulier dans la série des grands ateliers - entre 1949 et 1956 - véritable message que nous laisse le peintre sur l'univers qui l'entourait vers la fin de sa vie, sur les objets ou les accessoires de la peinture qui étaient les siens, les outils de l'artisan qu'il voulait être. Dans cet univers fait d'oppositions où tout se retrouve accumulé dans des rapports harmonieux, il y a soudain l'intrusion de l'oiseau, véritable tableau dans le tableau, l'oiseau emblématique qui vole à tire-d'aile ou vient se poser sur le chevalet. Il occupe, envahit ou traverse cet espace et tous les objets se trouvent désormais métamorphosés. Motif obsédant qui rend l'œuvre encore plus silencieuse.

Georges Braque réalise à la même époque de plus vastes compositions où la rigueur s'allie à une invention entièrement dominée par la réflexion. Il retient toujours cette leçon qui semble issue du cubisme et il s'y tient, n'ayant nulle envie de s'écarter d'une voie faite de clarté et de simplicité, qui est en fait liée au grand classicisme de ce siècle. Alors qu'à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, il avait accordé une attention plus particulière à son œuvre graphique, réalisant aussi avec l'aide d'écrivains amis tels Jean Paulhan, Pierre Reverdy, Francis Ponge, Saint-John Perse ou René Char de grands livres illustrés, Braque redécouvre aussi les petits formats et démontre combien les paysages, d'où l'homme est

absent, peuvent contenir de mystère par le simple fait d'une ligne d'horizon, passage obligé entre mer, terre et ciel. Terre labourée, parfois peuplée d'une charrue, grève abandonnée où s'échoue parfois une barque, paysage fait de grandeur et de solitude où le créateur ne semble pouvoir se détacher de l'espace.

Il peint aussi en débordant sur cet encadrement où la matière sourde donne une profondeur accrue à ces marines et à ces champs qui acquièrent alors une dimension nouvelle. "J'ai souci de me mettre à l'unisson de la nature bien plus que de la copier", note-t-il dans ses "Carnets", et ce souci se retrouve dans les paysages qu'il réalise à Varengeville où il effectue de nombreux séjours. Cette communion qu'il entretient, tardivement dans son œuvre, avec la nature lui fait ressentir l'importance qu'il doit donner à la matière, à ce support auquel il donne une extrême densité, qui se cale sur la toile de la même façon que la terre dont elle semble acquérir la sourde pensanteur. Dès lors, les couleurs s'opposent plus qu'elles ne se complètent. La palette, d'une nouvelle violence, se plaque sur des formats allongés et étroits. Le créateur, avec un métier absolu, maîtrise toutes les difficultés ; apparaissent alors des œuvres calmes et fulgurantes à la fois, d'une monumentalité jusqu'alors inconnue. Certains accents colorés de Van Gogh retrouvent quasi naturellement la construction cézannienne du paysage à laquelle Georges Braque a toujours été profondément attaché. Une boucle s'accomplit, l'essentiel est toujours évoqué et convoqué.

Ainsi se déroule l'œuvre de Georges Braque, limpide, sereine, exemplaire, depuis les périodes fauve, cubiste, et les différents jalons et thèmes qu'il a su nous faire découvrir, dans un espace pictural où l'artiste retient à tout prix les leçons de la vie. Rien ne peut, ni ne doit rester à l'abandon et il imprime de façon magistrale une leçon de maintien et de noblesse à un siècle fort malmené.

Jean-Louis PRAT
Directeur de la Fondation Maeght

Faites connaître "FRANCE-FORUM"
CARREFOUR DE L'HUMANISME DÉMOCRATIQUE

LE TRIOMPHE DE PALLADIO

par Jean CHÉLINI

*Le destin d'un architecte
dont la postérité affirme le succès*

Lorsqu'on aime l'architecture du Quattrocento et sa formidable explosion créatrice, qu'on parcourt avec une attention passionnée les églises, les palais, les édifices publics conçus par Brunelleschi, Alberti ou Michelozzo, qu'on relit avec ardeur le *Traité sur l'architecture* (1485), l'on est préparé à aimer Palladio. Le maître de Vicence a subi la forte influence des architectes toscans. La façade, la division tripartite de l'édifice, vaste espace dégagé, grâce à d'énormes piliers de maçonnerie soutenant la couverture, que Leone Battista Alberti a imaginés dès 1472 pour Saint-André de Mantoue, ont inspiré la conception palladienne de l'architecture religieuse.

La réutilisation des éléments de l'ordre classique, parfois détournés de leur utilité originale vers des buts purement décoratifs, comme l'Arc de Triomphe dans le Temple des Malatesta à Rimini, sont en germe chez Alberti, tout comme les fines colonnades des nefs basilicales où jouent les couleurs contrastées des marbres et des murs, le sont chez Brunelleschi à San Spirito ou à la chapelle des Pazzi. Palladio est un fils du Quattrocento

florentin, même s'il s'en est écarté pour se rapprocher plus encore de l'art antique qu'il s'est efforcé de découvrir *in situ* à Rome ou ailleurs, au-delà des traités de Vitruve et de ses émules.

UNE INFLUENCE TOUJOURS PRÉSENTE

Andréa Palladio (1508-1580) a plus transformé le paysage urbain du monde occidental qu'aucun autre architecte. Élégantes et puissantes, ses constructions lui valurent un immense succès, déjà de son vivant, mais aussi de manière ininterrompue après sa mort. Son influence profonde a traversé toutes les frontières, celles de l'espace comme celles du temps. En fait il est peu de ville importante dans le monde qui n'ait quelque bâtiment qui fasse écho aux lignes nettes et au dessin impeccable de ses villas, de ses palais ou de ses églises. Et même le "post-modernisme" de ces dernières années peut être vu comme la reprise de thèmes créés par Palladio.

L'Espagnol Roberto Boffil avec le Polygone de Montpellier, l'Américain Venturi ou l'Italien Portoghesi s'inscrivent dans l'héritage de Palladio. Les plus résolu-

ment modernes eux-mêmes, comme Le Corbusier, ont fait référence à Palladio, tout comme Dominique Perault, l'architecte de la Grande Bibliothèque de France.

Le seul ouvrage qui jusqu'à aujourd'hui constituait un aperçu général des œuvres de Palladio, accessible à tous, c'était l'étude de James Ackerman qui date de 1966 et demeure inégalée en tant qu'introduction concise à l'œuvre de cet architecte. Mais, malgré un nombre important de publications récentes sur l'architecture de la Renaissance, aucune monographie d'une certaine ampleur n'avait été consacrée à Palladio depuis plus d'un quart de siècle.

UNE GRANDE ÉTUDE

Bruce Boucher a voulu combler cette lacune en publiant son *Palladio, de Venise à la Vénétie* (1). Spécialiste de l'architecture italienne, Bruce Boucher enseigne l'histoire de l'Art à l'University College de Londres. Né à Birmingham (Alabama), il a étudié à Harvard University, ainsi qu'à Oxford et au Courtauld Institute de Londres. Il a publié de nombreux articles et catalogues, et participé à l'organisation de grandes expositions comme *Andrea Palladio* (Londres, 1975) et *The Genius of Venice* (Londres, 1983). Il est l'auteur du livre *The Sculpture of Jacopo Sansovino*, qui a remporté le prix Salimbeni d'histoire de l'art (1992).

Son livre sur Palladio est illustré de plus de cent photographies réalisées sur ses directives par Paolo Marton, l'un des plus grands photographes italiens d'aujourd'hui. Habitant la Vénétie, Marton est l'auteur de nombreux livres sur l'architecture de cette région, de Venise et de la Renaissance. Mais Bruce Boucher a voulu aussi éclairer son développement sur Palladio par des croquis et des plans empruntés aux dessins du Maître : au total près de 300 illustrations dont les deux tiers en couleurs.

DES DÉBUTS MODESTES...

Boucher retrace la carrière de Palladio depuis ses origines jusqu'à son immense succès. Autant l'œuvre est connue, autant l'homme et sa vie personnelle restent dans l'obscurité. Il est né à Padoue le 30 novembre 1508 et a été baptisé dans sa paroisse San Michele sous le nom d'Andrea de Pietro della Gondola. Sa famille était modeste, son grand-père, jardinier, et son père, meunier. Il avait un parrain tailleur de pierres et, en 1521, il devint apprenti chez un tailleur de pierres local, Bartolomeo Cavazza. Les temps étaient durs. La guerre sévissait avec son cortège de pestes et de famines. Venise avait été menacée dans ses possessions de terre ferme au moins jusque vers 1520.

...MAIS DES PROTECTEURS PUISSANTS

Dès 1523, Andrea se fixa à Vicence et travailla dans un atelier connu, la Bottega Pedimuro. Il participa très vite à des entreprises de qualité, car Vicence, dans la mou-

vance de Venise, était une ville riche et de grande tradition architecturale. Il eut l'occasion de travailler pour la villa des Godi et pour l'élaboration du grand autel de la Cathédrale de Vicence. Marié en 1434 avec Allegradona, fille d'un charpentier, Andrea eut cinq enfants qu'il éleva avec soin et qui occupèrent tous des situations intéressantes à Vicence, Padoue ou Venise. Son fils Leonida devint architecte et collabora plus tard avec lui. Palladio bénéficia alors de protecteurs puissants, comme l'encyclopédiste Giangiorgio Tressino, qui l'emmena à Rome découvrir sur place les témoignages de l'architecture antique et l'introduisit dans l'Academia Olimpica de Vicence qu'il présidait et entretenait de ses deniers.

LE SUCCÈS DÉFINITIF

Dans les voyages des élèves de cette Académie, mi-philosophique mi-artistique, Palladio entra en relation avec beaucoup de penseurs et d'artistes de l'époque, notamment avec le mécène padouan Cornaro, et put étudier l'œuvre dessinée d'un architecte célèbre, Falconetto. Palladio puisa dans ses relations et ses études une inspiration renouvelée pour son œuvre qui désormais allait se développer et connaître un succès grandissant.

Boucher alors suit Palladio depuis ses premières commandes de résidences privées et le triomphe de la Basilique de Vicence, jusqu'aux splendides églises vénitienes de San Giorgio Maggiore et du Redentore, et la publication de son ouvrage fondamental les *Quattro Libri*. Le succès culmine avec les villas incomparables qui ont fait sa réputation : l'imposante Malcontenta, et l'aristocratique Rotonda. Chacun de ces édifices est minutieusement étudié par Boucher en fonction de leur importance au regard de l'histoire de l'architecture. Ainsi la remarquable carrière d'architecte et de théoricien de Palladio est replacée dans le contexte de son époque, de ses commanditaires et de la pratique architecturale de la Renaissance.

Etudiant les édifices du passé avec le zèle d'un archéologue, mais en transcendant ses modèles, Palladio a su créer une extraordinaire série de constructions où le langage de l'architecture classique est adapté aux exigences de la vie au XVI^e siècle. Respecté et imité depuis quatre siècles, Palladio a enfin l'hommage qu'il mérite : un livre élégant et complet, qui s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à l'architecture et à ces siècles merveilleux de la Renaissance italienne. Avec cet album qui succède au *Botticelli* et au *Piero della Francesca*, tous deux de Ronald Lightbown, la collection *Phares* chez Citadelles et Mazenod, s'enrichit d'une nouvelle pièce incomparable.

Jean CHÉLINI

(1) Bruce Boucher, *Palladio, de Venise à la Vénétie*, Citadelles et Mazenod, Paris 1993, coll. Phares, traduit de l'anglais par Paul Alexandre, 336 p. au format 28 x 33 cm, 292 illustrations dont 250 en couleur, sous jaquette et étui illustrés, 1 050 Frs.

DISQUES

par Marc DARMON

Leonard BERNSTEIN : Les trois Symphonies, Sérénade

Orchestre Philharmonique d'Israël, Leonard Bernstein
2 CD Deutsche Grammophon 445-245-2

Leonard Bernstein est plus connu pour ses compositions pour Broadway (*West Side Story*, *Candide*...) que pour sa musique "savante". Il est pourtant un authentique compositeur symphonique, comme en témoignent ses trois Symphonies et sa Sérénade, un des plus grands concertos pour violon du XX^e siècle.

Les compositeurs de musique contemporaine s'opposent entre défenseurs de la modernité et ceux qui considèrent que louer une œuvre pour sa modernité s'apparente à apprécier une sculpture pour son marbre, un tableau pour son cadre ou un château pour son site. Leonard Bernstein fait clairement partie de la seconde catégorie. La caractéristique principale de ses œuvres symphoniques est la sincérité, qui caractérisait aussi ses interprétations du répertoire romantique.

Les symphonies, composées de 1942 à 1963, ont un caractère autobiographique annoncé, et portent clairement la marque de la tradition hébraïque.

Elles font partie à mon sens des grandes symphonies accessibles du XX^e siècle. Le parallèle est d'ailleurs saisissant avec les symphonies d'un autre compositeur, juif lui aussi, qui a beaucoup écrit pour les théâtres de Broadway, Kurt Weill (On recommande l'audition des deux Symphonies de K. Weill dans les interprétations d'Edo de Waart, PHILIPS 434-171-2, ou de Michel Swierczewski, Nimbus 5283).

Cet enregistrement des symphonies de Bernstein bénéficie de la présence du compositeur à la direction et de solistes de renom, Christa Ludwig, Montserrat Caballé, Gidon Kremer. A découvrir absolument.

Jean-Philippe RAMEAU : Les Indes galantes, suite d'orchestre

Orchestre du XVIII^e siècle, Frans Brüggen
1 CD PHILIPS 438-946-2

On a coutume d'entendre que Rameau, Berlioz et Debussy ont été les trois grands génies français de la musique. C'est faire bien peu de cas de nombreux autres grands compositeurs français, plus ou moins célèbres, qui ont fait de la vie musicale française une des plus riches d'Europe.

Il est vrai, en revanche, que Rameau, Debussy et Berlioz sont parmi les compositeurs qui ont été les plus novateurs. Rameau notamment fut le premier à imposer que la musique d'opéras puisse ne plus être au service du

texte mais qu'elle ait, au contraire, une expression et une poésie propres. C'était à l'occasion de la querelle des "lullystes", attachés à une musique qui soutiendrait le texte poétique, et des "ramistes", défenseurs d'une musique d'opéra autonome et riche.

Pour cette raison, un opéra de Rameau, plus que tout autre jusqu'en 1760, peut être aisément adapté sous forme d'une simple suite d'orchestre digne d'être interprétée en concert ou sur disque. Frans Brüggen, prince des flûtistes baroques avant de fonder et de diriger l'orchestre du XVIII^e siècle, interprète ici la suite d'orchestre de l'opéra le plus célèbre de Rameau, *Les Indes galantes*. La qualité de l'orchestre du XVIII^e siècle, qui joue sur instruments d'époque tout en faisant preuve des mêmes qualités d'interprétation que les plus glorieuses phalanges symphoniques, n'est plus à louer. Ici encore, comme dans leurs récents disques Haydn et leurs désormais proprement légendaires disques des trois dernières symphonies de Mozart, la qualité de l'exécution assortie à la finesse de l'interprétation nous offre un très grand enregistrement.

Wolfgang Amadeus MOZART : Duos pour violon et Alto, K. 423 et 424

Augustin Dumay, violon Gérard Caussé
1 CD EMI CDC 7 54575 2

Les deux duos pour violon et alto de Mozart méritent d'être mieux connus. Il est vrai que l'ensemble de la musique de chambre de Mozart est moins célébré que ne le réclamerait la qualité d'œuvres telles que les dix derniers quatuors à cordes, les quintettes à cordes et les deux merveilles que sont le quintette pour clarinette et le quintette pour piano et vent.

Les enregistrements de ces deux duos ne sont pas nombreux, et il est heureux que le dernier venu, que l'on doit à deux artistes français, fasse désormais figure de référence. Cette dernière expression, trop utilisée, souvent de façon exagérée, est ici justifiée par le petit nombre d'enregistrements existant et par la grande qualité de cette interprétation.

L'association de deux instruments à cordes sans accompagnement, piano ou instruments à vent, peut paraître a priori austère. En fait ces œuvres, sous les archets de G. Caussé et d'A. Dumay, pétillent d'inventivité et d'esprit.

En complément, EMI a fait suivre les œuvres mozartiennes de morceaux de Haendel et d'Alessandro Rolla. Si ces pièces sont moins importantes, elles sont tout aussi magistralement interprétées.

notes de Lecture

● Béance du Divin de Jean Onimus

Quel beau livre ! Profond et pénétrant, mais aussi dérangeant, décapant, voire corrosif, sans jamais forcer la voix ni s'égarer dans les nuées. Pourtant le sujet aurait pu se prêter aux platitudes bénissantes comme aux plus abstruses spéculations, s'agissant de rien de moins que de Dieu même. Ou plutôt du *divin* car, dans sa méfiance à l'égard des multiples pièges et facilités du langage, l'auteur s'en tient à la modestie de l'adjectif. Il redoute de substantiver une réalité qui échappe à toute définition, vite dégradée en trahison.

On ne soulignera jamais assez que l'idéologie moderne se fonde sur l'évacuation de toute référence au divin - hors de nous et en nous - comme d'un encombrant vestige du passé. La technique l'ignore, la vie quotidienne s'en détourne ou le détourne, la morale le rejette, les religions mêmes semblent parfois ne trop savoir qu'en faire. Cet abandon a des causes nombreuses, dont certaines ne sont pas dépourvues de justification. Mais la principale, et la plus méconnue selon Onimus, est que la tradition occidentale tend à faire de l'absolu de Dieu une chose à notre disposition, un concept rigidifié ou, dans le meilleur des cas, une "personne" avec les ambiguïtés que cette assimilation anthropomorphique porte encore avec elle. Maniant un scalpel d'une redoutable précision, l'auteur débusque les plus courantes équivoques, simplifications et confiscations qu'une orgueilleuse "science de Dieu" a accumulées autour de l'ineffable.

Le propos, disons plutôt l'intuition, qui sous-tend cet ouvrage peut se résumer en un double aporisme. D'un côté, dès qu'une société prétend se délivrer du poids de la transcendance, elle n'a plus rien d'humain ; de l'autre, grossières ou subtiles, les formulations du divin ne sauraient être qu'insuffisantes, impropres, mesquinement inadaptées à leur objet. Elles le deviennent encore plus depuis que la science a reculé l'horizon de la pensée, en lui ouvrant des régions hier entièrement ignorées.

Rêver que l'on a saisi Dieu, c'est le faire aussitôt s'évanouir. Tant est assuré qu'il n'est pas une chose, ni même un Etre au sens où nous employons ce concept, mais un abîme insondable, "un *rien* absolu". Empruntant l'image au mystique silésien Jacob Boehme, Onimus parle de "béance", c'est-à-dire d'une réalité sans commune mesure avec celle de notre entendement. Jamais le discours humain ne saisira le divin : seule l'intelligence du cœur est capable sinon de l'appréhender du moins de deviner sa présence, comme l'avait vu Pascal.

Ce n'est pas qu'il faille s'abandonner à la pente d'un quelconque fidélisme. La connaissance rationnelle est au contraire indispensable pour dissiper les illusions d'une théologie simplifiante, devenue plus que jamais inadéquate. Des chapitres très informés, quoique sans technicité, sur les plus stupéfiantes avancées de la science contemporaine mettent celle-ci à contribution. Sans l'in-

ention de "prouver" quoi que ce soit, mais pour approfondir le mystère et tenter de le situer au-delà de l'inaccessible. La physique quantique place l'indétermination, non la causalité mécanique, au cœur des phénomènes. La biologie laisse apparaître une complexification indéfinie, dont la poussée métamorphose ce que nous appelons la "matière" et la fait progressivement accéder à la spiritualisation.

Suivant le sillage de Bergson, Teilhard de Chardin et Bultmann, Jean Onimus s'efforce de parler du divin dans le langage de notre siècle, si ce n'est du prochain. Plus nous en savons sur l'univers, plus la béance du divin s'élargit, au lieu de se clore comme l'affirmait le positivisme. Qui a écrit les prodigieux programmes du Cosmos et de la Vie ? Sans que nous puissions le circonscrire, nous pressentons qu'un courant de transcendance travaille l'espace-temps, par conséquent chacun de nous qui en faisons partie.

Cette conviction d'une dérive ascendante de l'évolution n'engendre aucun optimisme béat. Car le mal de l'homme et le mal du monde sont là, aussi mystérieux et "scandaleux" que peut nous apparaître le divin. Face à la souffrance, l'abjection et la mort, les chances sont a priori égales entre le non-sens et le sens. Seules l'expérience de la beauté et de la bonté, l'improbable quoiqu'évidente présence de l'amour, fondent la certitude indémonstrable de l'absurdité de l'absurde. Si la vie s'oriente quelque part, alors son but peut-il être autre que la réalisation du divin ? Au terme de tous les doutes et de toutes les dérégulations, "la Béance est béance d'un désir

fou propre à l'être humain... elle devient, ô merveille, la source de l'espérance".

Mesuré dans les termes, ce livre est sévère - parfois dur - pour les religions constituées, christianisme inclus bien entendu. L'exigence religieuse de l'auteur est si haute qu'il ne peut se satisfaire des rigidités de l'institution. Sans méconnaître leur rôle - mais en passant, et presque à regret - il semble tenir les dogmes et les cultes plutôt pour des obstacles que comme des voies d'accès à la prise de conscience du divin. On lui objectera que, sans la continuité de cette transmission, son livre n'eût pas été écrit, ou du moins pas tel qu'il est.

Aussi distancé soit-elle de n'importe quelle orthodoxie, cette aventureuse démarche n'est incompatible avec aucune. Condensant une vie de recherches - et, selon un terme cher à l'auteur, "d'émerveillement" - ce livre ne vise qu'à la sincérité, afin de provoquer la nôtre. Ecrit dans un style limpide, où les formules abondent sans chercher à briller mais avec des passages d'une poignante intensité, c'est un témoignage et jamais un prêche. Son objectif sera atteint s'il parvient à percer la gangue des routines trop confortables et des certitudes floues. Sa lecture incitera alors qui l'entreprendra avec bonne foi, quelle que soit sa croyance, non pas à être moins croyant mais à le devenir *mieux*.

Bernard VOYENNE

Ed. Puf-écriture, 1994, 224 p.

● La vie nouvelle - Histoire d'un mouvement inclassable de Jean Lestavel

Nombreuses seront les lectrices et nombreux seront les lecteurs de "France Forum" que ce livre ne laissera pas indifférents. Soit qu'ils aient rencontré des gens de *La Vie Nouvelle*, soit qu'ils y aient appartenu.

En outre, ils trouveront mention dans ces pages de noms dont ils ont lu la signature dans notre revue. De fait, si les relations de *La Vie Nouvelle* avec le MRP furent, sous la IV^e République, orageuses et conflictuelles, à partir de la création de *France-Forum*, ce fut non seulement la coexistence pacifique mais la coopération. A telle enseigne qu'il exista même un projet de publication confondue avec les cahiers de *Citoyen 60*, l'une des expressions de *La Vie Nouvelle*.

D'où ces rencontres, ces collaborations de Jacques Delors, de Michel Albert, de Gérard Adam, d'André Kerever, d'Yves Chaigneau et de tant d'autres. Non sans une mention spéciale pour René Pucheu dont la présence est fréquente dans nos numéros.

Au fil de ses 435 pages, Jean Lestavel relate l'histoire de *La Vie Nouvelle* dont il fut un acteur privilégié puisqu'il en fut permanent, puis responsable national de 1954 à 1971. C'est dire que le livre est documenté et précis.

Singulier mouvement, en vérité, que celui-ci par sa visée ambitieuse et sa conception, surtout. De quoi s'agissait-il ? De promouvoir une "société de tout l'homme et de tous les hommes" pour reprendre la formule de François Perroux, ou, pour écrire autrement, en reprenant les termes de Marc Sangnier, "une organisation sociale tendant à porter au maximum la conscience et la responsabilité de chacun". Précisément, c'est cela que Marc Sangnier nommait la "démocratie", un mot qui mit du temps à s'implanter à *La Vie Nouvelle*.

L'originalité de ce mouvement dit d'éducation populaire fut, essentiellement, d'inviter ses membres à militer pour cette société "humaine" en prenant en charge, en quelque sorte, leur développement. D'où cette multiplicité de secteurs d'engagements, le mouvement étant, à la fois, école du citoyen, école de spiritualité, école des parents, ... Il y avait un humanisme complexe, sous ce dessein et sous les méthodes d'organisation, valorisant, surtout, l'échange en groupe en communautés de quartier ou de ville.

En tout cas, il est remarquable que ce mouvement ait été une pépinière de femmes et d'hommes que l'on

retrouve et que l'on a retrouvés à des postes clés dans l'administration, dans les entreprises, dans l'édition et la presse, dans les organismes éducatifs...

Il va de soi qu'au long de ses quasi-cinquante années d'existence *La Vie Nouvelle* a évolué selon les saisons, anticipant ou épousant les changements dans et de la société française. Jean Lestavel permet de suivre ces modifications, qui n'allèrent pas toujours sans drames. Cela d'autant plus que ce mouvement était riche en fortes personnalités. En particulier, celles de ses deux fondateurs, à la fois complémentaires et antithétiques : Pierre Goutet, l'avocat aux Conseils, le type même du "libéral", toujours redoutant d'imposer sa vérité, et André Cruiziat, leader charismatique, personnalité avide de découverte, à travers l'itinéraire duquel on pourrait écrire l'histoire de toute une partie de la société française et du catholicisme de France. De ce point de vue, on regrettera que, dans un souci louable de distanciation, Jean Lestavel ne se soit pas laissé aller à aller plus loin dans les portraits et les scènes d'atmosphères. A en croire les témoins, il y eut des moments de ferveur et d'affrontements aussi, qui attendent leur Pierre Schaeffer (qui campa, précisément, Pierre Goutet et André Cruiziat, à leur commencement, dans son livre *Les enfants de cœur*).

On ne regrettera pas, en revanche, que Jean Lestavel nous ait rapporté les diverses étapes de l'idéologie et du comportement politique du et dans le mouvement. Notamment, ce tournant que fut, vers 1953-54, la critique, sous l'impulsion de René Pucheu, de la notion de "communauté" qui avait, en ce temps là, dans la conscience de beaucoup de membres du mouvement, des accents Gustave Thibon. René Pucheu, reprenant, sans le savoir, la critique de cette notion de "communauté", faite en 1939 par Paul Vignaux, la chargea d'harmoniques plus associatives et la décapa de ses tentations organocistes. Du coup, il provoqua une sorte de modernisation politique du mouvement, en plein accord avec

André Cruiziat. De cette modernisation put naître l'équipe politique dans laquelle s'inséra une nouvelle génération. Très vite, René Pucheu demanda à Jacques Delors de le seconder dans l'animation et, très rapidement, il lui en céda la direction. Ainsi du *Bulletin de l'Equipe Politique de La Vie Nouvelle* naquirent les *Cahiers de Citoyens 60* et le Club du même nom. Auquel participèrent des personnes non membres du mouvement et où je représentais *France-Forum*.

Il va de soi que Jean Lestavel analyse, également, les évolutions ultérieures du mouvement, qui eut le parcours de beaucoup de militants catholiques et fut attiré par le "socialisme démocratique", puis happé par le soixante-huitarisme et par la fascination du marxisme, avant de déboucher dans le mitterrandisme...

"*Histoire d'un mouvement inclassable*" a sous-titré Jean Lestavel. A vrai dire, du point de vue de l'idéologie et des évolutions des comportements politiques, on pourrait en discuter. Les cheminements de *La Vie Nouvelle* font partie des dérives de la CFTC vers la CFDT, des évolutions d'*Esprit*, d'*Economie et d'Humanisme*. Sans compter l'Action Catholique...

Plutôt, ce qu'il y eut, me semble-t-il, de singulier dans *La Vie Nouvelle*, ce fut ce mixte de recherche, de formation et d'action qui permet mal de la classer dans les formes d'organisation. Ni parti évidemment, ni syndicat, ni "mouvement spécialisé". Mouvement d'éducation populaire ? Certes, mais avec une exceptionnelle idée de la globalité de l'homme, venue, peut-être ou probablement, de cette source première : le scoutisme ? Mais ce n'est qu'une hypothèse.

Après cette très intéressante histoire de *La Vie Nouvelle*, pourquoi pas une histoire du rôle de ce mouvement et de ses membres dans la société française ?

Henri BOURBON

Ed. du Cerf (1994)

● Vraies et fausses révélations russes

Les lecteurs russes sont friands de "révélations" sur l'histoire de l'Union Soviétique - cette histoire que les stalinologues occidentaux connaissaient mieux que ceux qui la vivaient. Michel Tatu ou Richard Pipes étaient certainement mieux informés sur les coulisses du Kremlin que l'homme de la rue ou même les intellectuels de Moscou. Dernièrement, ce sont les Mémoires du fils de Beria, ce redoutable ministre de la Sécurité de l'URSS, et celui d'un des anciens chefs du contre-espionnage atomique soviétique, Pavel Soudaplatov, qui étaient les best-sellers sur le marché des livres. Les Mémoires de Soudaplatov qui viennent d'être traduits en français ont eu également un grand succès de librairie dans notre pays. Le piquant est que le fils de Bela Kun, chef éphé-

mère de la Commune hongroise de 1919, puis dirigeant du Komintern, que Staline fit assassiner en 1937 - Miklos Kun - qui, dans un article publié par le journal socialiste (ex-communiste) de Budapest, dénonce comme fantaisistes les révélations de ces deux mémorialistes. Miklos Kun, historien professionnel, formé à l'Université de Lomonossov, vit actuellement en Hongrie où il a publié une excellente biographie de Boukharine, grand rival de Staline, qu'il avait connu dans son enfance. Aussi les démentis qu'il oppose aux deux mémorialistes sont-ils crédibles.

Ainsi, pour ce qui est de la "révélation" concernant l'un des inventeurs de la bombe atomique, le physicien

Robert Oppenheimer, que les deux présentent comme un espion soviétique. Le fils de Beria - qui a, sous le nom de Sergueï Gueguechkori, travaillé jusqu'à récemment comme spécialiste des fusées - raconte qu'Oppenheimer, lors d'un "séjour secret" à Moscou, avait habité chez son père. Celui-ci lui aurait dit que c'est grâce à Oppenheimer que ses espions ont pu percer le secret du laboratoire de Los Alamos. Soudaplatov, qui a publié ses Souvenirs après ceux de Sergueï Beria, a confirmé le fait, ajoutant au nom d'Oppenheimer ceux de Enrico Fermi, Leon Szilard et Niels Bohr, comme ayant été tous des "consultants secrets" du Kremlin. Ces révélations ont fait beaucoup de bruit aux Etats-Unis, où une enquête a été ordonnée à ce sujet. Or Miklos Kun démontre qu'aux dates indiquées, Oppenheimer n'a pas quitté pour un seul jour les Etats-Unis, et que d'ailleurs ses allées et venues, ses rencontres, voire sa correspondance, comme celles de tous les physiciens atomistes travaillant à Los Alamos, étaient étroitement surveillées par le FBI. Ce qui était à l'origine de certains bruits, mettant en cause Oppenheimer, c'est qu'il n'a pas caché son opinion que les Etats-Unis devraient partager le secret atomique avec leurs alliés - dont l'URSS -, estimant qu'il serait dangereux pour la paix du monde qu'un seul pays monopolise la fabrication de cette arme redoutable. Cependant l'accusation d'espionnage manque de tout fondement.

Le récit que fait Sergueï Beria des circonstances de l'assassinat de son père mérite plus de crédit. Selon la version qu'on doit à des confidences de Khrouchtchev, le tout-puissant chef du GPU aurait été tué à l'issue d'une réunion du Politburo, au Kremlin, où il aurait été désarmé et achevé par le maréchal Joukov. Selon le fils Beria, cette réunion au Kremlin n'aurait pas eu lieu. Elle a été tout simplement ajournée. C'est au retour de son bureau du Kremlin, dans sa datcha des environs de Moscou, que Beria a été tué. Sa maison a été entourée par des blindés, sa garde personnelle désarmée et lui-même fusillé. Cela, dit Sergueï Beria, parce que son père avait l'intention de liquider le système stalinien, de révéler au Congrès du Parti les crimes de Staline, en mettant en cause Khrouchtchev aussi bien que Malenkov, Molotov, Kaganovitch et les autres lieutenants du généralis-

sime défunt. Malgré leur rivalité pour le pouvoir, ces derniers se sont entendus pour neutraliser le Policier en chef du régime, qui apparaît dans le récit de Sergueï Beria comme un précurseur de Gorbatchev. Déjà du temps de Staline, Beria se serait opposé à certains actes criminels, telles l'exécution des officiers polonais de Katyn, la déportation du peuple caucasien, les Kalmuks et les Tatars de Crimée.

Quant à cette soi-disant opposition, on reste sceptique. En effet, toute une série de documents, publiés depuis 1989, attestent que Beria était un des séides les plus cruels de Staline. C'est lui qui, avec le général Serov a dirigé les exécutions et déportations de 1937 ; en 1938, il s'était inscrit dans l'histoire du peuple géorgien comme le Bourreau n° 1 ; en 1939, il dirigeait la grande épuration du ministère des affaires étrangères contre les fonctionnaires opposés au rapprochement avec l'Allemagne. Et c'est encore Beria qui présidait à l'extradition des réfugiés anti-nazis et juifs allemands, devançant ainsi le maréchal Pétain. On sait aussi qu'il participait en 1941 aux sondages par lesquels Staline, par l'intermédiaire des Bulgares, tentait de sortir de la guerre, offrant à Hitler, en échange d'une paix séparée, les Pays Baltes, la Biélorussie occidentale et l'Ukraine occidentale.

Ceci dit, on a des indices non moins sérieux que ce même Beria, après la mort de Staline, a envisagé des réformes politiques et sociales profondes, une révision complète de la politique étrangère, allant jusqu'à proposer - comme contre-partie à des crédits occidentaux - l'abandon de l'Allemagne de l'Est. C'est pour l'empêcher de commencer la déstalinisation, dont ils auraient été probablement les premières victimes, que - mettant entre parenthèses les divergences qui les opposaient - Khrouchtchev, Molotov, Malenkov et le maréchal Joukov se sont alliés pour se débarrasser de ce rival le plus dangereux, quitte à reprendre à leur compte certains de ses idées et projets. Mais chose étrange, de ces faits, dont la confirmation permettrait la réhabilitation au moins partielle de son père devant la postérité, Beria fils ne souffle mot dans ses Mémoires.

François FEJTÖ

● Après Galilée. Science et foi : nouveau dialogue sous la direction du Cardinal Poupard

L'ouvrage est divisé en trois parties. La première, sous le titre "Une déjà longue histoire", comprend les deux textes essentiels de l'affaire Galilée, la lettre du cardinal Bellarmin au père carme Paolo Antonio Foscarini et la lettre de Galilée à Christine de Lorraine, grande duchesse de Toscane, précédés d'un avant-propos du cardinal Paul Poupard et d'une présentation de P.N. Mayaud et suivis d'un discours de Jean-Paul II à l'Académie pontificale des sciences (31 octobre 1992). La seconde et la troisième partie intitulées respectivement

"De la cosmologie aux sciences du vivant" et "Nouvelles perspectives" rassemblent des textes de contemporains relatifs à la science actuelle et à ses rapports avec la foi. Dans ce compte rendu on s'en tiendra exclusivement à la première partie.

Début 1615 le père Foscarini publie un opuscule consacré à une tentative de conciliation entre le système de Copernic et l'Écriture. Il envoie son ouvrage au cardinal Bellarmin qui lui répond le 12 avril 1615. Bellarmin

admet d'emblée que son correspondant et "le Seigneur Galilée" peuvent soutenir que la rotation de la terre autour du soleil constitue l'hypothèse qui explique le mieux les apparences. "Mais vouloir affirmer que, réellement, le soleil se tient au centre du monde et tourne seulement sur lui-même sans courir d'orient en occident, et que la terre se tient dans le troisième ciel et tourne avec une très grande vitesse autour du soleil, est une chose grandement dangereuse...". Pourquoi dangereuse ? Parce que cette assertion va à l'encontre de "l'interprétation commune des Saints Pères...". Puis le cardinal ajoute : "Je dis que, s'il y avait une vraie démonstration que le soleil se tient au centre du monde et la terre dans le troisième ciel, et que le soleil ne tourne pas autour de la terre mais que la terre tourne autour du soleil, alors il faudrait procéder avec attention pour expliquer les Écritures qui semblent contraires (à cette démonstration), et il faudrait dire que nous ne le comprenons pas plutôt que dire que serait faux ce qui serait démontré. Mais je ne croirai pas qu'une telle démonstration existe aussi longtemps qu'elle ne me sera pas montrée".

Où à l'hypothèse comme hypothèse jusqu'au jour où seront apportées les preuves que l'hypothèse est la réalité et alors il faudra revoir l'interprétation traditionnelle des passages de l'Écriture - notamment celui de Josué arrêtant le soleil - qui sembleraient contraires. Rien de plus logique : où est le problème dira-t-on ? Et il est vrai que la preuve restait à apporter.

Dans sa lettre à Christine de Lorraine, Galilée s'en prend d'abord à ceux qui, incapables de le réfuter, "sont résolus de donner comme bouclier à leurs raisonnements erronés le manteau d'une feinte religion et l'autorité des Écritures Sacrées...". Se plaçant au plan de la science, Galilée dit déjà ce que Molière, se plaçant au plan de la morale, dira dans le Tartuffe : l'un et l'autre dénoncent les faux dévots qui, bien loin de vouloir servir la religion, s'en servent.

Galilée formule ainsi son but. "Donc j'espère montrer que je procède avec un zèle beaucoup plus pieux et plus conforme à la religion qu'ils ne le font lorsque je demande non pas que l'on ne condamne pas cet ouvrage, mais qu'on ne le condamne pas, comme ils voudraient, sans le comprendre, l'examiner ou simplement le voir. Surtout que c'est un auteur qui ne traite jamais de choses qui touchent à la religion ou à la foi, ni d'arguments dépendant en quelque manière de l'autorité des Écritures Sacrées qu'il aurait pu mal interpréter, mais qu'il s'en tient toujours à des conclusions naturelles qui concernent les mouvements célestes et qui sont traitées par des démonstrations astronomiques et géométriques et sont fondées d'abord sur des expériences des sens et des observations très précises".

Est-ce cette revendication d'autonomie de la science qui est condamnée ? "L'erreur des théologiens d'alors,

quand ils soutenaient la centralité de la terre, fut de penser que notre connaissance de la structure du monde physique était, d'une certaine manière, imposée par le sens littéral de l'Écriture Sainte". Qui parle ainsi ? Jean-Paul II. Qu'avait dit Galilée ? "Si l'Écriture ne peut errer, certains de ses interprètes le peuvent et de plusieurs façons". De la lettre à Christine de Lorraine, Jean-Paul II dit qu'elle est "comme un petit traité d'herméneutique biblique". A propos des progrès intervenus au XIX^e siècle dans la connaissance de la Bible et du milieu biblique et des conséquences à en tirer, Jean-Paul II ajoute : "Certains, dans le souci de défendre la foi, ont pensé qu'il fallait rejeter des conclusions historiques sérieusement établies. Ce fut là une décision précipitée et malheureuse".

Pour justifier le réexamen de l'affaire Galilée, Jean-Paul II répond à l'objection suivante : "Ce cas n'est-il pas depuis longtemps classé et les erreurs commises n'ont-elles pas été reconnues ?". "Certes, cela est vrai. Cependant les problèmes sous-jacents à ce cas touchent à la nature de la science comme à celle du message de la foi". Pour conclure : "Il existe deux domaines du savoir, celui qui a sa source dans la Révélation et celui que la raison peut découvrir par ses seules formes".

Parfait. Tout est bien qui finit bien. Le cardinal Poupard, déclare Jean-Paul II, a rappelé "comment la sentence de 1633 n'était pas irréformable et comment le débat, qui n'avait cessé d'évoluer, fut clos en 1820 avec l'imprimatur accordé à l'ouvrage du chanoine Settele".

Happy end théologico-scientifique ? N'allons pas si vite. Galilée à genoux, prononçant son abjuration : qui pèsera cette angoisse, qui pèsera l'angoisse d'un homme, qualifié de "croyant sincère" par Jean-Paul II et qu'on aura mis dans une contradiction intolérable entre ce qu'il savait et ce qu'on lui imposa de dire qu'il croyait ? Que se serait-il passé s'il avait refusé d'abjurer ? Galilée avait dit "Il n'est au pouvoir d'aucune créature de faire être vraies ou fausses (ces propositions) autrement qu'elles se trouvent être par leur nature de facto". Qui pèsera l'angoisse de Galilée ? Qui pèsera l'angoisse de ceux qui pendant les décennies qui suivront 1633 se seront trouvés dans la même contradiction ? Qu'auront à dire, à ceux-là et à Galilée lui-même, ceux qui les auront condamnés ? "On ne savait pas" ? Alors pourquoi avoir parlé ? Il suffisait de se taire et d'attendre. Qui pèsera l'immense catastrophe intellectuelle que fut la condamnation de Galilée, cette rupture scellée par devant l'inquisition entre la science et la foi ?

Reste, trois siècles et demi après, à saluer cette réparation voulue par l'actuel évêque de Rome dès le début de son pontificat et conduite à son terme de 1979 à 1992.

André Le GALL

Ed. Desclée de Brouwer - 1994.

Décès d'Annie Lombard, notre amie

Nous avons appris avec tristesse et émotion le décès de notre amie Annie Lombard qui fut successivement et avec talent rédacteur en chef de Forces Nouvelles et de Démocratie Moderne. Annie Lombard a toujours manifesté pour France-Forum une sympathie active et chaleureuse. Nous conserverons le souvenir de son militantisme exemplaire et généreux.